

FRANCE FORUM

L'avènement de l'Empire

Maurice Schumann (1911-1998)

**1890-1990 : une nouvelle guerre de
Cent Ans ? (2)**

Demain quelles retraites ?

**Budapest 1956 :
«le commencement de la fin»**

Nazisme et communisme

Semaines sociales 1997 : les migrants

Catholicisme et modernité

Arts et lettres - Notes de lecture

**2^e Trimestre
1998**

Charles DELAMARE -

Pierre de BOISDEFFRE -

René PUCHEU - Nicolas

BREJON de LAVERGNÉE -

Jean-Yves CHEVALLIER -

Janos BOOR - Eugène

SUJANSZKI - Christian

SAVÈS - Jean AUBRY -

Emile POULAT - Philippe

SÉNART - Marc DARMON -

René FOCH - François

AZAR - Vincent LALOY -

Jean CHÉLINI

DOSSIERS ET ETUDES

- L'avènement de l'Empire** p. 2
par Charles DELAMARE
- Maurice Schumann : l'homme aux deux fidélités** p. 7
par Pierre de BOISDEFFRE
- 1890-1990 : une nouvelle guerre de Cent Ans ? (2)** p. 10
par René PUCHEU
- Quelles retraites pour demain ? Plaidoyer pour une approche éthique** p. 22
par Nicolas BREJON de LAVERGNÉE
- Budapest 1956 : «le commencement de la fin»** p. 35
La Révolution hongroise de 1956, hier et aujourd'hui p. 36
par Jean-Yves CHEVALLIER
- Témoignages sur la Révolution hongroise de 1956** p. 45
par Janos BOOR et Eugène SUJANSZKI
- Nazisme et communisme face à l'exigence éthique** p. 51
par Christian SAVÈS
- «Les migrants, défi et richesse pour notre société»** p. 55
par Jean AUBRY
- Catholicisme et modernité : la quête spirituelle de l'homme d'aujourd'hui fait-elle peur à l'Église ?** p. 58
par Emile POULAT

ARTS ET LETTRES

- La Vie littéraire** p. 63
par Philippe SÉNART
- Disques** p. 76
par Marc DARMON

NOTES DE LECTURE

- Le grand échiquier - l'Amérique et le reste du monde de Zbigniew Brzezinski** par René FOCH p. 80
- Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression, sous la direction de Stéphane Courtois** p. 84
par René PUCHEU
- Le siècle des intellectuels de Michel Winock** par René PUCHEU p. 87
- Principes de la concurrence d'Alain Bienaymé** par Charles DELAMARE p. 89
- Hongrois et Juifs, histoire millénaire d'un couple singulier (1000-1997) de François Fejtö** p. 90
par François AZAR
- Dans le clair-obscur du monde de Robert Rochefort** p. 95
par Vincent LALOY
- Visages de femmes au Moyen-Age** par Jean CHÉLINI p. 96

L'avènement de l'Empire

par Charles DELAMARE

Depuis le 25 mars et l'admission des onze pays de la Communauté dans le futur «Euroland», le processus d'inclusion de ces derniers dans une nouvelle configuration politique est engagé. Elle sera définitivement établie le 1er janvier 1999. A partir de ce jour nous vivrons dans un Empire.

Les Français seront étonnés d'entendre cette affirmation. Le souvenir historique qu'ils conservent d'un tel système est lié étroitement à une personnalité sortant de l'ordinaire, comme Napoléon I^{er}, ou vivant du souvenir de la première, comme Napoléon III. Dans les deux cas, il s'agissait de dictatures, qui n'avaient d'Empire que le nom. Cette forme étatique se caractérise au contraire par l'absence de concentration des pouvoirs. Le Saint-Empire a été dirigé, et bien sporadiquement, pendant neuf cents ans par une commission, composée de sept Princes électeurs, et par une Diète qui n'a pratiquement jamais cessé de siéger à Ratisbonne avec une inefficacité universellement reconnue. L'Empereur était un titre, pas une autorité.

La caractéristique principale de l'Empire est de se présenter comme un tout vis-à-vis de l'extérieur. Son poids fait la preuve de son existence, pas son action. Dans cet ensemble on obéit à des règles communes de bienséance, ce qui n'empêche pas de se disputer et même, autrefois, de se faire la guerre, mais sans trop de sauvagerie. L'Empire de l'Union Européenne sera plus pacifique mais moins tolérant que certains de ses prédécesseurs. Les nécessités du monde moderne, l'expérience nationale de ses diverses composantes, la pratique du Traité de Rome laissent présager une organisation moins lâche

que le Saint-Empire. En même temps, elles limitent l'étendue des prérogatives étatiques du nouvel organisme. De ce fait, celui-ci ne pourra pas être autre chose qu'un Empire libéral. Grande nouveauté encore pour les Français qui n'ont commencé à goûter à un tel système qu'entre 1866 et 1870 ! La réunion d'Etats nationaux perpétuellement excités les uns contre les autres au sein de ce qu'on appelait par antiphrase «le concert européen» ne peut pas servir de référence au nouvel ensemble. Il a fallu deux guerres d'anéantissement et cinquante ans de palabres pour nous débarrasser du legs empoisonné que nous avait laissé le XIX^e siècle, le «siècle des nationalités».

C'est seulement au sein du libéralisme que l'on peut supprimer les interférences du pouvoir dans la société civile, c'est-à-dire les intrigues tendant à réserver des avantages indus, sans rapport avec les fruits du travail et de l'initiative, à ceux qui par ruse ou par force faisaient jouer en leur faveur les leviers politiques. Même si, en fin de compte, la défense de ces intérêts particuliers aboutissait à des conflits qui souvent se retournèrent contre leurs instigateurs.

La monnaie unique est le signe du renoncement de la part de onze organisations étatiques à la possibilité de tromper leurs voisins en faisant mine, dans des dévaluations dites compétitives, de s'adapter à des nécessités dont elles étaient l'organisateur. Les pleureuses qui sanglotent sur la disparition de la «souveraineté monétaire» manquent singulièrement d'information. Les gouvernements ont déjà perdu au profit des «marchés» mondiaux le pouvoir de manipuler leur monnaie. Désormais toute manœuvre de ce type est dénoncée à l'instant même sur les ordi-

nateurs des *traders* du monde entier. Elle est aussitôt sanctionnée. Elle est contrebalancée par un prix à payer non seulement dans l'immédiat mais aussi dans l'avenir. Confiance signifie constance.

L'Empire de l'Union Européenne ne sera pas, pour autant, exempt de conflits. L'attention générale se porte actuellement sur la technique du fonctionnement de la monnaie unique. De multiples discussions, objections, lamentations s'élèvent à ce sujet. On peut parier que les problèmes subsistant seront résolus au mieux. Il est plus intéressant de s'attacher à deux autres questions recouvertes d'un voile d'indifférence, malgré l'imminence de leur apparition. La première consiste à se demander comment la concurrence va se déployer à l'intérieur de l'Union. La seconde, quel est le rôle que les nations continueront à jouer dans le nouvel ensemble.

La concurrence inter-européenne

L'euro entraîne beaucoup d'avantages. Ceux sur lesquels on a insisté depuis six ans, parce que la monnaie unique mettra fin à des distorsions absurdes, à des étranglements comptables épuisant le temps et la patience des entrepreneurs. On entend déjà leur soupir de soulagement. Ceux dont on parle moins apparaissent principalement quand on regarde de l'extérieur. L'euro va rassembler des moyens capitalistiques considérables. Il commence à les amasser dans les Bourses du Continent. L'assise financière dont il disposera aura deux effets rapides. D'une part, chacune des banques centrales n'aura plus à freiner en permanence l'expansion de son économie pour maintenir le haut niveau de réserves que nécessitait l'étroitesse de sa base en devises. D'ores et déjà certains pays ont mis en vente une partie importante de leur stock d'or, dont l'utilité n'est plus démontrée, la stabilité monétaire étant désormais garantie par l'Union. D'autre part, les marchés financiers européens alimentés par une épargne qui a perdu l'espoir et la pratique des plus-values engrangées sur la dépréciation monétaire placeront une masse croissante de disponibilités à long terme au service des innovateurs, des inventeurs, des explorateurs en produits nouveaux. Enfin, l'euro imposera aux différentes instances politiques une gestion sérieuse de l'argent qui leur est

confié. Une telle assertion sonnera comme une provocation chez les hommes politiques persuadés de se dévouer corps et âme au bien public. Au bien public, c'est vrai, mais tel qu'il était conçu dans le cadre étroit des Etats-nations. Certes, les procédures budgétaires sont rigoureuses. Ceux qui les détournent à leur profit ne sont qu'une poignée par rapport à la grande masse des élus. Mais l'inspiration qui procède à la répartition des dépenses publiques ne correspond pas souvent à la logique d'une bonne économie, c'est-à-dire libérale. Celle-ci considère que l'équilibre le plus favorable à l'épanouissement de chaque individu est déterminé par le jeu le plus libre possible (mais contrôlé sur le plan de l'honnêteté et de la régularité) des offres et des demandes. Ce n'est pas blâmer les hommes engagés dans le grand jeu démocratique que de rappeler qu'ils se préoccupent en premier lieu des groupes auxquels la plus ou moins grande bienveillance publique peut apporter plus ou moins de satisfactions, parce que celles-ci se reflètent dans les votes qui sont exprimés à de multiples occasions. Votes qui constituent la légitimité de la classe politique pour parler noblement, son fonds de commerce pour dire les choses crûment.

La concurrence intra-européenne va modifier profondément cette manière de voir et d'agir. Les nations s'analysent selon la formule d'Alain Bienaymé (1) en des « blocs de facteurs » (population, équipements collectifs, transferts entre classes sociales,...). Au nom de la défense des avantages acquis (ou supposés acquis) grâce à cette concentration de moyens, les gouvernements, pour raffermir leur pouvoir, avaient tendance (et l'ont toujours) à opposer le bloc dont ils étaient responsables aux autres de types semblable. La pacification qu'apporte l'Union par l'euro dénoue, en large partie, les liens qui entouraient chaque bloc. Les entreprises s'opposeront directement aux autres entreprises dans un climat de concurrence de plus en plus loyale. On est encore loin du compte. Il subsiste partout des procédures par lesquelles les Etats aident à l'exportation leurs champions nationaux, depuis « les crédits-protocole » jusqu'aux interventions directes de gouvernement à gou-

(1) Alain BIENAYMÉ - *Principes de concurrence*. Edit. Economica.

vernement, sans compter le graissage de pattes à tout va. Ces pratiques, déjà fortement atténuées grâce à l'action de la Commission de Bruxelles, sont condamnées à disparaître au sein de l'Empire. Celui-ci fait sienne la définition de la compétitivité que donne l'*American Council of Competitiveness*, citée par Alain Bienaymé. La compétitivité d'un pays est «son aptitude à produire des biens et services correspondant à la demande solvable des citoyens, aptitude qui se fonde sur les performances de productivité et permet d'élever le pouvoir d'achat des salariés, tout en respectant les règles de la concurrence libre et loyale et les autres obligations internationales du pays». La pratique va rejoindre la théorie.

Parmi les Onze il y a des différences sensibles de niveau de vie. Elles ne peuvent plus être dissimulées par le voile des taux de change rafistolé par des ajustements périodiques. L'euro donnera à tout moment à tous exactement les mêmes indications sur la cherté des produits et sur le coût du travail, de Dublin à Messine. Si l'espace culturel européen était homogène on assisterait aux migrations rapides des salariés vers les centres de meilleure rémunération à l'instar des capitaux qui vont se porter vers les points de profit maximal. Mais il est difficile de quitter son petit Liré ou le cocon de sa langue maternelle. On exagère pourtant la stabilité des barrières de langues et de traditions. Elles cèdent lorsque l'avantage comparatif dépasse un certain niveau, comme on le constate tous les jours avec l'immigration africaine, sans parler de celle des Espagnols ou des Portugais. Les mécanismes libéraux tendront à égaliser les conditions de la concurrence dans tout l'Empire. Les niveaux de vie se rejoindront un jour. Mais la période de transition sera plus ou moins longue. Elle révélera les problèmes qui restent du ressort des États-nations. Elle les accentuera. Tel est le côté périlleux de l'unification européenne.

Le rôle nouveau des nations

Dans un Empire, les nations perdurent et même se fortifient, comme l'a montré l'exemple de la Double Monarchie austro-hongroise. Le rôle qu'elles ont joué en Europe jusqu'à aujourd'hui

va certes se trouver modifié en profondeur. Mais il restera fondamental. Loin de disparaître comme le déplorent les nostalgiques des «neiges d'antan» ces entités vont s'affirmer comme les constituants de cette Europe des Nations, réclamée autrefois par le Général de Gaulle. La mise en place de la monnaie unique obligera les partisans d'une construction fédérale à modifier de leur côté la tactique suivie par eux depuis Jean Monnet. Elle consistait à introduire des doses de communautarisme par étapes successives grâce à des réformes présentées comme nécessaires techniquement et aseptisées politiquement. L'objectif final restait la construction d'un ensemble institutionnel que les promoteurs de l'idée européenne n'imaginaient guère fonctionner autrement qu'un Etat-nation, tant ils étaient pénétrés de ce modèle d'organisation. Les transformations qui vont dérouler leurs conséquences à partir de 1999 ne pourront pas être traitées en catimini par une autorité supranationale. Aucun organisme ne s'apparentera à un gouvernement national. Les réformes feront l'objet d'accords internationaux entre les Onze, puis entre les X..., qui auront force de loi sur le territoire de chacun des membres du nouvel Empire. Le fait que son départ soit donné à Onze et non pas à Quinze illustre d'ailleurs clairement la manière précautionneuse dont les États-nations s'engagent dans un processus qui devient ensuite irréversible. L'abandon d'une souveraineté monétaire de plus en plus illusoire dans un monde financièrement unifié n'enlève pas aux États leur responsabilité dans leurs deux autres modalités d'action principales : celle qui a pour but d'assurer la sécurité de leurs ressortissants et celle dont l'objet est de tisser entre eux les mailles de la solidarité. Mais, dans l'un et l'autre cas, l'entrée dans l'Empire entraînera des changements qui ne sont encore qu'à peine entrevus au niveau des gouvernements et encore moins ressentis par l'opinion publique.

La sécurité a deux faces : celle qui se présente à l'extérieur, l'étranger, et celle qui regarde l'intérieur. Il est évident que les relations extérieures doivent être réajustées à la réalité des besoins de sécurité. Sur le plan militaire, le système de l'Alliance atlantique, auquel adhèrent presque tous les autres membres de l'Union Européenne, a profité à la France quoi qu'on ait

dit, pendant la guerre froide. Libre à elle de maintenir à grands frais une autonomie plus théorique (de jour en jour) que réelle. La suppression du service militaire obligatoire est une étape vers la dénationalisation souhaitable du système de défense. Sur le plan diplomatique, les représentations chez les Onze n'ont plus de raison d'être, sinon de maintenir des postes nécessaires au bon déroulement des carrières au Quai d'Orsay. En dehors de l'Union Européenne il apparaîtra de plus en plus nécessaire de coordonner, plus activement que ce n'est déjà le cas, les politiques à l'égard des étrangers au nouvel Empire. Faute de quoi, les fissures s'introduiraient dans ce bel édifice. Des fissures où grouilleraient les parasites.

En revanche, la sécurité intérieure a besoin d'être notablement renforcée, dans le cadre des accords de Schengen, pour faire face à la mafia supranationale, aux poussées migratoires et à la subversion anarchique opposée à la pacification inter-européenne. La connaissance de milieux différents nécessite un enracinement profond dans les réalités nationales en même temps que s'avère de plus en plus indispensable la collaboration entre les divers agents de sécurité au niveau de la Communauté. C'est à cette double condition que l'Union Européenne assurera son étanchéité maximale face au crime organisé. A l'exemple des Etats-Unis, qui ont créé le FBI pour surmonter les divisions des Etats fédéraux, il est nécessaire de mettre en place un organisme spécifique de sécurité commune. L'art des responsables consistera à marier l'indispensable coordination inter étatique avec la connaissance innée des problèmes locaux.

La deuxième fonction relevant de la nation, celle de solidarité, devra également se redéployer en tenant compte des impératifs de l'euro. L'accroissement de productivité qui découlera de l'intensification de la concurrence entraînera des perturbations dans l'équilibre déjà fragile de l'emploi. De toute manière, la globalisation accentue la pression sur les structures de production. Les coûts humains des progrès techniques ne peuvent pas être laissés au débit d'individus aussi mal préparés à en supporter les conséquences qu'à faire face aux transformations de leur activité. En même temps, les Etats auront pour mission de préparer leurs ressortis-

sants à ces évolutions que ces derniers ne sont que rarement en mesure de prévoir. Education et formation continue donneront les seules réponses durables à la globalisation.

Dans l'Empire, les Etats continueront à jouer un rôle déterminant. Un des principaux consiste à soutenir les réformes permanentes de structure que le libre-échange et le mondialisme imposeront avec une force croissante. «Celui qui ne transforme pas à temps ses modes de production, celui-là est puni par le jeu de la concurrence mondiale» (2).

Une attitude dynamique signifie que la réforme de l'Etat Providence ne peut plus être différée. Si l'on veut maintenir ses principaux acquis, il faut procéder à son adaptation face à une réalité radicalement différente de celle prévalant en 1945. Il ne s'agit plus d'écrémer la fleurette qui monte sur le lait de la croissance pour la distribuer aux bonnes œuvres. La tâche de l'Etat n'est plus celle d'un grand répartiteur du bien-être. Elle s'identifie à celle d'un chef d'entreprise placé en face des contraintes de la concurrence. Mais un chef de l'entreprise sociale, le garant de la cohésion humaine. Au sein de l'Empire européen chaque nation sera jugée par les acteurs économiques, aussi bien par les entreprises autochtones que par celles débarquées des lointains ambitieux, aussi bien par les travailleurs spécialisés que par les techniciens de l'innovation. Jugée d'après l'harmonie sociale qui régnera autour des centres de production. Jugée d'après les facilités que chaque nation apportera au développement des initiatives et d'après le coût que représenteront les services publics pour les entreprises installées sur le territoire de cette souveraineté. Si le jugement est négatif, on passera à côté dans un Etat plus équilibré, accommodant, et tout aussi européen. De même que l'on choisit de plus en plus souvent une voiture pour ses qualités intrinsèques et non pour l'origine de la marque, de même la localisation dans telle ou telle nation sera déterminée par la comparaison entre les charges existantes et les services rendus par l'appareil étatique et social correspondant. Les gouvernements sont soumis à une concurrence qui ira en s'exacerbant. Il ne servira de rien d'avancer des argu-

(2) Eric GUNDLACH et Peter NUNNENKAMP. *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 04/04/98.

ments sentimentaux, si ceux-ci ne sont pas doublés par une stricte étude de rentabilité économique et sociale. La France ne part pas avec un handicap majeur comme on le croit trop souvent. Les autres Etats de l'Union ont chacun leurs avances et leurs retards. Ce qui est important, c'est de bien prendre conscience de la nouvelle donne et de s'y préparer sans états d'âme.

La mise en place de l'euro doit inciter les responsables gouvernementaux à faire face, à tous les niveaux, à cette révolution copernicienne. L'économie ne se trouve plus à leur service. Ce sont eux désormais qui doivent se mettre à la disposition des producteurs engagés dans le combat concurrentiel. S'ils ne le font pas, ils se trouveront bien vite à la tête d'un pays vidé de sa substance, déserté par ses élites, colonisé par des voisins plus audacieux et surtout plus libres de leurs mouvements. Maintenir le pourcentage des dépenses publiques à plus de 50 % du PIB équivaut à condamner la moitié du pays à la régression et au chômage, si la répartition des ressources ainsi prélevées ne répond pas aux meilleurs critères d'efficacité, y compris sociale et sociétale.

Depuis cinquante ans, à part la création des Régions, aucune réforme de l'Etat et des Collectivités publiques n'a été accomplie en France. Le temps est venu de procéder à des transformations structurelles qui auront pour but de doubler au moins la productivité de services, où cette notion n'est même pas encore perçue comme évidente ! Il est encore rare d'entendre un tel langage. C'est pourquoi il convient de saluer la lucidité, même si elle est critique, d'un Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, lorsqu'il écrit : «L'instauration de l'euro, conjuguée avec la concurrence mondiale, nécessitera des politiques rigoureuses, notamment en matière de flexibilité du travail, d'harmonisation fiscale et de réforme des systèmes de protection sociale» (3). L'Union Européenne n'est pas un distributeur de crèmes glacées. Il est urgent d'en prendre conscience.

Une révolution culturelle

L'avènement de l'Empire à la suite de celui de l'euro oblige tous les acteurs politiques à suivre et à soutenir les acteurs économiques dans

l'aventure qui s'amorce et qui promet d'être glorieuse. Quel est le coût et le rendement des services publics ? Quelle est l'efficacité d'une Education nationale qui produit, bon an, mal an, environ 20 % de jeunes atteints d'illettrisme jusqu'à la fin de leur vie ? Quelle est l'utilité du statut d'entreprise nationalisée pour l'Aérospatiale ou Air France ? N'est-ce pas un préjugé qui les rend immobiles au moment où leurs homologues bougent frénétiquement ? Quel est le coût d'une pléthore de dignitaires élus dont les compétences se croisent stérilement à des niveaux administratifs datant de la traction hippomobile ? Quelle est la nécessité des prescriptions médicales établies sans contrôle de prix ? A quoi servent les déplacements en colonnes par trois des courtisans gouvernementaux en Chine ou en Inde derrière le grand maquignon. Ces questions et bien d'autres sont posées depuis des années dans notre pays sans qu'un véritable effort ait été accompli pour mettre fin à des abus que l'on croyait sans conséquences graves, les uns compensant les autres, l'argent passant d'une poche à l'autre.

A partir du 1^{er} janvier 1999, l'action de chaque Etat, partie de l'Empire, subira le *Mane, thecel, pharès* inscrit autrefois sur le mur du palais babylonien. La gabegie, la dissipation des fonds publics, le mauvais rendement des services étatiques ou nationalisés, tout cela pèsera lourdement sur la compétitivité des créateurs d'emplois, tout cela aura un prix. Il sera payé par le consommateur soumis à une trop lourde TVA, restée nationale. Il sera assumé par le travailleur dont les revenus sont amputés par les débordements de la Sécurité Sociale. Il grignotera le niveau de survie du retraité chargé de résorber l'exédent des dépenses engagées sans résultat probant pour les chômeurs.

Mane, thecel, pharès : pesé, jugé, condamné, tel est le mot d'ordre qu'inscrit aujourd'hui l'euro sur tous les murs des palais nationaux. Qui saura lire cet avertissement ? Veillons au salut de l'Empire !

Charles DELAMARE

(3) Louis VIANNET. «Euphorie... à risques».- *Le Monde*, 17/03/98.

Maurice Schumann : l'homme aux deux fidélités

par Pierre de BOISDEFFRE

Première image de Maurice Schumann, il y a aujourd'hui cinquante ans : François Mauriac, «disciple usurpant la place du Maître», remet la cravate de la Légion d'honneur à Marc Sangnier. On tend l'oreille, car la voix de Mauriac est cassée, celle de Sangnier, chevrotante. Mais soudain, un coup de clairon réveille l'assistance. C'est Maurice Schumann, jeune, impétueux, vibrant, dont la voix, lorsqu'elle venait jusqu'à nous, trois ans plus tôt, nous disait que la patrie n'était pas morte.

Maurice Schumann vient de fonder, avec d'autres, le Mouvement Républicain Populaire (MRP). C'est, dit-on, le *Parti de la Fidélité*, il se reconnaît en de Gaulle, et de Gaulle (bien plus proche, en sa jeunesse, du Sillon que de l'Action Française) compte sur lui pour arracher la France à l'ornière du parlementarisme, style III^e République. Ici, il y a malentendu. Si les électeurs du MRP font confiance à de Gaulle, les militants suspectent son prétendu «bonapartisme». Ils rêvent d'un «travaillisme à la française» dont certains ont dessiné les contours dans la Résistance. Un «socialisme humaniste» est leur horizon. Le mot de «grandeur», cher au Général, leur est suspect.

Son départ, le 21 janvier 1946 (départ bien aventuré, il le reconnaîtra lui-même), laisse d'abord les MRP orphelins. Mais ils se ressaisissent vite. Et s'éloignent de celui que leurs chefs tiennent pour un nationaliste attardé, adversaire de la réconciliation franco-allemande

et de la construction européenne. La création du *Rassemblement du Peuple Français* (RPF), son triomphe aux élections locales d'octobre 1947 mettent le feu aux poudres. Rares sont ceux qui, comme Maurice Schumann, souhaitent mainte-

nir des passerelles entre les gaullistes et la démocratie d'inspiration chrétienne. Pour avoir suivi de Gaulle, des hommes comme Edmond Michelet, comme Louis Terrenoire, comme Léo Hamon, se verront exclus du MRP.

Ce ne fut pas le cas de Maurice Schumann. Sa fidélité au Général était intacte mais elle n'entamait pas son sens des responsabilités. Impossible de laisser les socialistes en tête-à-tête au gouvernement avec des communistes qui recueillent alors près de 30 % des suffrages et ne doutent pas (l'Armée rouge occupant la moitié de l'Europe) de faire de la France une démocratie populaire ! Bien plus tard, le fondateur du Mouvement Républicain Populaire pensait encore que le MRP, en participant au tripartisme, avait «sauvé la démocratie». De plus, le MRP avait apporté à notre politique une dimension européenne et une composante familiale qui lui faisaient défaut.

Restait la Constitution de la IV^e République, inlassablement dénoncée par de Gaulle, mollement approuvée par le MRP qui espérait l'amender. Le régime lui-même allait faire naufrage non pas sur sa politique européenne, malgré l'échec de la Commission Européenne de Défense (CED), ni sur le redressement économique, largement amorcé dès les années cinquante, mais sur son incapacité à émanciper les peuples d'Outre-Mer : il était trop faible pour gagner la guerre, trop faible aussi pour l'arrêter. Ce fut Mendès France qui mit fin à la guerre d'Indochine, et de Gaulle à celle d'Algérie.

En mai 1958, le coup d'Etat d'Alger jeta le trouble. Beaucoup de parlementaires, socialistes ou démocrates, se refusaient à ramener le Général au pouvoir avec le concours des «prétoiriens». Maurice Schumann fut de ceux qui acceptèrent le principe de la participation du MRP au gouvernement de Gaulle formé un mois plus tard, et dans lequel entrèrent effectivement, Pierre Pflimlin en tête, plusieurs de ses membres. Des hommes comme Pierre Pflimlin, Paul Reynaud et même Guy Mollet participèrent à l'élaboration de la nouvelle Constitution.

En quelques semaines, de Gaulle remit l'Etat républicain debout. Président de la Commission des Affaires Etrangères de 1958 à 1967, à l'exception d'un bref passage en 1962 dans le 1^{er} gouvernement Pompidou, Maurice Schumann participait à l'œuvre de redressement. «Pourvu qu'il ne casse pas l'Europe», avait dit du Général Robert Schuman. Mais de Gaulle appli-

qua loyalement le Traité de Rome qui, grâce au redressement économique et financier opéré par son gouvernement en 1958, put entrer en vigueur, contre toute attente, à la date prévue du 1^{er} janvier 1959. Il négocia sans complaisance, avec nos partenaires tandis qu'il forgeait avec le Chancelier Adenauer la réconciliation franco-allemande. Il y eut cependant une pierre d'achoppement. Au printemps 1962, j'assistais, à l'Elysée, à la conférence de presse où de Gaulle, sarcastique, se gaussa des maximalistes de l'Europe et de leur «volapük intégré». Pierre Pflimlin était blême et, le 16 mai 1962, il entraîna dans son départ ses quatre collègues du MRP, dont Maurice Schumann, désolé : comme en 1946, une chance avait été manquée et le Général allait être privé d'une composante démocratique indispensable à son action. La dérive technocratique de la V^e République commençait.

De Gaulle, impavide, poursuivait sa route. A Bruxelles, face à l'incompréhension de ses partenaires du Bénélux, il opposait la politique de la «chaise vide» (il n'avait toujours pas digéré l'échec du Plan Fouchet). A l'automne 1962, triomphant du «Cartel des Non» (auquel participa le MRP), il faisait adopter par le peuple l'élection du Président de la République au suffrage universel qui allait devenir la pierre angulaire de la Ve République. Le MRP était désormais dans l'opposition. Pierre-Henri Teitgen poussa la candidature de Jean Lecanuet qui mit de Gaulle en ballottage en 1965. De son côté, François Mitterrand avait entrepris sa longue marche vers l'Elysée qui allait le poser en rassembleur de la gauche et en rénovateur du parti socialiste.

Maurice Schumann restait partagé entre ses deux fidélités. Il continuait à voir en de Gaulle le père de la patrie et le restaurateur des institutions. Mais il voulait que la majorité s'élargît et que la France s'engageât plus nettement dans la construction d'une Europe politique. Il devait lui revenir - entre-temps (1967), il était redevenu, le MRP s'étant sabordé, «ministre du Général» - de présider, en sa nouvelle qualité de Ministre des Affaires étrangères (de 1969 à 1973) à cette réorientation quand Pompidou

prononça le *Nihil obstat* à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne. Ce jour-là, son cœur, resté gaulliste, s'unit à sa raison, européenne et chrétienne. Toujours la double fidélité !

Il arrive que l'échec ouvre des portes. Celui de Maurice Schumann aux élections législatives du Nord lui ouvrit celles de l'Académie française. Il lui permit aussi d'écrire les livres auxquels il songeait depuis longtemps : *La mort née de leur propre vie*, *Un certain 18 juin*, *Le Concerto en ut majeur*, *Bergson ou le retour de Dieu*. Ces dernières années, nous l'avons vu constamment sur la brèche, animant des colloques, écrivant dans la *Revue des deux Mondes* et dans *France-Forum*, présidant l'*Association des Ecrivains catholiques*. Un mois avant sa mort, à la Sorbonne, nous dialoguions encore sous l'égide d'André Séailles pour évoquer le souvenir de François et de Claude Mauriac : quand le fils

était gaulliste, le père ne l'était pas encore, et quand il le devint, Claude avait pris ses distances. Ainsi vont les destinées...

Grande et belle vie que celle-là ! Si vivre consiste à se battre pour de grandes causes, Maurice Schumann se sera battu jusqu'à la fin de sa longue vie, surmontant l'épreuve qui, un moment, le priva de la parole et de la vue. Non moins que de Gaulle, il aimait tout ce qui est grand, parlant au nom de la France libre à l'heure du combat, révéralant Péguy, Simone Weil et Gandhi. Son père, le joaillier du Marais, aurait été fier de voir, dans la cour des Invalides, sa dépouille revêtue du drapeau tricolore, saluée par deux Présidents de la République, l'Académie française et les Corps constitués. Juste adieu pour une vie sans tache !

Pierre de BOISDEFRE

Georges Vedel à l'honneur

France-Forum est particulièrement heureux d'adresser de chaleureuses félicitations à l'un de ses plus anciens, de ses plus fidèles et de ses plus prestigieux amis, le grand juriste **Georges Vedel** qui, le même mois (mai 1998), a reçu du président Jacques Chirac les insignes de Grand Croix de la Légion d'Honneur et, au terme d'une «élection de maréchal», a été appelé à occuper à l'Académie française le fauteuil de l'historien d'art René Huyghe.

Agrégé de droit public, tout en ayant acquis une solide formation de philosophe, il a formé au droit administratif et au droit constitutionnel des générations d'étudiants, à Poitiers, à Paris, et dans les divers Instituts d'Etudes politiques. Ses manuels, en ces deux matières, sont des classiques. Ses articles et ses avis, constamment sollicités, ont toujours fait autorité. Ses compétences, reconnues en France comme à l'étranger, quels que soient les clivages politiques, l'ont naturellement conduit à exercer de multiples fonctions et responsabilités : notamment à Paris II-Assas, au Conseil économique et social, au Centre d'études des revenus et des coûts, au Conseil constitutionnel... Aussi avons-nous été particulièrement sensibles à son témoignage de soutien et à ses vœux pour notre revue, publiés dans notre numéro du 40^e anniversaire.

1890-1990

Une nouvelle Guerre de Cent Ans ?

(2^{ème} partie)

par René PUCHEU

L'article de René Pucheu comporte une introduction et trois chapitres : «La «Grande Guerre» ? Surprenante !», «Le Ré-embrassement ? Irrésistible !», «L'espoir ? Foudroyé !».

L'introduction et le premier ont été publiés dans notre précédent numéro. Cette 2^e partie contient les deux derniers.

LE RÉ-EMBRASEMENT ? IRRÉSISTIBLE !

«Bas les armes, Citoyens ! Vive la République allemande ! Vive la République universelle !» lançait L'Humanité, datée du 12 novembre 1918.

«L'armistice est signé. Gloire aux armées de la République ! Gloire à la France des civils qui a tenu malgré la réputation d'inconsistance et de légèreté qu'elle s'était faite à elle-même avec un absurde plaisir ! Gloire aux alliés qui, de leur sang mêlé au nôtre, ont scellé une amitié éternelle !» lisait-on dans Le Temps, daté du même 12 novembre.

Ainsi, à chacun son lyrisme ! Mais lyrisme à grands flots, comme il était naturel !

Très vite, toutefois, on revint à la pesanteur des choses. «La joie n'exclut point la réflexion» (T. 12/11).

Première constatation : «L'Allemagne conti-

nue» (T. 14/11). Non sans complications supplémentaires : «Nous sommes devant une Allemagne que nous ne connaissons pas et qui ne se connaît pas elle-même» (T.12/11).

Deuxième souci : «L'Angleterre et la paix» (T. 15/11), et l'on n'affichait pas une tranquille assurance du jeu des Anglais.

Troisième inquiétude : «Le problème russe subsiste» (T. 26/12), avec des complications lui aussi. «Le bolchevisme n'est pas un ennemi comme les autres. Il fait une guerre nouvelle - ou du moins, car rien n'est nouveau sous le soleil, une guerre telle qu'on n'en a pas vu depuis les guerres de religion. Il ne dresse pas patrie contre patrie... Il est la négation de la patrie et de la prospérité» (T. 26/12).

Le bolchevisme ? Dans L'Huma, aussi, on en débattait ferme ces mêmes semaines. Léon Blum et d'autres tenaient à distinguer socialis-

me et bolchevisme.

En somme, dès fin 1918, le scénario des prochaines décennies prenait forme. A croire qu'il n'y avait pas eu, le 11 du onzième mois à 11 heures, de *cessez-le-feu*. Plus exactement, que ce *cessez-le-feu* qui avait plongé les Français et les Françaises dans un moment d'enthousiasme inoubliable, n'avait été qu'une *grande illusion* !

«Aucun des maux dont l'Europe avait souffert, aucune des tendances dangereuses qui avaient, chacune pour sa part, contribué à la catastrophe n'avait été purgée par la catastrophe ou même n'y avait trouvé une atténuation durable» (J. Romains, le 7 octobre).

Le feu n'avait pas cessé. Il ne s'était pas éteint. Il était rentré sous terre. Il y couvait sous les cendres, réapparaissant de-ci de-là, à travers guerres - dans l'Est, au Proche-Orient, dans le Rif, en Espagne, etc. -, émeutes, révolutionnaires ou non, grèves - en Inde, en Egypte, en Indochine, aux Philippines, etc.

Comme pour l'attiser et lui permettre un jour ou l'autre de tout réembraser encore plus de fond en comble que durant les années 14-18, il bénéficia de trois brûlots majeurs : *des vainqueurs sans génie, des individus déracinés, des désirs et des démons d'apocalypse*.

... des vainqueurs sans génie

C'est le moins qu'on puisse dire ! Cette médiocrité des vainqueurs se manifesta, notamment par :

- *le drame de Versailles*

Dès 1920, dans un livre fameux et qui le reste, *Les conséquences politiques de la paix* (Ed. Fayard), Jacques Bainville avait clamé haut et fort la dangerosité du *Traité de Versailles*, considérant que :

- ses dispositions étaient *techniquement irréalistes* puisqu'elles laissaient sauve la puissance de l'Allemagne face à une Europe Centrale en miettes : «...Il n'existe plus sur le continent européen de grande puissance pour nous aider à établir un équilibre que la puissance germanique rend nécessaire. Et cette masse est la plus homogène et organisée au milieu d'une vaste

décomposition : voilà ce qu'il est impossible de perdre de vue...»

- la mise en scène de sa signature avait été redoutablement humiliante : «*Du fond de la Galerie des Glaces, Muller et Bell, de noir habillés, avaient comparu devant les représentants de vingt-sept peuples réunis. Dans le même lieu... l'Empire allemand avait été proclamé. Il y revenait pour s'entendre déclarer à la fois coupable et légitime, intangible et criminel... peut-être pour beaucoup des assistants et des juges, était-ce une jouissance de voir le redoutable Empire de Guillaume II humilié dans la personne d'un intellectuel socialiste et d'un avoué de province... «Qu'est-ce que Muller et Bell pouvaient engager ? Le traité de Versailles mettait en mouvement des forces qui échappaient déjà à la volonté de ses auteurs...*»

Et Bainville de conclure en une formule définitive : «*Une paix trop douce pour ce qu'elle a de dur*».

Dès 1927, dans un discours-choc, prononcé à Tannenberg, le *Maréchal-Président Hindenburg* fit énergiquement savoir que l'Allemagne rejetait toute culpabilité.

- *les torpillages anglo-saxons* :

Le plus insidieux fut le «*wilsonnisme*». «*Les principes du président Wilson déstabilisèrent l'ancien monde, dominé par l'Europe, aussi puissamment que les propagandistes de Lénine*» a souligné *Pierre Miquel*.

Le plus spectaculaire fut la «*rebuffade*» venue du Sénat des Etats-Unis rejetant, le 19 mars 1920, le traité de Versailles.

Les gouvernements de leurs Gracieuses Majestés britanniques se chargèrent des autres. Jusqu'en 1935, l'Allemagne bénéficia de leurs préférences.

«*Bien des choses chancellent... Il y a en Angleterre comme en Allemagne comme à Moscou des gens qui songent à une alliance dont la France ferait les frais*» s'alarmait-on, dans *Le Temps* (02-03/01/1922), quand 1922 commençait.

Alors que le feu couvait, que les premières flammes resurgissaient, ils ne se souciaient guère de jouer les pompiers, ces chers Anglo-

Saxons !

- la Grande Retraite française

«Pour les Français, c'est un jour de renaissance... Relevons la tête !» (T. 12/11/1918).

Hélas ! Ce fut raté ! On ne releva pas la tête ! On avait trop donné !

Pour sauver la face les hommes politiques firent de beaux discours : «Devant les champs de bataille de la Marne, jurons d'obtenir justice» dit M. Poincaré dans un discours énergique et modéré (L'Intransigeant 11/09/1922).

Bof ! «A certains moments de l'histoire, il ne reste rien à faire. Voilà tout. Qu'à attendre stoïquement, si l'on peut...» (Jerphanion, 1933, in H.B.V.).

La mémoire collective tend à faire de Vichy le commencement de l'histoire contemporaine. Les années 20 et 30, elle ne les évoque que mythiquement. Soit à travers quelques moments légendaires, tels les années folles, l'Exposition Coloniale (1931), les congés payés (1936). Soit à travers quelques figures glorieuses, tels Georges Carpentier, Josephine Baker, Mermoz. Soit à travers des figures noires tels Landru, Violette Nozières, Stavisky. Soit en chantonnant, par exemple, J'ai deux amours, Parlez-moi d'amour, Marinella, Y a d'la joie, Tout va très bien, Madame la Marquise !

Reste que, sous ces beaux et bons moments, il y avait l'exténuation française.

La Grande Retraite ! C'est ainsi que Bertrand de Jouvenel a nommé cette attitude, dont il a été le témoin :

«En 1925, la France occupe des positions territoriales et juridiques qui assurent sa prépondérance en Europe. En 1930, les positions ont été évacuées, la prépondérance perdue, la sécurité sera bientôt menacée...

«...Et l'on se demande : «...qui est responsable ?»

«Vaine imagination, vaine question. C'est Herriot qui a décidé l'abandon de la Ruhr, mais c'est Tardieu qui a décidé l'évacuation de la Rhénanie. C'est Briand qui a désolidarisé la France de la Pologne et de la Tchécoslovaquie,

mais c'est Maginot qui nous a dotés d'une armée défensive, impropre à secourir nos auxiliaires polonais et tchèques.

«...Ce n'est pas tel ou tel gouvernement qui nous a fait perdre la suprématie stratégique en Europe, c'est le peuple français tout entier qui n'a pas voulu la conserver. En 1924, il a voté contre la Ruhr, en 1928 pour Briand, en 1932 pour le désarmement... (in La Décomposition de l'Europe Libérale. Ed Plon, 1941).

Impressionnant et peu contestable constat. Comment expliquer cet affaissement français ?

Dans l'écheveau des facteurs, tirons-en deux :

- l'effet de l'épuisement physique, venu du grand fauchage des générations «actives». Aux morts s'ajoutèrent les blessés : 300.000 mutilés et 2.000.000 d'hommes souffrant d'une invalidité d'au moins 10 %. La «saignée» avait été d'autant plus affaiblissante que le taux de natalité était peu élevé (dans la période 1906-10 : 20,2 ‰ en France ; en Allemagne : 31,6 ‰).

En plus, les destructions de biens : 289.000 maisons rasées, 442.000 endommagées.

D'où l'aspiration dominante et ardente que la Grande Guerre ait été la der des der.

Voilà d'où jaillirent le nihilisme (de Céline) et, plus décisivement, la vivacité des pacifismes toutes catégories : pacifisme de conviction (intransigeant chez Giono, insinuant chez Giraudoux, chrétien chez Sangnier), et les échos favorables réservés au pacifisme tactique (du PCF).

D'où, enfin, ce pacifisme larvé, mou, généralisé imprégnant toutes les familles politiques - même celles dites nationales - et s'exprimant à longueur de dimanche, au fil des inaugurations de monuments, aux morts et de congrès avec banquets des Anciens Combattants, acteurs clés de ces années d'entre-deux guerres.

- venue de la même sensation d'épuisement, l'émigration des intellectuels, pas de corps mais d'esprit, dûe au sentiment de décadence de la France.

«La France a été la tête de la moitié du

monde. Pendant cinq ans, la France a été le lieu capital de la planète... Notre champ a été piétiné... Nous n'avons pas couché seuls avec la Victoire» (Drieu La Rochelle in Mesure de la France, 1922).

Dès lors, la vie est ou vient d'ailleurs : Berlin, Rome ou Moscou. L'espoir se nomme *Europe, Révolution. Pas France !*

Ainsi, quand vient la minute de vérité, le 7 mars 1938, ce jour où Hitler fait entrer ses troupes en Rhénanie, la France regarde, ébahie et percluse :

«Rarement, les responsables d'une puissance qui se voulait encore grande eurent une occasion comparable d'influer sur le destin de leur patrie et du monde...»

remarque mélancoliquement Raymond Aron. De fait, ce soir-là les jeux étaient faits. La «Grande Retraite» française était devenue «intraitable» (Jerphanion), irrésistible.

...des individus déracinés

Tandis que les doctes déploraient - Valéry ? Bien sûr ! Mais d'autres aussi : «*Nous assistons au déclin de l'Europe*» écrivait, en 1920, le célèbre géographe A. Demangeon -, les femmes et les hommes *quelconques* se sentaient *déracinés* - on ose emprunter ce mot à Maurice Barrès - et flottant à tous vents.

C'est que ce que l'on nommait *l'après-guerre* fut une période «chahutée».

Dans *Le Temps* daté du 2-3 janvier 1922, on lisait : «*L'année s'est achevée sur une impression d'incertitude sociale, d'hésitations morales et pour ainsi dire de tâtonnements politiques...*»

Certes, il y eut de bonnes années. «*L'année 1928 n'a pas été mauvaise pour la société française*» (*Temps* 01/01/1929).

Quand même, à peu de moments toute inquiétude cessa : «*Voilà onze années qu'a sonné le canon de l'armistice et nous en sommes encore à rechercher notre équilibre bouleversé par le grand cataclysme*» (in *Le Temps* du 01/01/1930).

Parmi tous les tourbillons qui déstabilisèrent les individus, on signalera, plus spécialement, trois remue-ménage qui les bouleversèrent ou les impressionnèrent :

- le remue-ménage des monnaies

On découvrit l'inflation et même, en Allemagne, l'hyperinflation. Pour ces générations ce fut une nouveauté. On assista à la *débâcle du mark*, à la *bataille du franc*. Ces tornades diminuèrent le niveau de vie des salariés, appauvrirent les propriétaires immobiliers. On assista, aussi, à la volatilité de *l'emprunt russe*.

Comment faire crédit après ces tornades ?

Symptomatiques ces lignes (*Temps*, 3 février 1935) : «*La jeunesse a commencé à douter de son avenir... Beaucoup d'avenues sont bouchées... Mais comment reprocher d'autre part aux anciennes générations de ne pas céder la place, de s'accrocher, désespérément aussi, aux postes qu'elles occupent ? C'est qu'il n'y a plus de havres sûrs pour l'homme qui, cependant, aurait dû gagner son repos... On a touché au patrimoine et l'on a créé une vie instable, au jour le jour, infiniment décevante...*»

Après 1930, à l'instabilité monétaire s'ajouta, évidemment, la crise et ses longues files de chômeurs.

Le chômage ? Absurde !

«*A l'heure où ces lignes s'impriment des hommes souffrent de la famine pendant que d'autres hommes détruisent du blé, du café, des légumes ou des fruits pour conjurer le péril du chômage engendré par la surproduction*» (Illustration 13/02/1932).

- le remue-ménage venu de la garçonne.

Durant les «*années d'illusion*» il y eut des nouveautés qui amusèrent : le whisky, les cocktails, le «*nouveau culte du soleil*» (Il. 1928) sur la Côte d'Azur.

Il y eut une mode qui ébranla : les cheveux courts, coiffés «*à la garçonne*».

D'autant qu'elle allait donner naissance à une sulfureuse héroïne de roman, *La garçonne*, imaginée par Victor Marguerite. Dans la lignée de l'ouvrage de Léon Blum la pratique du mariage, y était critiquée. En plus, y était préconisé le droit des jeunes filles à faire, comme les garçons, avant le mariage, des «expériences».

Le livre eut un succès immense (750.000 ex). Mais brr ! quel tollé ! L'auteur en fut radié de la Légion d'Honneur !

Bref, le style *garçonne* fit choc :

«*Les belles chevelures, pour la plupart, sont tombées sous le ciseau égalitaire et implacable*» constatait rudement *L'Illustration* (1926) non sans admettre que «*l'âge de l'hygiène et de l'automobile ne pouvait se satisfaire de l'esthétique de la chaise à porteur*».

Quant au *Temps*, il ironisait à moins qu'il ne fût agacé : «*Les femmes n'ont plus les cheveux longs et les idées courtes. C'est exactement le contraire. Elles se coiffent en garçons... et elles pensent ; leurs idées se sont allongées démesurément...*» (14/07/1922).

Quoiqu'il en fût, le trouble était introduit dans le rapport masculin/féminin. Donc, au plus intime des individus !

- le remue-ménage suscité par le retour du rythme

Certes, les manifestations de *Dada* et des *Surréalistes* intriguèrent, voire inquiétèrent. Mais ce fut le déferlement du jazz et des nouvelles danses venus d'Amérique qui firent impression.

On les adopta. Mais pas toujours sans un sentiment d'entrer dans l'inconnu. *Barrès*, en visite au *Bal nègre*, crut y percevoir «*quelque chose qui dit «non» à la civilisation occidentale* (13/05/1921). Moins catégoriques mais embarrassées ces lignes-ci :

«*Charleston, charleston... La frénésie a traversé l'Atlantique. Elle a envahi l'Angleterre, la France, l'Europe. Le nègre prend sa revanche. C'est de lui que vient la gesticulation... Elle s'est installée partout. Pendant cet été, les jeunes gens et les fillettes même s'y évertuaient,*

dans les casinos des plages de famille, sous l'œil indulgent des parents. Il est vrai qu'il y a plusieurs charleston... Mais c'est l'authentique charleston, dans sa bestialité simiesque qui exalte la griserie du Paris nocturne...» (I. 1926)

Grisant, ce grand retour du rythme. Cette ivresse des *Années folles*, pas très rassérénante ni stabilisante, mine de rien !

Tourneboulés par ces nouveautés et par mille autres modifiant l'univers quotidien, fût-ce merveilleusement - *les croisières Citroën, la TSF*, etc. - l'homme quelconque fut pris d'un besoin angoissé de sécurisation et de réenracinement.

- la nostalgie de la communauté

Il va demander à la société de le rassurer. Celle-ci en branle-bas et en marche vers la *société de masse* dès avant la guerre - sous l'effet de l'industrialisation et de l'urbanisation - était comme prédisposée à l'enserrer dans les mailles du «*protectorat social*» (*B. de Jouvenel*). Et les cris des grands libéraux, tel *Elie Halévy* dénonçant «*l'ère des tyrannies*», n'empêcheront pas cette évolution.

En plus, l'homme quelconque aspire à adhérer de manière nouvelle aux sociétés. L'insécurité venue des bouleversements multidimensionnels d'une part, le coude-à-coude déhiérarchisant des tranchées, d'autre part - «*unis comme au front*», va-t-on répétant-périmement la participation politique formelle à la mode XIX^e siècle. La pulsion oriente vers une intégration affective, fusionnelle.

L'homme de masse, en cette première version des années 20-30, a besoin d'être enveloppé. Il n'a pas besoin de plus de société mais de *communauté*.

D'où la propension aux défilés, aux rassemblements. D'où le développement de nouveaux types de groupements, différents des partis politiques - même quand ils en gardaient l'appellation -. Ce qui les soudait ce n'était pas «l'esprit Comité (électoral) - c'était ce que J. Romains - encore ? eh oui ! - a nommé *l'esprit de bande* :

«*Qu'est-ce que c'est ? un certain sentiment de camaraderie, de chaleur, l'enthousiasme d'agir*

ensemble, de comploter ensemble ; l'idée que la bande forme un corps privilégié qui a ses règles, ses devoirs... qui a ses limites. Au-delà, commence le monde extérieur... Il y a aussi le secret, l'orgueil collectif, un plaisir d'aristocratie... A côté de ça, le reste, c'est-à-dire la politique à l'ancienne mode, paraît évidemment aux nouvelles générations quelque chose de froid, d'abstrait, de conventionnel...» (T. 23 - Naissance de la bande).

Dans le système totalitaire, Hannah Arendt a fortement analysé le lien de cet homme de masse - version communautaire se laisserait-on à écrire - avec les deux grands totalitarismes.

...des désirs et des démons d'apocalypse

A ce point, une question mérite d'être formulée : la logique dure et rude de l'univers du politique, les bouleversements des choses et la déstabilisation des mentalités suscités par les changements sociétaux auraient-ils été des braises suffisantes pour le ré-embrassement des flammes guerrières ? ...Ou bien, y fallut-il, en plus, d'autres circonstances ?

On incline à parier que, comme en 14, la fureur des désirs des cœurs fut incendiaire. Mais aussi que deux démons - au sens dostoïevskien du mot - soufflèrent sur le feu.

- sous la barbarie, un désir fou

«J'attends les Cosaques et le Saint-Esprit» gueulait le «fou de Dieu», Léon Bloy, tonitruant sur la Belle Époque !

C'est probablement le mot de passe du siècle !

Incontestablement, tous les militants, tous les intellos - grands, moyens et petits - n'attendirent pas les Cosaques. Toutes et tous n'espérèrent pas voir le Saint-Esprit revenir.

Mais l'immense majorité ne cessa de brûler ou, au moins, d'être tracassée du désir fou de changer la vie en faisant basculer le monde dans une vie nouvelle, du désir fou de débarrasser le monde de cette «terre de détresse» pour

qu'émerge la «terre d'allégresse».

Ce désir, la «Grande Guerre» et ses suites l'avaient exacerbé. Une telle tuerie pour rien, voire pour déboucher dans un monde pire, l'avait transformé en haine de la société et de sa classe dirigeante : les bourgeois.

Mais restait aussi, non moins vivante, la sorte d'effroi suscité par l'avènement d'un monde désenchanté soumis aux seules lois économiques. Étrange cette horreur de l'économie :

«Il y a une tyrannie à laquelle nous ne pourrions jamais nous soumettre, c'est celle des lois économiques. Car, étant donné qu'elle est complètement étrangère à notre nature, il nous est impossible de progresser sous elle... On a ou non le sens de la hiérarchie des valeurs» fait dire Ernst Von Salomon à un de ses héros (in *Les Réprochés*).

Certes, un marxiste n'aurait pas employé les mêmes mots. Il eût dénoncé le capitalisme. Mais, au fin fond, sous l'horreur du capitalisme, n'y avait-il pas la même hantise de la dépossession du vouloir humain et de la réification.

Quelles qu'en soient les sources, ce désir d'apocalypse, dans les années 30, hantait tous les camps.

J.P. Maxence, militant de la Droite Extrême (pour dire brièvement), en témoignait (in *Histoire de Dix ans. Gallimard 1938*) :

«A la fin de 1930, pas un esprit non prévenu, pas un homme libre qui acceptât le monde tel qu'il était, pas un qui ne voulût par une révolution efficace et profonde le changer...»

Henri Lefebvre, philosophe marxiste et militant ex-communiste, atteste de même (in *La Somme et le reste. 1959*) :

«Le romantisme révolutionnaire des années 1840-1848 et des années 1920-1928 avaient eu comme élément commun le refus total et la conviction qu'un monde neuf allait commencer... L'idée d'un homme entièrement nouveau... d'une révolution totale...»

Emmanuel Mounier, de son côté, n'était pas moins révolutionnaire :

«La moisissure du monde moderne est si avancée, si essentielle, que l'écroulement de

toute sa masse vermoulue est nécessaire à la venue de jeunes pousses...»

et sus au *désordre établi* !

Ces citations ne sont qu'indicatives. En ces années Julien Benda pouvait bien dénoncer «*la trahison des clercs*». L'immense majorité se mobilisait par désespoir ou au nom de «*l'espoir*» pour une *révolution* ou une autre.

Les uns l'attendaient de ces «*fleuves de torches, de tambours... (de) tous les démons de la musique déchaînés*» (Brasillach), que l'on entendait d'Allemagne, - le plus grand nombre, de «*cette grande lueur à l'Est*».

Le désir qui sous-tendait ces engagements était si irrésistible que toutes les argumentations rationnelles, tous les témoignages inquiétants n'y avaient pas la moindre prise.

Voici dix mots de Drieu La Rochelle qui en disent long sur cette explosion de l'irrationnel qui court du commencement à la fin de la *Guerre de cent ans moderne* :

«*Aller à Dieu, aller au Diable, il faut s'en aller...*»

Comment ne pas entendre ce cri déchirant, en écho au cri quasi - originel -, cité plus haut - de Léon Bloy : «*J'attends les Cosaques et le Saint-Esprit*».

Oui mais... néanmoins ! Toute la force des choses, toute la fureur des âmes auraient-elles suffi à ré-embraser le monde, sans deux hommes pour les capter, les captiver et les mettre en œuvre ?

Bien sûr, beaucoup d'historiens résistent - de moins en moins fermement, toutefois - à reconnaître un rôle décisif aux héros individuels dans le déroulement de l'Histoire !

Quand même, qui oserait soutenir que le XX^e siècle eût été ce qu'il fut si n'avaient pas existé, au moins, Vladimir Illitch Oulianov, dit *Lénine*, et Adolf Hitler ?

- *un désir enflammé par des «démons»*

S'il vous plaît ! Veuillez raison garder ! Ce n'est pas parce que l'on nomme ensemble ces

hommes terribles que l'on cherche à suggérer qu'ils sont du pareil au même ! Ou que les deux font la paire !

Ici, polémique exclue ! Aussi bien, les règles de méthode, proposées par J.-P. Faye (in *Le siècle des idéologies*) nous paraissent raisonnables et justes.

Il n'est pertinent ni de confondre ni de confronter en bloc, ni de mettre en parallèle ces deux meneurs et leurs idéologies. Simplement, on ne peut que constater qu'il y a entre eux des points de contact. Certains, sans surprise. D'autres paradoxaux. Certains, superficiels. D'autres, plus profonds.

Au demeurant, il est hors de ces propos-ci de s'attarder sur *Lénine* et sur *Hitler*.

Il ne s'agit que de signaler que c'est parce qu'ils étaient «*possédés*» eux-mêmes par le *désir d'apocalypse* qu'ils en furent les excitateurs hallucinants.

- En grands témoins de *Lénine*, on n'appelle-ra que des témoins directs. Même si *Soljenitsyne* mériterait citation.

Premier entendu, *Maxime Gorki*. Il nous rapporte qu'alors qu'il écoutait les sonates de *Beethoven*, *Lénine* dit :

«*Je ne connais rien de plus beau que l'Appassionata... C'est une musique surhumaine. Mais, je ne puis l'entendre, ajouta-t-il, sans avoir envie de caresser la tête des hommes qui, vivant dans un enfer sordide, peuvent créer tant de beauté. Or, aujourd'hui on ne peut caresser la tête de personne : on nous dévorerait la main. Il faut taper sur les têtes... Taper impitoyablement, bien que, dans l'idéal, nous soyons opposés à toute violence...*»

Boris Souvarine (cf. *Staline*) confirme cette implacabilité. «Faisant allusion aux abus des «faux communistes»..., (*Lénine*) écrit en 1921 : «Nettoyer tout cela par la terreur : jugement immédiat, peine de mort sans réserve»... Un an après, le ton s'aggrave : «Il s'agit de mitrailleuses pour les gens qui s'appellent chez nous menchevik...»

Nicolas Berdiaev éclaire (cf. *Les sources et le*

sens du communisme russe. Ed. 1935-36) les paradoxes de l'auteur de la Révolution d'Octobre :

«*Révolutionnaire jusqu'aux moelles, Lénine... a défendu une conception totale, sans y souffrir la moindre fissure... Lénine est un absolutiste, il croit à une vérité absolue... Il ne croyait pas à l'homme, mais il désirait organiser la vie de telle sorte qu'elle fût meilleure pour tous, qu'il n'y eût plus d'exploiteurs et d'exploités... Il admet tous les moyens qui doivent mener au but. Le bien, selon lui, c'est la Révolution, le mal ce qui la contrarie... Il en vient à admettre la cruauté...*».

- **Hitler** ? Difficile de traiter d'Hitler ! Quel massacreur insensé ! En outre, bien plus complexe que *Lénine* ! Enigmatique au point d'en être insaisissable, malgré l'abondance des recherches.

Hitler ? pantin ou monstre ? Hitler «maître du III^e Reich» ou «dictateur faible» ? On n'en finit plus d'en débattre (cf. Ian Kershaw. Qu'est-ce que le nazisme ?).

Toutes ces questions sont intéressantes. Parions qu'*Hitler* a existé et que, sans lui, le *national-socialisme* n'aurait pas «fonctionné» de la même manière. Plus précisément, il est hautement probable que l'*antisémitisme d'extermination* a été décidé par Hitler lui-même.

A en croire *Modris Eksteins* «ce n'est que si l'on comprend l'expérience du front qu'on peut comprendre le national-socialisme... Hitler se considérait comme... la personnification de cette force anonyme qui avait été libérée, puis façonnée par la guerre».

De fait, dans *Mein Kampf*, il déclare haut et fort :

«*La guerre fut le temps le plus inoubliable et le plus sublime de mon existence terrestre... Aujourd'hui encore, je n'ai pas honte de dire que (début août 14), emporté par une exaltation impétueuse, je tombai à genoux... Je remerciai le ciel de m'avoir donné de vivre cette époque...*

«(En novembre 1918), j'eus à nouveau un éblouissement... Depuis le jour où je m'étais tenu devant la tombe de ma mère, je n'avais plus pleuré. Mais, là, je ne pouvais plus résister... Misérables et honteux criminels ! Quant à

moi, je décidai de me lancer dans la politique...»

Pour venger l'Allemagne ? Pas seulement, à lire ses entretiens avec *H. Rauschning* (in *Hitler m'a dit*. 1939) :

«*Ce qu'il me faut ce sont des révolutions. J'ai fait de la doctrine de la révolution la base de ma politique...*

«*Le national-socialisme est plus qu'une religion ; c'est la volonté de créer le surhomme...*

«*J'ai vu l'homme nouveau. Il est intrépide et cruel. J'ai eu peur devant lui...*»

Et *H. Rauschning* d'observer : «*Hitler tremblait d'une ardeur extatique*».

- **Lénine, Hitler** ? Pas le même combat, assurément !

Un point de contact cependant. L'un et l'autre étaient décidés à réaliser, sans pitié, par le feu et le sang si utile, le *grand désir du siècle* : régénérer le monde, créer une *humanité nouvelle*.

Humanité nouvelle ? Humanité sans classe, selon le premier. *Humanité de race pure de seigneurs*, selon le second.

Pour les deux, le rite de passage purificateur et sacrificiel était l'*extermination*. Par *goulag* ou par *Auschwitz* ou autres camps.

...et l'*apocalypse* vint !

Face à ce désir de «révolution», à branches antagonistes, le *désir de démocratie*, un tantinet essoufflé, fut bien forcé de se réveiller.

L'épreuve par le feu devint fatale. Ses premières flammes jaillirent en *Espagne* (juillet 1936). Puis l'embrasement déferla sur la *Pologne* (septembre 39), sur le *Danemark* et la *Norvège* (avril 40), sur la *France* (mai 1940), dans le ciel d'*Angleterre*, sur les *Balkans* (avril 41) sur les steppes *soviétiques* (juin 41). Jusqu'au *Pacifique* qui prit le feu (décembre 41)...

Une première dans l'Histoire ! Jamais l'espèce humaine n'avait vécu une guerre si totale et si planétaire ! Ah ! l'homme ! «...*ni ange... ni bête... monstre incompréhensible...*» s'effarait *Blaise Pascal* !

L'ESPOIR ? FOUROYÉ !

Six ans durant, la planète brûla. Hécatombes (*Stalingrad* : 700.000 tués ; *Dresde* : 135.000 morts civils, etc.). Holocaustes ! la furie guerrière culminant à *Hiroshima* (71.000 morts) et à *Nagasaki* (80.000 morts).

- Par la suite, le feu fut mis en réserve

Les accords entre vainqueurs - à *Yalta*, à *Postdam* - ne furent pas plus géniaux que ceux de *Versailles*. Coup de chance ! Deux facteurs permirent d'éviter un troisième embrasement du monde.

La puissance destructrice du feu nucléaire fut source de prudence. On le vit bien, lors de la *crise de Cuba* (1962). Comme quoi «le pire n'est pas, toujours, sûr».

En plus, *Staline* fit davantage peur aux Anglais et, surtout, aux Américains que *Lénine* et l'Allemagne des années 30.

Cela n'empêcha pas, toutefois, la guerre de continuer sous d'autres modalités : *guerre de Corée*, *blocus de Berlin*, *guerres subversives* (sur tous les continents), *guerres de décolonisation*, le tout sous couvert d'une *coexistence pacifique*.

- Mais la guerre finit par finir !

Peut-être ce grand jeu de cache-cache guerre chaude/guerre froide, guerre ici/coexistence ailleurs, durerait-il encore si, à la longue, il n'avait été essoufflant. Tellement que l'un des protagonistes n'y tint plus ! Il craqua. Au point de couler.

Le 25 décembre 1991, l'URSS, c'était fini ! Pas par capitulation, comme le Troisième Reich ! Par *implosion* !

La Guerre de Cent Ans moderne ne se termina vraiment pas comme celle d'antan ! Elle finit plus drôlement. Le combat cessa faute de combattants, en quelque sorte !

Pourquoi donc ce *final insolite* ? Il serait bien

trop long de l'expliquer par le menu. On ne peut que procéder sommairement.

Le fait est certain : *trois hommes* portèrent l'estocade à l'URSS :

- un écrivain de génie : le dissident *Soljenitsyne*. Spécialement avec son œuvre *L'Archipel du Goulag* (1974),

- horreur ! un homme d'Eglise : *le pape polonais Wojtyla* qui osa lancer un mobilisateur «*N'ayez pas peur*» et défier le système sur ses terres-satellites (2 juin 1979),

- humiliant (pour le régime soviétique) : *le Président Reagan*, en lançant (23 mars 1983) le programme IDS (autrement dit : guerre des étoiles).

Assurément ! ces initiatives, si audacieuses qu'elles fussent, n'auraient pas suffi si l'URSS n'avait pas été, déjà, proche de l'*implosion*.

Bizarre ? Sous plusieurs biais, incontestablement !

Parmi toutes les analyses développées pour expliquer cet étrange naufrage, on a, précédemment, rendu compte ici même (*France-Forum, juillet-septembre 1995*) de la thèse de *Martin Malia* (dans *La Tragédie soviétique* - Seuil, 1995).

Pour ce spécialiste de l'histoire russe, cette implosion était inscrite dans ce qu'il appelle le «*code génétique du communisme*» - plus précisément, dans le *choix léniniste* de réaliser le socialisme intégral par la dictature d'un parti. La fin vint de ce «*péché originel*» (cf pp. 562 et stes). *Lénine* avait imaginé et fondé une «*partocratie idéocratique*». D'un même mouvement, *Lénine* avait accouché de l'URSS et creusé sa tombe.

Ni *Staline*, ni *Khrouchtchev*, ni *Gorbatchev* ne pouvaient conjurer la force logique irrésistible des choses !

«On ne se refait pas» ! affirme un proverbe de la rue !

Bien sûr ! on aimerait scruter de plus près ce *fait extraordinaire* - au sens fort du qualificatif - que fut l'*implosion* de l'URSS !

- *l'apocalypse ? quel bilan ?*

Aussi important, toutefois, est de s'interroger sur le bilan de *l'aventure de l'homme à travers la Guerre de Cent Ans moderne*.

Actif ? Passif ? quel versant l'emporte ?

Idiot de vouloir ainsi comptabiliser ? Plutôt sommaire, à franchement avouer !

Eclairant, toutefois ! Pourvu que l'on ne prenne pas l'exercice trop au pied de la lettre !

Je sais, je sais ! *Chaque chose a plusieurs biais*, croyait avec raison Montaigne. Donc, il y a eu du *positif* dans cette *nouvelle Guerre de Cent Ans* !

Je suis, au demeurant, sûr que bien des teillardiens garantis bon teint, et d'autres, n'en finiraient pas de m'inventorier les avancées de l'espèce à travers ces orages les plus déchaînés !

De fait, le *progrès technique* a été accéléré. Dans tous les domaines. N'en soulignons que trois exemples symptomatiques :

- la *conquête de la lune* (en 1969) aurait-elle eu lieu si tôt, sans les recherches sur les V2 destinés au pilonnage de Londres ?

- le «*nucléaire civil*» aurait-il été si rapidement exploitable sans l'impératif du nucléaire militaire ? Eût-il mieux valu, pour l'honneur de l'humanité, qu'il tarde davantage ? On peut le soutenir !

- la découverte de la *pénicilline*, des *antibiotiques*, a été précipitée par le nombre de blessés à soigner.

Par ailleurs, ces années de barbarie ont accéléré des *progrès humains*. Limitons-nous à en rappeler trois :

- *l'émancipation des femmes* a été facilitée par la mobilisation des mâles,

- *l'émancipation des peuples colonisés* a été déclenchée par la Guerre de 14, rendue irrésistible par la Seconde Guerre,

- de même, la création de l'*Etat d'Israël*, cet événement majeur du siècle et des siècles des siècles.

Au passif ? On doit, notamment, inscrire trois «*coûts*» effarants :

- *l'énormité du prix du sang :*

Encore qu'il soit difficile d'évaluer les «*pertes humaines*», en leur totalité. *Grosso modo* :

- souvenez-vous ! *la Guerre de 14* : quelque 40.000.000 de vie fauchées,

- *la Guerre de 39* : au combat ou à cause des combats : 50.000.000 de tués,

• dont en *Europe* : 16.000.000 (*Pologne* : 5.800.000, 14 % de la population - *Yougoslavie* : 1.600.000...),

• dont en URSS : 17.000.000 (10 % de la population),

• dont en *Chine* : 2.200.000,

• dont au *Japon* : 1.500.000.

• A ajouter à ce martyrologue les morts des *terreurs idéologiques* :

- 25.000.000 sous la *terreur nazie*,

- 100.000.000 sous les *terreurs communistes* (si l'on suit les évaluations de Stéphane Courtois dans *Le Livre noir du communisme*).

Il n'est, ainsi, pas impossible que la *Guerre de Cent Ans moderne* ait fait mourir de l'ordre de 250.000.000 d'*hommes et femmes*.

Sans compter les blessés, les handicapés, les veuves et veufs, les orphelins, les déchirements moraux d'une part, les destructions de tous ordres, d'autre part. Terrible !

- *l'atteinte à l'honneur de l'Homme*

Auschwitz, le *Goulag*, *Nagasaki*, la *Révolution culturelle* ont inscrit dans la mémoire collective de «*l'espèce*» humaine des *hontes*, des *déshonneurs*, qui mettront du temps à se cicatriser et qui, dans le présent, sont source de séismes idéologiques.

Voire d'une mise en examen de la *modernité* ou, du moins, de certains de ses aspects.

Il n'est pas certain qu'à la manière de *Jean Baechler*, il soit pertinent de tenir cette apocalypse pour une *parenthèse*, pour un *accident* dans l'évolution vers la *liberté*, la *rationalité*...» (in *La Grande parenthèse. Essai sur un accident de l'Histoire*. Ed. Calman-Lévy 1993).

Pendant cette *Guerre de Cent Ans*, il s'est passé quelque chose de plus profond. Pas un simple incident de parcours, cette aventure frénétique !

- le foudroiement de l'espoir

De fait, plusieurs générations de militants et d'intellectuels éprouvèrent l'impression de recevoir un coup d'assommoir quand ils apprirent que le drapeau rouge, à faucille et marteau, était retiré de la circulation ; qu'il était soit mis au placard, soit stocké au magasin des épaves !

Il ne pouvait en aller autrement.

D'une part, non seulement «*la révolution socialiste soviétique aura été la grande aventure utopique des Temps modernes*» mais, plus profondément, «*l'utopie qu'octobre (avait) mise au pouvoir était la propriété idéologique commune des Temps modernes, et l'expérimentation était conduite non seulement pour la Russie mais pour l'humanité tout entière*» (Martin Malia).

Assurément, cette monopolisation de l'utopie occidentale par l'URSS peut paraître surprenante. L'autre révolution, «*la révolution à l'Ouest*», comme la nommait Jean Fourastié, est susceptible d'étonner mais, c'est un fait, l'Amérique a fait rêver, elle n'a pas été porteuse, en ce temps-là, de l'espoir (collectif).

D'autre part, «*jusqu'à la fin, la soviétologie n'a voulu voir qu'une Union soviétique... dont le bilan était «globalement positif» tant et si bien que «le paradoxe suprême de l'expérimentation soviétique est que jamais auparavant dans l'histoire occidentale un échec aussi monumental n'a eu un aussi irrésistible succès*» (id.).

Comme de bien entendu, les soviétologues n'étaient pas seuls aveugles. Les idéologues l'étaient non moins. Ainsi qu'en témoignent ces appréciations-ci, émises en 1977 :

«*Le système capitaliste... a amorcé sa décadence... La décadence atteint même les pays capitalistes dits évolués où les valeurs morales s'effondrent...*

«*Chose curieuse, ces valeurs rejetées par les sociétés occidentales, l'Est les reprend peu à peu en charge...*

«*En 1975, je suis allé en URSS... J'ai rencontré la foi, l'enthousiasme qui avaient marqué l'école de la III^e République. Ce peuple a soif de savoir. Il veut apprendre et, pour cela, il est prêt*

à accepter tous les sacrifices, toutes les contraintes. L'honnêteté y est vertu. La délinquance, le vol, tels que nous les connaissons, s'ils existent, ne sont ni visibles, ni vantés. Notre «petit débrouillard», notre «Français malin», si sympathique et si redoutable, ne pourrait être un héros en Union soviétique...

L'acquis est énorme. Surtout l'acquis économique... Le bilan économique de l'URSS n'en est pas moins positif. Le communisme s'était fixé pour objectif de moderniser le pays ; il l'a, à peu près, accompli...».

(Certes, il y a des faiblesses. Notamment, on n'assiste pas, au contraire, à la suppression progressive de l'Etat et du pouvoir politique. Il est vrai... quand même...).

«*...Lénine écrivait : «Le camarade Staline est trop brutal. Brutal, il le fut. Peut-être l'oubliera-t-on un jour et l'Histoire ne connaîtra que le rassembleur des terres et des peuples slaves. Son règne n'en aura pas moins été marqué par trente ans de terreur...»*

Sacré Pierre Mauroy ! Car invraisemblable - mais vrai ! -, ces compliments - antérieurs au fameux «globalement positif» de Georges Marchais - sont de sa plume ou de celle de ses scribes ! (dans *Héritiers de l'avenir* (Ed Stock), en collaboration avec Franz-Olivier Giesbert, Lucien Rioux. Ed. Stock 1977 ; Livre de poche 1981, p. 260-2).

A gauche, l'URSS était, irrésistiblement, une idole !

Inévitablement, la désacralisation ne va pas sans mal. D'autant que la chute de l'idole s'assortit du triomphe du capitalisme honni ! que l'on tenait (cf. le diagnostic de Pierre Mauroy) pour agonisant. Du coup, elle s'effectue dans une sorte d'hébétude généralisée qui se manifeste par deux tendances.

Notable d'abord, que chez les ex-révolutionnaires, il n'y a plus d'héritiers de l'avenir ! On ne voit, on n'entend que des veufs de l'avenir.

Depuis que la certitude de lendemains-qui-changent est tombée avec le mur (de Berlin) pour le bi-centenaire de 1789 - est-ce un clin d'œil du destin ? -, nuit sur le futur ! La Gauche est muette. Plus de modèle de société à propo-

ser ! Seulement, un modèle à défendre : le capitalisme rhénan !

Ça ne fait pas rêver. En plus, le modèle est fatigué ! Heureusement qu'il y a toujours possibilité, pour enjoliver les discours, de hausser la voix sur les «*droits de l'homme*» !

Remarquable, ensuite que, faute de vues ou de mythes prospectifs, on se défausse sur le passé.

On multiplie les réquisitoires contre Vichy.

Comme si, pour tranquilliser sa mauvaise conscience d'avoir été aveugle sur le Goulag, pour dissimuler que l'on n'a plus aucune idée politique, porteuse d'avenir, il fallait noircir, et encore et toujours noircir la France des «*années noires*».

Par ailleurs, on instruit, à retardement, le procès des basses œuvres du communisme. Les 850 pages inventoriant et analysant les «*crimes, terreur, répression*» dans «*Le Livre noir du communisme*» (Ed. R. Laffont 1997), s'inscrivent dans cette démarche.

Mais, dans ce procès, il y a des pleurs et des grincements de dents ! Les voix sont fort discordantes.

D'où ce débat prolixo au fil des revues, dans les colonnes du *Monde* et de *Libé*. Sur le responsable de tous les maux ? *Staline* ? *Lénine* ? *Marx* ? Sur le «*degré de connaturalité*» (pour écrire comme A. Besançon) entre bolchevisme et national-socialisme.

Certes, ces débats ne sont pas sans importance. Oui mais... quand même ! quelle tristesse ! Née de désirs prométhéens, la *Guerre de Cent ans moderne* les a liquidés. Elle laisse derrière elle des querelles de notaires !

- mélancolie et après ?

Il parlait juste, François Furet, en évoquant, dans une lettre à l'historien allemand Ernst Nolte (janvier 1997), «*la toile de fond mélancolique de cette fin de siècle*» :

«*Nous voici enfermés dans un horizon unique de l'histoire, entraînés vers l'uniformisation du monde et l'aliénation des individus à l'écono-*

mie, condamnés à en ralentir les effets sans avoir prise sur leurs causes. L'histoire apparaît d'autant plus souveraine que nous venons de perdre l'illusion de la gouverner» (Commentaire, hiver 97-98).

Cette tonalité domine, ce me semble, l'épilogue des quelque 700 pages que Michel Winock a couvertes pour parcourir *Le siècle des intellectuels* (Seuil, 1997).

Pas de triomphalisme dans le bilan. C'est heureux. Les intellos - de Barrès à Sartre - n'ont pas toujours été géniaux. Il leur est même arrivé d'être légers !

Reste que la morosité, non sans clairvoyance, de ces pages - sur le paradoxe de l'intellectuel dans une société démocratique, notamment - est bien dans l'air désenchanté de cet *Après-Guerre de Cent Ans* !

Mais où est donc passé Prométhée ?

Dans les années 1890 il avait profité de la peur du désenchantement de la société par le bourgeois pour instiller à l'homme, en Occident, le désir fou de faire advenir le paradis sur terre.

«*Ce qu'il y a de meilleur dans la conscience moderne, c'est le tourment d'infini*» prétendait Georges Sorel. Or la *Guerre de Cent Ans moderne* a prouvé que le meilleur n'est pas toujours sûr.

L'enjeu de demain étant, assurément, de garder le tourment d'infini avec la conscience que le chemin vers l'infini ne passe pas par le Politique.

Désacraliser le et la Politique sans les dévaluer ne serait-ce pas la «*morale*» de cette hallucinante aventure ?

Si le XXI^e siècle la comprend, il démentira Alain Finkielkraut : on ne pourra parler de l'«*inutilité du XX^e siècle*».

René PUCHEU

Quelles retraites pour demain ?

Plaidoyer pour une approche éthique

par Nicolas BREJON DE LAVERGNÉE

Une société sans morale ?

Avec le déferlement actuel des «affaires» notre société semble découvrir avec stupeur qu'elle ne peut pas vivre sans morale. Que révèlent ces affaires ? tout simplement une nouvelle hiérarchie des valeurs fondée sur le «chacun pour soi» et un goût immodéré de l'argent - du profit, disent les économistes. Mais si, effectivement, il n'y a rien à dire sur la rationalité du postulat néoclassique selon lequel l'entrepreneur cherche à maximiser son profit, l'économiste doit laisser la place au moraliste (ou au politologue) qui nuancera le propos : l'efficacité, oui, mais pas n'importe comment, pas sans morale individuelle et sociale.

Certains rétorqueront que la morale sociale existe, qu'elle est traduite dans les lois : «Tu ne tueras pas, tu ne voleras pas...». Seulement, ce n'est pas la loi qui «fait» la morale, mais les individus, guidés par leur conscience individuelle et par la morale ambiante que la société diffuse à travers ses membres les plus éminents et les plus exposés au regard du peuple (classe politique, grands dirigeants d'entreprises privées et nationales, directeurs des médias...).

Force est de constater que la démission a été générale, tant au niveau de la morale individuelle que de la morale sociale. D'un côté disparaissent quasiment les lieux traditionnels où une éducation adéquate habitait dès le plus jeune âge l'enfant à la connaissance et à la pratique des vertus morales : famille, école, église ou temple, patronage, scoutisme, mouvements de jeunes divers (1) ; de l'autre s'est développée en France une sorte de pensée unique, issue largement du mouvement étudiant de mai 1968, et façonnée par des courants philosophiques qui ne

reconnaissent ni fondement objectif ni valeur à la conscience morale. Le conformisme ambiant est de mépriser la morale, de la considérer comme une vieillerie dépassée dont l'homme «évolué» (?) et «libéré» (?) n'a plus besoin. Le trait est-il forcé ? une preuve suffira : l'admiration dont Bernard Tapie a fait l'objet lorsque ses «affaires» ont été dévoilées, et dont il fait encore l'objet à l'heure actuelle.

La levée de boucliers (2) qu'a suscitée la venue du pape Jean-Paul II en France (septembre 1996) est aussi une parfaite illustration de la raison pour laquelle les Français sont brouillés avec la morale : le rejet n'est pas tant celui de l'Institution - à preuve le succès considérable d'audience du pape que bien des chefs d'Etat doivent lui envier - que des valeurs qu'elles prône. A l'évidence, le message ne passe plus. Depuis l'encyclique de Paul VI, *Humanae vitae*, les médias ont réduit l'enseignement social de l'Eglise à la morale sexuelle alors qu'elle est d'une richesse et d'une cohérence exceptionnelles (même pour les non-croyants). Peu admettent que notre morale sociale républicaine est directement inspirée par la morale judéo-chrétienne, alors que c'est une évidence qui apparaît de la simple juxtaposition entre les «lois» de Moïse (les dix Commandements) et de Jésus (les Béatitudes) et les déclarations des droits de l'homme et du citoyen (celles de 1789. et de 1793 davantage

(1) Je ne veux évidemment pas faire injure à tous les éducateurs qui se dévouent pour la jeunesse, mais souligner seulement que beaucoup de «mouvements» de jeunes et de systèmes de formation sont en crise... à commencer par la formation dispensée dans les «petits séminaires».

(2) C'est le cas de le dire ; nos mentalités n'ont pas beaucoup évolué depuis l'ère des Paladins !

que celle de 1795). Si la société civile continue à tirer sur l'ambulance, c'est son propre cadavre qu'elle conduira au cimetière.

Il est urgent de réagir. C'est l'intérêt de ces «affaires» que d'obliger la société à se poser la question taboue de la morale car elle découvre qu'on ne peut pas vivre sans morale, à défaut d'être convaincue qu'une vie sans morale n'est pas digne de l'homme. C'est ce qu'exprimait le grand naturaliste Théodore Monod : «Face à la montée des menaces, il faudrait que l'homme s'hominise rapidement. S'il fait trop de sottises, il risque de disparaître» (3). C'est aussi ce que disait Saint Augustin : «Deviens ce que tu es», c'est-à-dire profondément homme ; et Jean-Paul II d'enchaîner : «Ce n'est qu'en se dépassant que l'homme devient pleinement humain».

Les moyens pour se dépasser, l'homme les a à sa disposition. C'est l'enseignement social de l'Eglise qui peut les lui fournir. Mais, dira le sceptique : la France se déchristianise, elle a perdu confiance dans les réponses du christianisme. «Le christianisme n'a pas échoué, rétorque Monod, mais il n'a pas encore été essayé. Pendant deux mille ans, on n'a pas pensé assez à ce qui fait le cœur de l'Evangile, c'est-à-dire les Béatitudes et le Sermon sur la montagne. Utopie ? Pour moi, l'utopie n'est pas l'irréalisable, mais l'irréalisé. L'utopie d'aujourd'hui sera peut-être la réalité de demain» (3). Cela est vrai dans bien des domaines : le dernier exemple en date est la remise des dettes aux pays les plus pauvres, demandée par Jean-Paul II aux pays riches au nom du principe de «la destination universelle des biens», traitée d'utopiste par les médias et les banquiers, et appliquée en premier par François Mitterrand... qui s'en est adjugé la paternité ! (4).

Un domaine intéressant de réflexion sur la base de principes éthiques nous est fourni par la réforme du système des retraites en France. D'une façon générale le débat sur «l'épargne-retraite» (nom donné au nouveau système de retraite par capitalisation) n'est pas neutre ; il est trop grave pour être laissé aux techniciens car il renvoie à des conceptions divergentes de l'ordre social. Quelle est l'origine de la réforme ? Répond-elle au but recherché ? Ne met-elle pas à mal l'originalité du modèle social français fondé sur la solidarité ? Sur quelles

pistes nous conduirait une approche éthique du système des retraites ?

Une société solidaire ?

Un des principes de base de la pensée sociale de l'Eglise (5) (qu'elle partage avec la morale républicaine française) est la solidarité, qui se justifie de deux manières : d'une part «l'éminente dignité» de la personne humaine, créée à l'image de Dieu, exige que la société permette à chaque membre de gagner un revenu minimum ; d'autre part, au nom de la justice sociale, des situations différentes (de revenu, de patrimoine, de charges...) doivent être traitées de façon différente. C'est sur ces deux piliers que repose le système français de protection sociale qui organise la solidarité entre les jeunes et les personnes âgées, entre les malades et les bien-portants, les travailleurs et les chômeurs, les célibataires et les familles nombreuses...

Le système s'est constitué petit à petit par mise en commun des risques sociaux liés à la personne, tandis que les risques sur les biens relevaient de l'assurance privée. C'est ainsi que des institutions publiques ou parapubliques, étrangères au marché, ont pris en charge les accidents du travail (loi de 1898), les retraites (6) (loi de 1910), la maladie, le chômage et l'invalidité (lois de 1930 et de 1945). Le système s'est développé régulièrement depuis 1945 pour atteindre, fin 1995, avec ses 2.414 milliards F plus d'un tiers du revenu brut disponible des ménages (36 %).

C'est sans doute parce qu'il commence à marquer des signes de faiblesse que des critiques se font jour, et de plus en plus insistantes : «Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage» ! Pour le spécialiste B. Majnoni d'Intignano, nous vivons dans une «société à irresponsabilité illi-

(3) *Le Monde* du 18 mars 1997.

(4) Cf. N. BREJON DE LAVERGNÉE, *Approche éthique de l'endettement international*, France-Forum, mai-juin 1990.

(5) Cf. N. BREJON DE LAVERGNÉE, *Traité d'Economie Politique*, chap. 5, Ellipses, Paris, 1995.

(6) En réalité la retraite par répartition a été instaurée à la suite de la faillite des systèmes de capitalisation qui étaient la règle avant 1945. Deux guerres mondiales et des assureurs peu scrupuleux avaient ruiné des millions d'épargnants.

mitée» (7) ; pour F. Ewald, «dans une «société assurantielle où, dès qu'il y a un problème, on en fait un risque que l'on socialise» (8). Pourquoi pas, après tout, si elle peut se le permettre et s'il existe un consensus à son égard ? Mais le peut-elle encore ? Le système de retraites par capitalisation est-il réformable pour être pérennisé ? Un système alternatif par capitalisation ne va-t-il pas mettre à mal la protection sociale qui, selon le mot de Jacques Chirac, est une pièce essentielle du «patrimoine» national ?

La retraite «à la française» est-elle condamnée ?

Très schématiquement, les systèmes de retraite en France fonctionnent sur le mode de la répartition qui consiste pour les actifs à financer par leurs cotisations *actuelles* les pensions *actuelles* des retraités. Le régime général est alimenté par des cotisations obligatoires. En outre le salarié peut, s'il le désire, cotiser à une retraite complémentaire, ce qui lui permettra, le moment venu, de percevoir un supplément de revenu. Les organismes principaux chargés des retraites complémentaires des salariés du secteur privé sont l'ARRCO et l'AGIRC. D'autre part il existe des régimes spéciaux pour les agents de l'Etat, financés par l'impôt et les cotisations.

A l'évidence, les retraites par répartition s'esoufflent. Entre 1990 et 1993, les dépenses sociales ont progressé de plus de 6 % par an, puis de 3 % en 1994 et de 4 % en 1995, soit beaucoup plus que le PIB. Dans cet ensemble, la part des régimes de retraite obligatoires et des préretraites est prépondérante (36,4 % du budget social de la nation) et ne fait qu'augmenter (5 % par an en moyenne depuis 1990). L'année 1990 semble être une année charnière, celle d'une prise de conscience d'une crise inévitable du système de retraite par répartition : le gouvernement Rocard prépare un Livre blanc sur les retraites et prend des mesures fiscales importantes pour inciter les actifs à développer la prévoyance individuelle par le biais de l'assurance-vie. Le succès est foudroyant : en dix ans, ce sont 2.400 milliards F qui sont accumulés. Le gouvernement Balladur, quant à lui, entreprend

quelques réformes : allongement progressif de la durée de cotisation (jusqu'à 40 ans) ; diminution du montant des pensions par rapport aux salaires... mais elles ne sont pas à la hauteur du problème. Mais au fait, quel est le problème ? pourquoi le système craque-t-il de toutes parts ?

La nouvelle donne

La pérennité de la retraite par répartition est soumise par construction à l'évolution du rapport actifs occupés/retraités, qui dépend elle-même de deux variables aléatoires : démographique et économique. Or les perspectives économiques et démographiques sont défavorables : la doctrine officielle (pour ne pas dire la pensée unique) surestime beaucoup les facteurs économiques en invoquant de façon permanente l'idée de «crise», tandis qu'elle sous-estime les facteurs démographiques en les plaçant au second plan et, surtout, en ne prenant aucune mesure significative pour redresser la barre.

Les mutations économiques et sociales

Elles concernent tous les facteurs qui contribuent à la moindre croissance de la masse salariale, puisque c'est elle qui détermine les ressources des régimes de retraite ; et principalement : 1) un taux de croissance moyen du PIB de 2,2 % l'an depuis 1973 contre 4,3 % sur la période 1950-73 ; 2) une réduction sensible de la croissance du pouvoir d'achat du taux de salaire et de celle des effectifs salariés.

On se trouve alors dans un cercle vicieux : le chômage de plus de trois millions de personnes encourage l'entrée de plus en plus tardive des jeunes dans la vie active et réduit les cotisations des caisses de retraite. De plus les mutations du monde du travail sont la dernière en date des menaces : les emplois précaires (CDD, CES...) (9) se multiplient, contribuant à la baisse du salaire et donc des cotisations, tandis que les entreprises utilisent à fond toutes les formes

(7) Cf. son ouvrage *La protection sociale*, Le Livre de Poche, 2e éd., 1997.

(8) F. EWALD est philosophe, directeur de recherche au CNRS ; cf. *Le Monde* du 29 mars 1997.

(9) (Contrats à durée déterminée, contrats emploi-solidarité,...)

de rémunération défiscalisées et nettes de charges sociales en faveur des cadres supérieurs qu'elles souhaitent fidéliser. Le climat est à la peur : neuf salariés sur dix se disent « inquiets » sur le montant des pensions dans les dix à quinze ans à venir (sondage Sofres de février 1997) et ceux qui le peuvent augmentent leur taux d'épargne en répondant massivement aux incitations fiscales liées à l'ouverture d'un plan d'assurance-vie. Les autres consomment les miettes - c'est-à-dire pas grand chose - et l'un dans l'autre, chacun gère la pénurie au mieux de ses intérêts. Le grand Adam Smith est pris en défaut : la recherche de l'intérêt personnel ne conduit certainement pas à la réalisation de l'intérêt général.

Il semble bien, pourtant, que le problème des retraites resterait maîtrisable si la perspective d'un choc démographique ne venait se greffer sur le ralentissement de la croissance économique.

Le vieillissement démographique de la France

Il ne date pas d'aujourd'hui. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, c'est surtout la baisse de la fécondité qui a produit ce vieillissement : 1,65 enfant par femme contre 2,1 à 2,9 entre 1945 et 1970. Puis l'allongement de la durée de vie a pris le relais : l'espérance de vie à la naissance augmente d'un an tous les cinq ans environ. L'immigration peut en théorie ralentir le vieillissement général mais les calculs de l'Institut national d'études démographiques (INED) montrent que l'effet est faible.

Le vieillissement démographique ne constitue donc pas une nouveauté, ce qui aurait dû entraîner une prise de conscience politique. Mais au classique « gouverner, c'est prévoir », nos sociétés opposent « l'ennemi, c'est la réalité ». Ce qui est nouveau, en revanche, c'est que l'intensité du vieillissement va s'accroître énormément à partir de 2005-2010 lorsque parviendront à la soixantaine les générations du *baby-boom*, beaucoup plus nombreuses que leurs devancières, mais beaucoup moins fécondes qu'elles.

Pour éviter les approximations (et les scénarios catastrophes, manipulateurs d'opinion), il est utile d'effectuer des projections sur la base

d'hypothèses concernant les trois variables démographiques principales : le taux de fécondité, l'espérance de vie, le solde migratoire. C'est ce qu'a fait le *Central Bureau voor de Statistiek* des Pays-Bas pour la période 1995-2050 et pour les quinze Etats membres, sur la base de trois cheminements (haut, moyen et bas) (10). Parmi les 27 possibilités, cinq ont été retenues : ainsi le scénario bas retient des valeurs basses pour les trois indicateurs démographiques. De plus deux scénarios extrêmes sont envisagés : celui du vieillissement minimal (fécondité haute, espérance de vie basse, solde migratoire élevé) et celui inverse du vieillissement maximal.

Les résultats pour la France sont éloquentes :

- le scénario « haut » est *le seul* dans lequel la population croisse jusqu'en 2050. Or sa probabilité de survenance est infime : comment imaginer que le taux de fécondité remonte à 2,1, sinon par une sorte de prise de conscience sociale quasi miraculeuse et/ou une politique en faveur des mères au foyer qui devrait rompre radicalement avec celle suivie actuellement ? Le premier résultat est donc clair : la population totale va décroître (11).

- dans tous les cas de figure, la population des 50 ans et plus augmente au détriment de celle des moins de 50 ans. D'où un second résultat : le vieillissement démographique va se poursuivre.

Les incidences sur la protection sociale sont évidentes mais faut-il encore les chiffrer. En ne retenant que le volet « retraite », les mesures compensatrices qu'il faudrait prendre en 2045 pour annuler l'effet du vieillissement anticipé sont les suivantes :

- une majoration du taux de cotisation d'assurance vieillesse variant de 32 % selon le scénario « vieilmin » à 57 % selon le scénario « vieilmax » ; le scénario central donne 47 %.

- une baisse des pensions par rapport aux salaires variant entre 31 % et 48 %, le scénario central donnant 42 %.

(10) Cf. *Central Bureau voor de Statistiek*, Observatoire démographique européen. Eurostat, cité par A. PARANT, *Population et sociétés*, bulletin de l'INED, février 1997.

(11) Plus ou moins tardivement selon les hypothèses, mais dès 2003 dans le scénario « bas ».

- une augmentation de l'âge de départ en retraite variant entre 6,3 et 11,7 années, le scénario central donnant 9,6 années.

- une croissance du nombre d'actifs de 73 % (scénario central) par progression des taux d'activité (essentiellement féminins) ou par recours à l'immigration.

La question est alors posée : peut-on sauver le système en jouant au fil du temps sur la cotisations, la durée d'activité, le montant des pensions versées... ?

Quelles réformes ?

Au vu des résultats de la simulation, les possibilités de réforme semblent très limitées. *La première solution* (hausse des cotisations) équivaut à une diminution d'un quart de la production par actif, soit - 0,5 % par an, qu'il faudrait prendre sur une croissance déjà molle de 2 à 2,5 % par an, bien établie depuis 25 ans. Le retour à une croissance du type « Trente Glorieuses » étant fort improbable, cette solution est économiquement et socialement intenable.

La deuxième solution (réduction des retraites) est particulièrement injuste à court terme pour les nouveaux retraités qui ont cotisé toute leur vie et elle est impraticable à long terme (baisse de pouvoir d'achat trop forte) si elle ne s'accompagne pas de la mise en place d'un régime de retraite complémentaire ; ce qui nous renvoie au problème posé, celui de l'épargne-retraite.

La troisième solution est la plus séduisante car elle ne fait que tirer les conséquences économiques (je vais travailler plus longtemps) d'une évolution biologique et médicale (je peux travailler plus longtemps). La morale sociale y trouve son compte (je dois travailler plus longtemps puisque je le peux) car l'on ne peut nier que l'allongement de la durée de vie est en France le fruit de la « socialisation » de la santé (dépenses de soins, recherche médicale). Or rien n'indique que cette solution soit réalisable dans le contexte actuel, sa mise en œuvre impliquant une réduction drastique du chômage et un retour à une forte croissance (12). Il est d'ailleurs significatif que le traitement social du chômage ait accru le nombre de pré-retraités : au moment des grandes restructurations industrielles des

années 80, les entreprises de main-d'œuvre ont massivement transféré leurs problèmes d'effectifs sur les caisses d'assurance vieillesse en organisant les départs à 55 ans. En privilégiant comme indicateur le taux de chômage (nombre de chômeurs en % de la population active) et non le taux d'emploi (nombre d'actifs occupés en % de la population totale), les pouvoirs publics ont compliqué le parcours social des âges et durci - au lieu de les adoucir - les conditions de passage d'une étape à l'autre (13). Conséquences immédiates : en France, à l'heure actuelle, la proportion de salariés actifs dans les tranches d'âge élevé (55-65 ans) est la plus faible d'Europe. Conséquences à moyen terme : en 2015, entre 1,5 et 2 actifs cotiseront pour un retraité, alors qu'en 1930 le rapport était de quatre pour un, en 1950 de cinq pour un et en 1997 de 2,5 pour un. La charge financière qui incombe aux actifs occupés devient intolérable : ils doivent financer les jeunes, les chômeurs et les retraités.

La quatrième solution n'est pas sérieusement envisageable. Elle suppose d'une part, comme pour la troisième, une forte baisse du chômage.

D'autre part la progression du taux d'activité féminin va à l'encontre du souhait général des femmes de travailler moins et d'avoir des horaires plus flexibles (14). Elle aurait en outre des incidences négatives sur leur fécondité et ce qui serait (peut-être) gagné d'un côté serait perdu de l'autre. Quant à l'immigration accrue, elle est déjà comptabilisée dans le scénario « haut » qui montre que cette hypothèse, combinée à celle de fécondité élevée, suffit à peine à maintenir constant d'ici à l'horizon 2050 l'effectif des moins de 50 ans. On ne peut enfin négliger les difficultés éventuelles d'intégration.

L'immense avantage de cette démarche est de chiffrer quelques prétendues « bonnes idées » en montrant qu'elles n'en sont pas : que ce soient les « réformatrices » des années 90 qui, en ne

(12) Dont on sait qu'elle est maintenant beaucoup moins riche en emplois qu'auparavant.

(13) Cf. A. PARANT, op. cit.

(14) Il faut saluer le projet de loi de J. BARROT sur le temps de travail. Mais comment accepter sans réagir la condamnation par Bruxelles de la France pour discrimination à l'égard des femmes en raison de l'interdiction qui leur est faite de travailler la nuit dans l'industrie. Quand comprendra-t-on que l'égalité entre sexes ne signifie pas l'identité, ce qui permet de traiter différemment une salariée enceinte ou une mère de famille et un jeune célibataire.

réglant rien sur le fond, en appellent d'autres tout aussi inefficaces ; ou le «plan Juppé» de 1995 qui promet, mais en vain, de ramener le déficit de la Sécurité sociale de plus de 55 milliards en 1994 et 95 à 16 en 1996 et de dégager un excédent de 12 milliards en 1997, alors que le déficit s'est accru de 80 milliards supplémentaires ; ou l'inanité des promesses électorales (mai 1997) du Parti socialiste qui compte venir à bout du déficit par une relance de la croissance et la création d'emplois publics.

En résumé la France vieillit, la France riche épargne et réduit sa consommation, la France pauvre consomme les miettes. Du même coup la croissance n'est plus assez forte pour réduire le chômage et le modèle français original, fondé sur la solidarité, est mis à mal par la «crise» économique et par le vieillissement démographique, tandis que des incantations présidentielles rassurent le bon peuple en affirmant que la protection sociale est une pièce essentielle du «patrimoine» national. La loi Thomas sur les plans d'épargne-retraite (PER), qui crée la retraite par capitalisation, aurait-elle la prétention de régler les problèmes ? Ou, à tout le moins, va-t-elle dans le bon sens ?

La retraite par capitalisation «à la française»

Devant l'insuffisance manifeste des replâtrages successifs (15) et l'impossibilité de créer de nouveaux régimes complémentaires de répartition, la seule solution envisagée par le gouvernement Juppé a été de créer un troisième étage de retraite fondé sur la capitalisation. La loi Thomas, du nom du député qui l'a proposée, a donc créé en février 1997 le «plan d'épargne-retraite» (PER) ; facultatif, il s'adresse aux quatorze millions de salariés du secteur privé qui peuvent ainsi se constituer un capital dont ils obtiendront le remboursement, en partie sous forme de capital, en partie sous forme de rente (16).

Tout au long du débat législatif, chacun a joué son rôle. Les syndicats ont dénoncé les «fonds de pension» (que la loi appelle plan d'épargne-retraite ou PER) comme une tentative de démantèlement du système des retraites par répartition ; et pour la première fois depuis au

moins vingt ans, la CGT s'est alliée à la CFTC, à la CGC et à FO pour s'y opposer. Ils redoutent que ce système - présenté comme complémentaire - supplante les régimes de retraite par répartition. Les partis politiques de gauche, au nom de la solidarité, ont également été plutôt critiques et le PS n'a pas dissimulé sa volonté d'abroger la loi Thomas. Les partis de droite, au nom de la responsabilité, ont soutenu le projet. Les financiers (assureurs, banquiers), dont on comprend bien les préoccupations professionnelles, n'ont pas caché que cette amorce d'épargne par capitalisation pouvait représenter le début d'une révolution financière. Craignant pour leur monopole, les organismes de retraite par répartition, l'ARRCO et l'AGIRC (17) ont protesté contre le projet qui généralise encore davantage la franchise de cotisations. Quant au simple citoyen, il n'a pas dû y comprendre grand chose sauf, peut-être, que, s'il voulait une meilleure retraite, la charge lui en incombait désormais.

Chacun, au fond, a réagi avec ses tripes, son idéologie ou ses intérêts corporatistes, ce qui est humain mais insuffisant. Seule une vision juste et éclairée de l'homme et de la société permet de prendre le recul nécessaire pour porter un jugement serein sur la loi Thomas ; les critères éthiques de l'Eglise catholique vont nous y aider, auxquels il faudra adjoindre des critères économiques.

Appréciation éthique de la retraite par capitalisation

La différence fondamentale entre les deux systèmes de retraite est que la retraite par répar-

(15) Notons que la «réforme» Balladur de 1993 a été marquée par l'absence de débat politique général sur la question, que le débat a été quasi exclusivement alimenté par des rapports d'experts et que les régimes spéciaux et complémentaires n'ont pas été touchés ; cf. F. KESSLER, Analyse comparative des réformes récentes du droit des pensions de retraite en France et en Allemagne, in *Les retraites*, ouvrage collectif sous la dir. de B. COCHÉMÉ et F. LEGROS, A. COLIN, 1995. Le gouvernement Juppé n'a pas fait mieux en 1995, sa tentative de réforme de la Sécurité sociale et du régime des retraites ayant été préparée dans le plus grand secret et déclenchant fin 1995 un conflit social sans précédent depuis 1968. Quand les hommes politiques comprendront-ils que cette méthode du secret est détestable et qu'on ne peut entreprendre des réformes qui touchent profondément les gens sans leur accord ?

(16) Le projet d'épargne-retraite ne concerne donc pas les salariés du secteur public dont les retraites sont financées par l'impôt et les cotisations des secteurs privé et public. Il n'est pas dans notre propos d'entrer dans les détails techniques de la loi Thomas.

(17) Respectivement chargés des retraites complémentaires des cadres et des non-cadres.

tion réalise une solidarité entre les générations et entre les différentes catégories de population, tandis que la retraite par capitalisation est un système individualiste, laissant à chacun, dans la mesure de sa capacité d'épargne, la responsabilité de se constituer (ou non) sa retraite.

Dans le cas d'espèce, l'opposition est trop brutale car il n'est pas dans l'intention du législateur de remplacer un système par un autre, mais de les laisser coexister. L'esprit des déclarations de Jacques Barrot était bien que la France fût le lieu d'un modèle social original, avec une vraie solidarité nationale sur les risques essentiels et, pour le reste, des incitations de tous ordres en vue de responsabiliser chacun. Ni-ni : ni le camp du libéralisme anglosaxon, ni celui du collectivisme, mais la coexistence des régimes généraux obligatoires, des compléments contrôlés et réglementés, et des sur-compléments libres mais avantageés fiscalement.

Il apparaît alors clairement que les régimes de retraite par capitalisation donnent au système global de retraite un peu de souplesse en respectant, davantage que les régimes par répartition, les principes éthiques fondamentaux de liberté et de subsidiarité :

- *la liberté* : c'est celle qui est liée à la libre disposition de son patrimoine. Il existe dans la réalité une très grande diversité de projets de retraite individuels et les régimes par capitalisation sont assez souples pour respecter cette diversité. D'autre part la plus grande «justice» des régimes par répartition, invoquée par ses défenseurs, n'est pas automatiquement assurée : elle dépend de l'équité de la répartition des cotisations entre actifs, ainsi que de la juste proportion entre les cotisations et le versement des pensions. Est-il juste que 20 % des cotisations ne donnent pas de points de retraite ? Est-il équitable qu'une femme qui s'est arrêtée de travailler pour élever des enfants ne bénéficie pas de retraite ?...

- *la subsidiarité* : «il faut retenir parmi les droits fondamentaux celui qui appartient à chaque personne humaine d'être et de demeurer normalement la première responsable de son entretien et de celui de sa famille» (*Mater et Magistra*, §60). Pourquoi donc confier à l'Etat -

dont la gestion est forcément très rigide - ce que chacun peut faire soi-même ? Allons plus loin : du fait du caractère facultatif des plans d'épargne retraite (PER), le système par capitalisation va affranchir les salariés du tutorat de la représentation syndicale et paritaire et, de plus, lorsque les syndicats seront associés à la gestion des fonds, ils seront contraints d'exprimer non pas leurs exigences, mais la demande des salariés. Ils pourront trouver là une nouvelle légitimité.

Au plan macroéconomique, les avantages de la retraite par capitalisation ne semblent pas non plus négligeables. Pour Claude Leclerc (chef du département rémunérations, retraites et prévisions de la direction des ressources humaines de Total) la création du plan d'épargne-retraite va donner aux responsables du personnel un instrument de gestion supplémentaire, dans la mesure où la loi Thomas prévoit que les entreprises complètent les versements des salariés (l'abondement). On peut s'attendre à ce que ceux-ci se sentent davantage impliqués par les résultats des entreprises ; le PER devient un atout important pour la cohésion de l'entreprise et donc pour la concurrence internationale.

Les chefs d'entreprise voient dans le PER un moyen de stabiliser leur actionariat tout en renforçant leurs fonds propres, ce qui va dynamiser les marchés boursiers : l'apport serait d'environ 30 à 40 milliards de F par an, estiment les plus réalistes.

En contrepartie, les entreprises qui auront monté des fonds de pension vont devoir déployer plus de transparence dans leur gestion, ce qui permettra des choix éthiques intéressants. C'est ce qui se passe aux USA où les syndicats, représentés au conseil de surveillance qui a les pleins pouvoirs de gestion de ces fonds, se sont battus pour éviter des investissements jugés politiquement douteux (Afrique du Sud) ou pour régler des problèmes sociaux (18).

D'autres possibilités d'emploi des fonds de pension existent, qui illustrent parfaitement

(18) Les fonds de pension (ex. : le College Retirement Equities Fund) peuvent aussi utiliser leurs participations dans certaines entreprises pour s'opposer à des mesures jugées inéquitables, comme Disney qui licencia son directeur général M. Ovitiz avec un chèque de 100 millions de dollars.

l'idée du pape Jean-Paul II selon laquelle «même le choix d'investir en un lieu plutôt que dans un autre, dans un secteur de production plutôt qu'en un autre, est toujours un *choix moral et culturel*» (*Centesimus annus*, §36). Ainsi se développent actuellement des produits particuliers, dits solidaires ou éthiques, qui permettent soit de participer à une œuvre de solidarité sociale, soit de respecter certains critères moraux dans le choix des placements. C'est ainsi que le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) a été le premier à lancer en 1983 un fonds commun de placement solidaire ; baptisé *Faim et Développement*, il fonctionne selon un principe simple : les sommes placées rapportent un bénéfice et le souscripteur ne conserve que ce qui est nécessaire pour couvrir l'inflation, le solde étant laissé au CCFD qui finance ses activités caritatives. Les sommes en jeu ne sont pas négligeables, *Faim et Développement* a reversé 85 millions de francs depuis sa création.

On compte aujourd'hui une quinzaine de placements solidaires (19). La majorité sont des fonds de partage comme *Faim et Développement*. Une minorité sont des fonds éthiques, l'objectif étant alors d'investir en respectant certains critères moraux (comme par exemple d'éviter d'avoir à traiter avec des sociétés d'armement, des laboratoires pharmaceutiques ou des produits de luxe).

Si la capitalisation respecte les principes de liberté et de subsidiarité, en revanche elle viole celui de solidarité, ce qui la condamne en tant que régime unique de retraite, mais non en tant que régime complémentaire. Aussi la question reste posée : est-elle justifiée économiquement parlant ? peut-elle résoudre durablement le problème de l'avenir de nos retraites ? N'a-t-elle pas en définitive plus d'inconvénients que d'avantages ?

Appréciation économique de la retraite par capitalisation

La retraite par capitalisation présente un certain nombre de défauts intrinsèques. De plus elle ne résout pas les problèmes nés de la «crise» économique et du vieillissement démographique. Enfin les avantages qu'elle a sur le

plan éthique peuvent être obtenus de multiples autres façons.

1 - Les défauts intrinsèques

A moyen terme, il n'est pas impossible que le plan d'épargne-retraite cannibalise le plan épargne-entreprise qui recueille aujourd'hui l'intéressement et la participation des salariés : en 1995, 17.500 entreprises (1,7 %) employant 4,7 millions de salariés (27 %) avaient un accord de participation et ont versé 15 milliards de F à leurs employés. Cependant la loi Thomas n'a pas suscité sur le moment un grand enthousiasme : «Il faut être vigilant avec la culture profonde d'une entreprise», déclare le directeur des relations sociales de Rhône-Poulenc. «Les salariés sont habitués au plan d'épargne-entreprise et il faut reconnaître que cet outil présente de nombreux avantages», même si les versements demeurent modestes.

D'autre part le risque est grand que l'épargne-retraite entre en concurrence avec les hausses de salaires, ce qui entraînerait des distorsions entre rémunérations du secteur privé. En effet, pour profiter de l'avantage fiscal, les entreprises seront tentées de remplacer les augmentations de salaires par des versements sur l'épargne-retraite de leurs employés (20). Pour les caisses de retraite, cette stagnation de la masse salariale ne ferait que précipiter la crise financière des systèmes de répartition. En France actuellement 8 % de la masse salariale échapperait déjà aux cotisations. Faut-il craindre une «évasion de charges» généralisée à la faveur des fonds de

(19) Mais ils se développent. L'association *Habitat et Humanisme*, dont l'objectif est l'insertion par le logement de personnes défavorisées, a aujourd'hui 800 souscripteurs. Compte tenu des changements de conjoncture, certains promoteurs de fonds solidaires songent à diversifier leurs placements. *Habitat et Humanisme* par exemple a lancé fin octobre 96 la première assurance-vie «solidaire» en partenariat avec la compagnie Avis (filiale de la Dresdner Bank) : de là à passer aux fonds de retraite, il n'y a qu'un pas vite franchi. Autre exemple : le *fonds Insertion Emploi*, créé en 1994 à l'initiative de la CFDT : 90 % de l'épargne sont gérés de manière éthique et 10 % sont investis dans les entreprises d'insertion qui luttent contre le chômage, indique P. Douniol du Centre national des Caisses d'épargne. On retrouve l'idée d'un investissement «en direct» pour soutenir les activités des associations, au lieu d'un simple partage des bénéfices. L'enjeu est d'arriver à mobiliser les comités d'entreprise (une cinquantaine ont souscrit au fonds du Crédit mutuel France-Emploi), l'épargne salariale, les mutuelles et les caisses de retraite. Cf. *Le Monde* du 9 mars.

(20) C'est un peu ce qui s'est passé aux Etats-Unis : «Les patrons avaient utilisé les fonds de pension, à l'époque de la guerre de Corée, pour contourner le blocage des salaires qui venait d'être institué» (selon *Jim Baker*, responsable du lobby de la centrale syndicale AFL-CIO à Washington).

pension ? Sans doute pas, d'autant que l'avantage fiscal est plafonné ; mais, dans la conjoncture de concurrence généralisée et forte, c'est un élément supplémentaire qui s'ajoute à la tendance à la baisse du coût du travail : à terme cette défiscalisation, avantageuse pour l'entreprise certes, peut se révéler un inconvénient pour la nation.

2 - Les problèmes économiques et démographiques

La capitalisation obéit à la logique des marchés financiers, dans la mesure où les fonds récoltés sont placés en valeurs de long terme et, pour le cotisant, bloqués pendant trente à quarante ans. Cela introduit un triple risque :

- risque de rendement : la capitalisation est une épargne-retraite mais non une assurance-retraite et donc l'épargnant n'est jamais sûr de récupérer intérêt et capital ; les fonds de pension ne pourront verser des prestations que si leurs placements rapportent le rendement futur escompté. Cela n'est possible que si les marchés financiers sont équilibrés. Or ils sont de plus en plus volatils, soumis aux flux erratiques des capitaux, à la spéculation et aux faillites qui n'épargnent pas même les sociétés les plus prestigieuses.

- risque de perte en capital : en effet l'épargne-retraite pourrait elle-même provoquer des chocs financiers majeurs ; que va-t-il se passer le jour où les retraités voudront céder leur capital pour financer leur retraite ? (21) Soit les actifs, moins nombreux qu'eux et déjà ponctionnés, ne disposeront pas des liquidités permettant d'acheter leurs biens à un prix satisfaisant et les prix s'effondreront ; c'est la thèse de G.F. Dumont. Soit, comme le remarque J. Bichot, «le rachat porte sur des actifs surévalués, dont le prix baissera ultérieurement lorsque la bulle spéculative éclatera, ce qui signifie que les entrants seront grugés par les sortants... le phénomène de la génération *sacrifiée* peut se manifester en capitalisation comme en répartition».

- risque de gestion : Robert Maxwell, ex-magnat de la presse britannique, avait pioché allègrement dans l'épargne-retraite de ses salariés pour financer ses déficits et masquer ses opérations frauduleuses ; d'où la nécessité de

sérieux garde-fous. Sur des sujets aussi sensibles que la sécurité des fonds des épargnants, le contrôle va devenir un élément aussi décisif que la performance (22).

Au total, la loi Thomas reporte le risque sur le salarié, car le régime mis en place est à cotisations définies (il sait ce qu'il verse), mais non à prestations définies (il ne sait pas ce qu'il touchera). La France aurait pu s'inspirer de l'expérience d'autres pays où la prise de risque sur les marchés est assumée par l'employeur.

Il est évident, d'autre part, que la capitalisation ne résoud pas durablement le problème de la baisse des retraites due au vieillissement démographique. Pour que le rachat des titres accumulés sous forme de PER se fasse bien, il est nécessaire qu'il y ait une demande solvable importante, i.e. soit un nombre d'acheteurs de plus en plus important (ce qui n'est pas le cas, même si on raisonne au niveau européen) (23), soit des acheteurs de plus en plus riches (ce qui est de plus en plus improbable, étant donné la nouvelle donne de la croissance).

(21) L'épargne acquise par le salarié dans son PER reste bloquée jusqu'à la retraite. La «sortie» peut être effectuée de deux façons : soit sous forme de rente, avec possibilité de reversion au conjoint ou aux enfants ; soit sous forme de capital et de rente, le montant du capital reversé ne pouvant excéder ni 20 % des droits acquis, ni 75 % du plafond de la Sécurité sociale, soit 123.480 F en 1997. Cependant, la sortie pourra se faire exclusivement en capital si le montant de la rente annuelle est inférieure à une valeur fixée par arrêté ministériel.

(22) La part que les fonds de pension doivent consacrer aux actions est l'objet d'un débat : d'un côté, les actions sont les produits les plus rentables à long terme et sont donc à conseiller aux jeunes épargnants. De l'autre, les obligations, notamment d'Etat, garantissent un capital et sont moins soumises aux aléas des marchés financiers. De plus, les Etats veulent faire financer par les futurs retraités leurs déficits publics et leurs entreprises nationales ; ainsi ils prospèrent, dans leur réglementation, les obligations et actions étrangères sous prétexte qu'elles font courir un risque de change excessif. Ce ne sera plus le cas au sein de l'Union européenne. Les Américains, quant à eux, choisissent actuellement la performance : 60 % des fonds sont investis en actions (contre 45 % seulement en 1990). Les salariés américains ont cependant droit à deux retraites, une première équivalente à un certain % du dernier salaire, une seconde qui dépend de la performance de l'épargne-retraite constituée par le salarié. Ex. chez Gillette : la retraite de base est d'environ 50 % de leur dernier salaire ; s'y ajoute un plan d'épargne-retraite sur lequel les salariés peuvent verser jusqu'à 15 % de leur salaire. L'entreprise abonde les versements des salariés de 50 %, mais en versant exclusivement des actions Gillette. Evidemment, la retraite finale dépendra de l'évolution du cours de l'action Gillette ; or il se trouve qu'il a été multiplié par douze en dix ans, trois fois mieux que le Dow Jones. C'est un risque. Actuellement, les salariés ont tendance à investir une part de plus en plus importante de leur salaire-retraite en actions de leur propre entreprise, alors que la règle prudentielle imposée aux fonds d'investissement traditionnels est de ne pas dépasser 10 % de leurs actifs sur une seule société. On mesure mal les multiples tentations que déclenchera le PER, transformant des millions de salariés en millions de spéculateurs.

(23) Les Etats-Unis pour leur part font financer une partie de leurs retraites par les Japonais en leur vendant des titres d'Etat. Mais cela ne devrait pas durer.

3 - *Les qualités éthiques et les avantages économiques de la capitalisation peuvent être obtenus par d'autres modalités d'épargne.*

Pour certains, le PER est un produit d'épargne de plus et non pas un produit de retraite. Il intéressera donc au premier chef ceux qui ont les moyens de profiter de la défiscalisation (24), c'est-à-dire - et une fois de plus - les salariés favorisés. La loi Thomas est donc perçue comme un cadeau fiscal supplémentaire qui ne peut résoudre le problème des retraites.

C'est d'autant plus vrai que d'autres produits d'épargne existent et remplissent très bien leur rôle de «poire pour la soif» au moment de la retraite : en premier lieu l'immobilier (d'où le succès de l'épargne-logement avec 866 milliards d'encours fin 1996), l'assurance-vie (1.916 milliards F d'encours) et le plan d'épargne populaire (583 milliards F d'encours fin 1996) qui permet, contrairement aux autres produits d'épargne, de toucher une rente totalement défiscalisée. D'autres produits existent, mais de portée limitée : les plans d'épargne-entreprise (170 milliards d'encours), les fonds Madelin pour les travailleurs non salariés non agricoles et, pour les fonctionnaires, un mécanisme de retraite supplémentaire qui s'apparente à celui prévu par la loi Thomas, mais dont l'encours est faible (30 milliards).

Pour toutes ces raisons, un grand nombre de spécialistes prédit un avenir très modeste au PER (25) dont la création ne s'imposait pas réellement. L'explication économique est simple : lorsque le «ménage» a un emploi et touche un revenu, son plan de consommation/épargne porte sur sa durée de vie espérée. Au début de sa vie active, il privilégiera la consommation (en particulier de biens durables) et, s'il en a les moyens, continuera une épargne de précaution liquide ; s'il est très prévoyant, il ouvrira un plan d'épargne-logement en vue d'acheter sa résidence principale. Vers la quarantaine, son souci sera de financer les études supérieures de ses enfants. Viendra enfin, mais assez tard, celui de se constituer une épargne supplémentaire de retraite. En résumé, plus un salarié est jeune, moins il se sent concerné par sa retraite.

On comprend, dans ces conditions, que la

mise en place d'une retraite par capitalisation ne mérite pas les foudres des syndicats et des partis politiques de gauche, ni les louanges des parlementaires de droite. Le choc est davantage idéologique (26) et psychologique qu'économique, mais l'on ne peut en attendre une solution au problème des retraites en France.

L'heure des vrais diagnostics et des vraies solutions

La condition nécessaire au versement des retraites est la création de richesses et, pour que celle-ci soit suffisante, il faut ou bien que le nombre d'actifs dépasse nettement celui des inactifs, ou bien que le déséquilibre soit compensé par la croissance de la productivité. On retrouve les deux volets économique et démographique évoqués au début, mais avec un changement de la grille de lecture utilisée par la pensée dominante.

La crise, quelle crise ?

La lecture de la «crise» qu'en fait *la pensée unique* nous paraît totalement erronée. Affirmer qu'il y a crise, c'est dire que c'est un mauvais moment à passer et que l'on peut prendre des mesures de politique économique pour en sortir. Or il est de plus en plus probable, étant donné que *toutes les tentatives* pour venir à bout du chômage et des déficits publics ont échoué, que nous ne sommes pas en crise mais en mutation. Depuis 1973, le PIB a augmenté de 70 % et le taux de croissance s'établit durablement à 2,3 % en moyenne annuelle, soit autant qu'au XIX^e siècle, mais sur une masse de richesses autrement plus importante. Nous assistons en fait à une quatrième révolution technique fondée sur le traitement informatique de l'information (texte, image, son) qui en fait désormais le fac-

(24) Car les versements effectués au titre du PER seront déductibles du revenu imposable du salarié.

(25) J. BICHOT a calculé que, pour assurer une pension moyenne de 2.000 F par mois aux Français âgés de 60 ans et plus, il faudrait affecter à ces fonds la totalité des valeurs mobilières, des plans d'épargne et de l'assurance-vie, soit plus de 7.000 milliards F.

(26) On peut lire dans le programme de L. Jospin : «Le plan Juppé visait, sans la moindre concertation (*vrai*), à remettre en cause la retraite (*faux*). Les fonds de pension votés par la droite vont gravement déstabiliser les retraites par répartition (*faux*) et accentuer les inégalités entre Français (*légèrement peut-être*)».

teur le plus influent de l'activité économique. Cette « explosion » de l'information planétaire a deux conséquences principales :

- elle réduit le monde à un simple clavier informatique, modifie l'environnement des entreprises, favorise l'émergence d'un nouveau lien *horizontal* entre les individus (quelle que soit leur appartenance), provoque ce que Kenichi Ohmae appelle un nouveau « melting pot » (27), substitue les Etats-régions comme acteurs de la croissance économique planétaire aux organisations nationales ou internationales bureaucratiques (ce que l'on commence à voir en France avec le phénomène de « métropolisation ») ;

- elle libère enfin le travail de la machine mais crée de la précarité et de l'exclusion car les mentalités n'ont pas évolué assez vite. Toute notre société a été fondée sur le travail, structurée par le travail et le salariat ; le statut social est lié au travail ; notre religion est celle du travail ; jusqu'à il y a peu, l'homme travaillait toute une vie (37,5 ans), cotisait au prorata et touchait une retraite régulièrement revalorisée. Il n'est pas facile de changer d'habitude ni de mentalité.

Aujourd'hui ce scénario appartient au passé et le modèle de développement doit se transformer. Les maîtres-mots - qui répondent aux transformations évoquées plus haut - sont : décentralisation, ouverture et partage.

Décentralisation : pour s'adapter à l'économie planétaire, les Etats-nations devront à plus ou moins long terme déléguer aux nouveaux centres de croissance que sont les Etats-régions une autonomie opérationnelle, réelle et accrue.

Ouverture : l'Afrique pourrait donner à la France une chance d'exister mondialement ; faire de l'Afrique un véritable marché, c'est lui donner à terme un immense champ d'expansion qui pourrait égaler le rôle que joue l'Amérique latine pour les USA ou l'Asie pour le Japon. Et tout le monde trouverait avantage à ce que l'Afrique devienne enfin un solide partenaire économique, au lieu d'un continent sous perfusion (28).

Partage enfin : c'est l'urgence de court terme, au moment où, ô paradoxe, l'Etat se délite sous les coups de boutoir de l'ultralibéralisme. W.

Hutton (dans son livre *The State we're in*) décrit la société américaine comme une société à trois vitesses : 30 % de précarisés, 30 % de défavorisés et 40 % de privilégiés. En France, nous n'en sommes pas loin (29). Un pays peut-il durablement survivre si l'exclusion (et la précarité) des pauvres vont croissant ou même se stabilisent au niveau d'aujourd'hui ? Evidemment non. Comme le dit G. de Gaulle-Anthonioz, présidente d'ATD-Quart Monde : « Nous pensons qu'il faut aller plus loin, en particulier dans le recours à la solidarité nationale ».

A court terme, ce qu'il y a à partager, ce sont les privilèges. Par deux fois les gouvernements de droite (MM. Balladur et Juppé) ont voulu réformer les régimes spéciaux de retraite des agents de l'Etat ; mais ils y ont renoncé finalement, sous la pression des cheminots. Or la situation des régimes de retraite des fonctionnaires et des agents des entreprises publiques n'est pas tenable à long terme (30). Une mise aux normes sur le régime des salariés du secteur privé est nécessaire et possible, à condition de ne pas agir dans la précipitation *ni dans le secret*. On ne réalise pas une réforme de cette ampleur contre les intéressés.

Etant donné la faible incitation que la réduction/suppression des charges a sur la création d'emplois, *une deuxième réforme pourrait consister à réintroduire les charges patronales (maladie et retraite) dans les salaires.* Les profits, mesurés par des indicateurs comme le taux

(27) K. OHMAE, *De l'Etat-nation aux Etats-régions*, Dunod, 1996.

(28) Cela nécessiterait une modification radicale de la politique actuelle d'aide de la France. La morale y trouverait son compte au même titre que l'intéressé ; cf. S. BRUNEL, *Le gaspillage de l'aide publique*, Seuil, 1993.

(29) Selon l'Office statistique des Communautés européennes, l'Europe des Quinze compterait cinquante-sept millions de pauvres (vivant en dessous du seuil de pauvreté) ; un tiers de ceux-ci travaille (les bas salaires), un autre tiers est à la retraite et le tiers restant est soit inactif (19 %), soit au chômage (13 %). Cité par *Le Monde*, 18 mai 1997.

(30) C'est le cas d'autres pays comme l'Italie par exemple. Massimo d'ALEMA, secrétaire du Parti de la gauche démocratique, déclarait le 19 mai que « le pays ne peut se permettre de payer des retraites aux fonctionnaires qui ont cinquante ou cinquante-deux ans, qu'elles sont indéfendables pour une gauche qui ne doit pas renoncer aux principes d'égalité ni défendre les privilèges corporatistes ». On retrouve les mêmes principes éthiques dans la doctrine sociale de l'Eglise. En France il faudrait avoir le courage d'aligner le régime de retraite des nouveaux fonctionnaires sur le régime général, sans toucher cependant au statut de la fonction publique.

de profit ou la part des profits dans la valeur ajoutée, n'ont jamais été aussi élevés que maintenant : la hausse est régulière depuis 1974 ! de là à dire que les entreprises sont les grandes gagnantes de la « crise »... il n'y a qu'un pas (31).

On peut enfin remarquer, mais la liste des réformes possibles n'est pas épuisée, que la véritable inégalité concernant les retraites est celle liée... à l'espérance de vie : à quoi sert d'accumuler une retraite si l'on meurt à soixante ans ? Cela pose le vrai problème des inégalités, devant les soins et devant la mort.

Le volet démographique - C'est toute une thèse qu'il faudrait pour démontrer que la cause principale des maux dont souffrent nos sociétés occidentales (et maintenant le Japon) est le vieillissement démographique. Le grand absent des débats électoraux. Sauvy avait bien noté, en son temps, qu'une population vieille a bien des chances d'avoir un esprit vieux : n'est-ce pas le cas actuellement, où les entrepreneurs ont un visage de rentiers plutôt que de «preneurs de risques» schumpetériens, crispés sur leurs surprofits et leurs pouvoirs, peu enclins à embaucher des jeunes ou à leur faire confiance dans la gestion des affaires publiques ? Avant d'être sociale, la fracture est générationnelle.

Pour en revenir à la démographie, un raisonnement *a contrario* montre que les grandes vagues de croissance économique et de «renouveau», que ce soit au Moyen-Âge ou au XIX^e siècle, sont liées à une croissance démographique forte. Beaucoup de mesures s'imposent pour transformer la «culture de mort» actuelle en «culture de vie» mais, pour le sujet qui nous concerne, il est urgent de mettre en place une politique familiale (promise par le candidat Chirac mais non respectée par le président Chirac) favorisant la natalité ainsi que le libre choix entre le travail et l'éducation des enfants.

Conclusion : quel modèle de société voulons-nous ?

La création par le «plan Juppé» en 1995 de la retraite par capitalisation, à côté de la retraite par répartition, a déclenché une bataille d'idées qui manifeste le clivage idéologique traditionnel en France droite-gauche. Elle n'en méritait pas

tant car elle n'apporte pas de solution aux tendances de long terme de l'économie française, à savoir un taux de croissance économique durablement trop faible pour résorber le chômage et un vieillissement démographique qui affaiblit dangereusement le rapport actifs/inactifs.

Economiquement, la retraite par capitalisation apparaît comme un produit nouveau d'épargne longue, défiscalisée, entrant en concurrence avec des produits similaires, intéressant plutôt les classes privilégiées et risquant, en suscitant une épargne supplémentaire, de réduire encore davantage la croissance et l'investissement. Idéologiquement, elle apparaît comme une solution intrinsèquement individualiste et libérale, puisqu'elle confie en partie le règlement du problème des retraites à l'initiative des personnes et aux ajustements du marché, ce qui est conforme à la philosophie sociale de l'Église prônant la liberté et la subsidiarité. Son seul inconvénient - mais il est de taille - est qu'elle donne une réponse *individuelle* à un problème *collectif* : à court terme un grave problème d'exclusion et de précarité ; à long terme un grave problème démographique.

La question n'est donc pas tant de choisir un régime au détriment d'un autre. Il convient plutôt de faire cohabiter les deux régimes, celui de la répartition pour la nécessaire solidarité entre les générations et les classes sociales et pour assurer à tous une retraite minimale décente, et celui par capitalisation pour permettre à chacun de se prendre en main.

Mais il convient surtout de ne pas prendre la capitalisation pour une solution miracle et donc de ne pas être trop généreux sur ses avantages fiscaux, d'autant qu'elle n'est pas sans risque sur la croissance et la cohésion sociale (32). A vrai dire, la seule solution pérenne au finance-

(31) Franchi par J.K. GALBRAITH qui n'hésite pas à affirmer que les financiers qui nous gouvernent préfèrent le chômage à l'inflation qui, loin de les gêner, renforce leur pouvoir en rendant plus docile la main-d'œuvre et en confortant la stabilité des prix. GALBRAITH rend également les excès de la spéculation le principal responsable des dysfonctionnements du système capitaliste. Cf. son dernier ouvrage : *Pour une société meilleure : un programme pour l'humanité*, trad. J.M. Béhar, Seuil, 1997.

(32) Le risque existe aussi au niveau individuel car le salarié sait ce qu'il verse mais ne connaît que peu avant le départ à la retraite ce qu'il est en droit de toucher. L'avantage est que l'épargne constituée accompagne le salarié s'il quitte l'entreprise ou bien peut être transférée sur un autre plan existant.

ment des retraites est l'essor démographique, la reprise de la natalité conditionnant l'essor économique et donc les retraites : c'est dire qu'il n'y a pas de solution avant cinquante ans (les enfants qui ne sont pas nés depuis 30 ans ne naîtront jamais (33)) et que l'Etat retrouve toute son importance pour mettre en œuvre une politique familiale active et provoquer une révolution des mentalités, afin que le pays «se tourne plus vers la jeunesse que vers la vieillesse» (M. d'Alema) (34).

Quant au court-moyen terme, les catégories favorisées (en termes de revenus, patrimoine, stabilité de l'emploi, espérance de vie...) devront sacrifier de leur confort et de leurs privilèges pour le bien commun. En faire l'économie équivaldrait à terme à opter pour un systè-

me de retraite «à l'anglaise» et pour un système de santé «à l'américaine». Cet avis d'un démographe (35) résume bien la substance l'enseignement social de l'Eglise et s'impose au nom de l'équité inter-générationnelle.

Nicolas BREJON de LAVERGNÉE

(33) Dans : Le vieillissement dans les pays de l'OCDE. Un défi fondamental pour la politique, *Etudes de politique sociale*, n° 20, 1996, l'OCDE invite tous les pays à analyser les mesures prises ici ou là pour contrecarrer les effets du vieillissement et à s'inspirer des plus exemplaires. Enfin !

(34) N'est-il pas proprement scandaleux que l'UNAF ait dû saisir le Conseil d'Etat pour obliger l'Etat à respecter ses engagements (loi des finances 1994) en matière de revalorisation des allocations familiales de 1995 ?

(35) A. PARANT (note 9), p. 31.

Les livres de nos collaborateurs et amis

Jean-Marie PELT

«Le jardin de l'âme»

Ed. Fayard

François BAYROU

«Ils portaient l'écharpe blanche»

Ed. Grasset

Michel DRANCOURT

«L'entreprise de l'antiquité à nos jours»

PUF, coll. Major

Semaines Sociales, 1997

«L'immigration, Défis et richesses»

Bayard Editions / Centurion

Pierre de BOISDEFFRE

«Le lion et le renard»

Ed. du Rocher

Jean-Luc DOMENACH

«L'Asie en danger»

Ed. Fayard

Budapest 1956

«Le commencement de la fin»

Depuis quelque temps, diverses institutions, parmi lesquelles l'*Association pour la Communauté Culturelle Européenne*, présidée par Gilles MARTINET, et l'*Institut d'Etudes et d'Education Européennes*, présidé par notre ami et collaborateur, Jean-Yves CHEVALLIER, se sont attachés à consacrer périodiquement un grand colloque à l'étude d'un moment important de l'histoire européenne. C'est ainsi que des personnalités représentatives des divers pays concernés - universitaires, essayistes, journalistes, hommes politiques,... - ont, au cours des dernières années, échangé leurs témoignages et leurs réflexions sur l'Europe du XIX^e siècle ou sur les conséquences des Traités (Versailles et les autres) qui ont conclu la Première Guerre mondiale. *France-Forum*, associé à ces initiatives, n'a pas manqué de faire écho à ces travaux (n° 311-312 - juillet-septembre 1996).

Fin 1997, sous le titre «1956 : le commencement de la fin» (édition assurée par l'Association pour la Communauté Culturelle Européenne ; on peut se procurer le volume à l'Institut culturel hongrois de Paris), ont été publiés les Actes de la dernière en date de ces rencontres, qui a eu lieu au Sénat les 28 et 29 octobre 1996 pour le 40^e anniversaire du soulèvement hongrois. La participation des *Instituts culturels hongrois, autrichien et polonais*, de nombreux organismes tels que le *Forum du futur* (Jacques Baumel) ou la *Fondation Jean Jaurès*, celle parmi beaucoup d'autres, de personnalités aussi diverses, du côté français, qu'Alain BESANÇON, Stéphane COURTOIS, Pierre DAIX, Jean-Marie et Jean-Luc DOMENACH, Gabriel FARKAS, l'ancien ministre communiste Charles FITERMAN, André FONTAINE, Pierre HASSNER, Dominique MOÏSI, Edgar MORIN, Joseph ROVAN, Paul THIBAUD,... et le rôle éminent joué par notre ami et collaborateur François FEJTŐ dans l'organisation et le déroulement du colloque comme lors de la publication de ses Actes garantissaient la qualité et la richesse des informations, mises en perspective et jugements, rassemblés à cette occasion, sur les épisodes caractéristiques de cette révolution, ses causes, ses conséquences, en Union

Soviétique, dans les «démocraties populaires», en France même, au parti communiste et dans les milieux intellectuels, notamment parmi les «compagnons de route» du P.C. Les interventions de J.M. Domenach, de F. Fejtő, de C. Fiterman, de G. Farkas, entre autres, contiennent à cet égard maintes révélations intéressantes, en particulier sur l'évolution de J.-P. Sartre. Comme l'a noté Gilles Martinet, après la révolution hongroise, le masque a été arraché, il n'a plus été «possible pour l'Union soviétique de faire croire qu'elle était le pays de la *démocratie véritable*».

Mais un des grands intérêts de ce colloque a été aussi de donner à entendre le témoignage de Hongrois ayant joué un rôle dans cet événement de portée considérable. Avec l'aimable autorisation de ses organisateurs, nous avons reproduit ci-après ceux de Janos BOÓR et d'Eugène SUJANSZKI.

Le premier, né à Budapest en 1932, a quitté la Société de Jésus en 1961 avant d'être ordonné. Après des études de philosophie, physique et mathématiques, il enseigne la philosophie des sciences à la Faculté philosophique des Jésuites de Munich. Il est le rédacteur en chef de la revue hongroise MERLEG (Bilan), théologique, philosophique et culturelle, et préside l'Association des journalistes catholiques hongrois.

Eugène Sujanszki, né à Budapest en 1929, après des études à l'Ecole militaire de Nagyvarad, a été combattant volontaire sur le front en 1944 et 1945 et prisonnier des troupes soviétiques. Il doit interrompre ses études de pharmacie après avoir refusé d'adhérer au «Mouvement de la Jeunesse communiste». Il organise un groupe de résistance clandestine et fuit la Hongrie après le soulèvement de 1956. Il reprend ses études en France, devient chimiste et fonde en France dès 1957 l'Association des combattants hongrois de la liberté.

Ces deux récits sont précédés d'une étude sur les origines lointaines de la révolte de 1956, spécialement réalisée pour *France-Forum* par Jean-Yves CHEVALLIER qui a pris une part active à la préparation de ce colloque, et présidé sa dernière séance.

La révolution hongroise de 1956

hier et aujourd'hui

par Jean-Yves CHEVALLIER

«*Mon mal vient de plus loin...*»

I

C'est par ces mots arrachés au plus secret de son âme que Phèdre, à l'acte I, scène IV, de la pièce de Racine qui porte son nom, commence le récit de son amour fatal pour Hippolyte. Dès lors, la tragédie n'est plus que l'implication et le déroulement de cette mortelle passion.

Sur un autre plan, celui de l'histoire, ce qu'on a tout de suite appelé, fort justement, «la tragédie hongroise», l'insurrection de Budapest d'octobre à novembre 1956, mérite, à notre sens, d'être expliquée en remontant à des causes plus lointaines que celles retenues habituellement. Là aussi le mal venait de plus loin. Il venait, en effet, originairement du déséquilibre des alliances des vainqueurs de 1945, Américains et Anglais d'une part, Soviétiques de l'autre. Aucun Etat de l'Europe continentale n'avait eu droit à la parole dans la préparation de la victoire et de l'après-guerre : le déséquilibre dont nous parlons, tenait dès lors moins aux différences de poids des armées en présence qu'aux disparités de leur conduite et de l'ordre de la bataille. En effet, à partir de la réussite avérée du débarquement en Normandie (percée d'Avranches, fin juillet 1944), la libération du continent par les Alliés occidentaux ne cessera de s'étendre, malgré la défense acharnée des Allemands, jusqu'à leur arrivée devant le Rhin, à la frontière même de l'Allemagne, dans les derniers jours de mars 1945. Là vont se préciser les divergences politiques et stratégiques entre les conceptions de Churchill et de Montgomery, désireux de pousser l'offensive «le plus à l'Est possible», et d'abord en direction de Berlin, et celles d'Eisenhower visant à détruire totalement la puissance militaire allemande en coopération avec l'allié de l'Est, la Russie soviétique dont les armées avancent depuis l'été 1944, tel un rouleau compresseur, sur un front allant de l'isthme de Carélie au sud des Balkans, mais non sans avoir effectué

une pause tactique devant Varsovie insurgée (août-septembre 1944).

L'Allemagne est prise dans un étau. Front de l'Est, front de l'Ouest, sans oublier le front italien comme on avait tendance à le faire à l'époque en parlant de l'ouverture d'un «second front», pour évoquer le débarquement à l'Ouest, alors que la guerre se déroulait aussi en Italie, depuis le débarquement en Sicile de l'été 1943. Et la stratégie adoptée pour amener ces armées des différents fronts à obtenir la victoire sur l'ennemi, dont il a été dit et redit, depuis la conférence de Casablanca entre Churchill et Roosevelt de janvier 1943, qu'elle résulterait de la *capitulation sans conditions de l'Allemagne et de ses alliés*, notamment l'Italie, est porteuse de déséquilibre.

Cette exigence irrévocable de capitulation sans conditions, qui est une exigence personnelle de Roosevelt, pourrait susciter pas mal d'observations et elle fait l'objet d'enquêtes et de critiques dont un livre comme celui d'Anne Armstrong (1) constitue un bon inventaire. Cependant en examiner le bien ou le mal fondé, en supputer les conséquences serait faire diversion à notre propos actuel. La capitulation sans conditions a été énoncée comme une règle de guerre *ne varietur* et l'on doit reconnaître qu'elle s'imposait bien à une coalition hétérogène, qui pouvait être tentée, surtout dans les derniers mois de la guerre, par des retournements plus ou moins politiques.

Il s'agit là d'une logique de l'action et de l'action guerrière que Clemenceau avait pratiquée lui aussi (dans des circonstances d'ailleurs beaucoup moins favorables) quand il s'écriait devant la Chambre des Députés, au lendemain de la paix de Brest-Litovsk en 1917 : «je fais la guerre».

(1) *Capitulation sans conditions* (Inconditional Surrender) Presses de la Cité, 1962.

Une telle logique, dont, encore une fois, on ne discute pas la raison et le pragmatisme, implique une stratégie de guerre sans concession, laissant toute liberté à l'offensive sans ménagement contre un ennemi qui ne vous ménage pas non plus. Il n'est pas interdit de penser que l'exigence de capitulation sans conditions a pu exercer sur l'esprit de Hitler - joueur mais «mauvais perdant», comme l'a bien montré Joachim Fest, un de ses biographes - un effet dévastateur. Logiquement, au terme d'une guerre totale, on doit s'attendre à ce que la défaite le soit aussi.

Mais, même en se donnant la victoire totale comme un impératif, un meilleur discernement dans la façon de l'obtenir n'aurait-il pu être recherché ? Autrement dit, n'y a-t-il pas eu de la part des Alliés occidentaux, et de la part de Roosevelt, le maître du jeu et stratège impérieux de la Guerre Mondiale, des erreurs et des fautes qui ont fait qu'au lendemain d'une victoire totale (les capitulations allemandes des 8 et 9 mai 1945) l'état de l'Europe était tel qu'il justifiait le titre donné par Churchill au tome 6 de ses *Mémoires : Triomphe et Tragédie* (2) ? *Triomphe*, la victoire obtenue sans la moindre concession au vaincu, dont les armées ont été non seulement défaites mais détruites et dont le territoire est entièrement occupé par les vainqueurs. *Tragédie*, parce que le grand allié «libérateur» de l'Est se révèle conquérant, à pied d'œuvre pour dominer, asservir toute cette partie de l'Europe centrale et orientale pour laquelle l'Angleterre et la France étaient entrées en guerre : «La destruction de la puissance militaire de l'Allemagne, écrit Churchill, avait provoqué une transformation radicale des rapports entre la Russie communiste et les démocraties occidentales. Elles avaient perdu l'ennemi commun qui était à peu près leur seul trait d'union. A partir de ce moment, l'impérialisme russe et la foi communiste ne virent et n'assignèrent plus de limites à leur progression et à leur hégémonie ultime» (3). Au mois de mars 1945 (Yalta avait eu lieu en février), Churchill, conscient de la menace soviétique sur l'Europe, envisage aussitôt «les points décisifs et pratiques de stratégie et de politique» qu'il faudrait arrêter pour contenir - déjà ! - cette menace.

«*Primo*, écrit-il, la Russie soviétique était devenue un danger mortel pour le monde libre. *Secundo*, il fallait créer, sans retard, un nouveau

front pour arrêter sa marche en avant. *Tertio*, en Europe, le front devait se trouver aussi à l'Est que possible. *Quarto*, Berlin était l'objectif primordial et véritable des armées anglo-américaines. *Quinto*, la libération de la Tchécoslovaquie par les troupes américaines et l'entrée de celles-ci à Prague revêtaient une importance considérable. *Sexto*, les puissances occidentales devaient participer à l'occupation de Vienne et même de l'Autriche, au moins sur un pied d'égalité avec la Russie soviétique. *Septimo*, il fallait mettre un frein aux prétentions agressives du Maréchal Tito envers l'Italie.

Enfin et surtout, il fallait régler tous les grands problèmes opposant l'Orient et l'Occident en Europe, avant que les armées de la démocratie eussent fondu, ou les Alliés occidentaux, cédé la moindre partie des territoires qu'ils avaient conquis ou plutôt, on n'allait pas tarder à pouvoir l'écrire, libérés de la tyrannie totalitaire» (4).

Ces «points décisifs de stratégie et de politique» sont devenus, avec le temps, «des points d'histoire» et l'on peut mesurer aujourd'hui ce qu'il en a été de la résistance à l'impérialisme soviétique. Churchill reconnaissait, dans le même texte, qu'il avait fallu deux ans pour que cette hégémonie se heurte à une volonté aussi puissante que la sienne (la doctrine Truman et le plan Marshall sont de 1947) (5) : deux années pendant lesquelles furent mis en place les régimes communistes dans les pays occupés par l'Armée rouge.

Une meilleure stratégie militaire et politique des Anglo-Américains dans la conduite de la phase finale de la guerre finale eût-elle pu atténuer les malheurs de l'Europe centrale et orientale pendant le temps nécessaire à l'éveil d'une conscience politique mieux avertie chez les Alliés occidentaux et principalement chez les Américains ?

Il est vraisemblable que le *containment* eût limité en partie l'expansion soviétique en Europe de l'Est inaugurant une hégémonie qui allait perdurer pendant quarante-cinq ans.

Est-ce à dire, toutefois, que dans ces conditions,

(2) Ed. Plon.

(3) *Triomphe et Tragédie*, p. 112. Quelques lignes plus haut on pouvait lire : «je me déplaçais au milieu de foules hurlant leur joie, je m'asseyais à une table ornée des félicitations et des bénédictions venant de tous les pays de la Grande Alliance, le cœur douloureux et l'esprit accablé de pressentiments».

(4) *Ibid.*, p. 112-113.

(5) *Ibid.*, p. 112.

en Hongrie, par exemple, un régime communiste ne se fût pas installé au lendemain de son occupation par l'Armée rouge ? (Budapest n'était pas désigné par Churchill au nombre des points décisifs et stratégiques qu'il fallait tenir). Nous ne le prétendons absolument pas, mais nous pensons qu'avec un *containment* commencé plus tôt, dès le printemps 1945 (le passage du Rhin avait eu lieu dans les derniers jours de mars), l'emprise soviétique sur les pays de l'Est eût été moins étendue et cela n'aurait pas été sans conséquences à l'heure notamment de la déstalinisation.

II

La guerre contre l'Allemagne que l'Angleterre avait été seule à mener pendant toute une année, de l'armistice franco-allemand de juin 1940 à l'attaque de Hitler contre la Russie, le 22 juin 1941 (sans oublier toutefois la Grèce et la Yougoslavie agressées pendant cette période par l'Italie, puis par l'Allemagne venant à l'aide de son alliée) n'avait pu être que défensive. Les Etats-Unis s'y trouvant impliqués après l'attaque de Pearl Harbour, et voyant bientôt les Japonais conquérir une partie de l'Asie du Sud-Est et des îles du Pacifique, décidèrent néanmoins de porter leur principal effort militaire en Europe où la Russie soviétique tenait l'Allemagne en échec. Ainsi, l'ennemi numéro un serait attaqué sur deux fronts. On s'occuperait du Japon après.

En fait, comme nous l'avons rappelé, il y aura trois fronts en Europe, le deuxième ayant été créé avec le débarquement américain en Afrique du Nord de novembre 1942. Mais on sait qu'à l'origine ce front méditerranéen n'entraînait pas dans les vues de l'Etat-Major américain qui donnait la préférence au débarquement en Europe. Si cette opération n'eut lieu qu'en juin 1944, relativement tard par rapport aux plans initiaux, c'est qu'elle était la plus risquée et Churchill, quant à lui, avait tout fait pour la différer, préférant une attaque de l'Allemagne par le Sud de l'Europe, suivie d'une offensive sur Vienne, à l'exemple de la campagne d'Italie de Bonaparte en 1796. Il est évident que cette stratégie (même si on pouvait se rappeler que Churchill avait été l'instigateur en 1915 de la malheureuse expédition des Dardanelles) avait aussi un but politique qui était de ne pas laisser l'Armée rouge seule puissance occupante dans les Balkans

et en mesure d'intervenir en Grèce, l'un des domaines réservés de la politique extérieure britannique. Préparée par le général Alexander, soutenue par le général Juin, vainqueur en Italie au printemps 1944, cette offensive vers le Tyrol restera à l'état de projet et le débarquement en Provence d'août 1944 lui fut préféré.

On est en droit de penser que ce fut une première faute politico-stratégique dans la conduite de la guerre contre l'Allemagne hitlérienne, mais c'était une faute au niveau de la conception ou des projets. Plus grave sera la faute - ou l'erreur - quand il s'agira de l'exécution du plan de la dernière bataille livrée en Allemagne. Les historiens sont d'accord pour constater que les Alliés Anglais et Américains avaient la possibilité d'aller au-delà de l'Elbe et d'atteindre les buts stratégique-politiques que constituaient Berlin, Prague et Vienne. «A partir du 1er avril, écrit l'un d'eux, Pierre Miquel, commence la bataille d'Allemagne : le 2, les dix-huit divisions allemandes de Model sont enfermées dans la Ruhr par les 1^{re} et 9^{re} armées américaines. Bradley, avec trois armées, reçoit alors l'ordre de foncer, non sur Berlin, mais vers le centre de l'Allemagne selon l'axe de progression Erfurt, Leipzig, Dresde. Il doit rejoindre l'Armée rouge sur l'Elbe. Les Français, avec Devers, marcheront sur l'Autriche, cependant que les Anglais, au nord, prendront les postes de la Belgique. Pourquoi cet abandon de Berlin ?... Continuons : «Le 14 avril, Model ayant refusé de se rendre», la «poche» de la Ruhr est pilonnée par l'aviation et coupée en deux par les forces alliées qui font, d'un coup, 310.000 prisonniers. Model s'est suicidé, mais 30 généraux figurent parmi les captifs. Les Alliés n'ont donc aucune raison de ne pas lancer, à leur tour, une offensive sur Berlin : ils en ont les moyens militaires. Mais il leur manque la volonté politique» (6). On peut expliquer ces fautes stratégiques, qui sont en réalité des fautes politiques dont la responsabilité se situe au plus haut niveau. Le 14 avril 1945, la «volonté politique» qui dirigeait la guerre était depuis deux jours éteinte. Roosevelt était mort et Churchill ne le remplaçait pas. La stratégie d'Eisenhower, commandant suprême, était de détruire les forces ennemies et de remporter une victoire militaire, sans autres considérations, notamment politiques. Il n'avait pas reçu d'ordre à cet effet de celui qui avait autorité

(6) *La Seconde Guerre Mondiale*, p. 589, 592. Ed. Fayard.

sur lui : le Président des Etats-Unis ou même le général Marshall, chef d'Etat major, qui conduisait la guerre du même point de vue technico-militaire, comme on le leur avait probablement enseigné à West-Point. A moins que ces grands chefs n'aient commis une erreur d'appréciation sur les véritables intentions de l'ennemi, en redoutant que les dernières forces militaires allemandes ne se regroupent dans le réduit alpin, comme dans le donjon d'un château-fort, hypothèse courante à l'époque, mais dont on peut supposer qu'elle n'était pas retenue par les services de renseignement du commandement allié.

Ces erreurs stratégiques sont imputables à un défaut de vision - et de volonté - politiques. Churchill, lucide et qui avait l'esprit européen, n'a pu ni peut-être se faire partager le point de vue opposé. Il s'y emploiera de nouveau auprès de Truman et même, en 1946, auprès de l'opinion américaine avec le discours de Fulton. Mais d'une certaine façon il était trop tard et la guerre froide allait prolonger la deuxième guerre mondiale jusqu'à ce que l'effondrement du communisme, dont l'insurrection hongroise de 1956 est un des prodromes, vienne mettre un terme à ce qui aura été une aventure de l'impérialisme russe.

III

La faute diplomatique est du même ordre et recoupe la faute stratégique. C'est une faute *politique* que l'on peut situer à la même période, dans les premiers mois de l'année 1945, en particulier dès la conférence de Yalta du 4 au 11 février 1945, entre Churchill, Roosevelt - déjà bien malade - et Staline, puissance invitante.

Cette erreur a été de ne pas s'assurer fermement de la légitimité des régimes qui seraient mis en place dans les pays libérés de la domination allemande par l'Armée rouge, et de leurs gouvernements satellites. En disant *légitimité*, nous entendons bien *légitimité démocratique*, non pas qu'il n'y en ait jamais eu d'autre, mais parce que c'était celle-là qu'il était convenu de restaurer dans les pays de l'Europe centrale et orientale, dont certains, comme la Pologne et la Tchécoslovaquie, avaient été recréés après plusieurs siècles par les traités de Versailles, Saint-Germain et Trianon (7). La restauration, voire l'instauration, de la démocratie et de l'état de droit avait été l'un des princi-

paux buts des Alliés occidentaux, Anglais et Américains en tête, qui se présentaient face aux Etats totalitaires comme «les Grandes Démocraties» mais les Grandes Démocraties étaient flanquées d'un Etat dont le totalitarisme était comparable à celui de leur principal ennemi.

La guerre, certes, et l'état de guerre transforment presque nécessairement un Etat démocratique en «dictature». Mais il y a dictature et dictature : le président Roosevelt n'avait pas le pouvoir d'empêcher le Congrès d'exercer ses droits constitutionnels et il était soumis à réélection. Quant à Churchill, il devait rendre des comptes au Parlement et, après Yalta, ce fut pour lui loin d'être facile... Enfin, l'on sait comment il perdit les élections législatives de juillet 1945 et dut, en pleine conférence de Potsdam céder sa place de Premier Ministre à Clément Attlee. Si ce n'est pas cela la démocratie, qu'est-ce donc ?

Mais, chez les malheureux peuples de l'Europe centrale et orientale pris entre l'Allemagne et la Russie, l'une et l'autre capables de s'entendre à leur détriment, il aurait fallu, pour introniser cette démocratie libérale et fondée sur le droit, l'assortir de garanties plus réelles que le seul droit d'entrer dans la grande famille des Nations-Unies, même si ce n'était pas négligeable. Dans de telles situations après la guerre de 1939-1945 comme après celle de 1914-1918, on atteint vite, il est vrai, les limites du Droit. L'histoire de l'Europe de l'entre-deux-Guerres a été celle d'une succession de pertes de garanties. Il serait fort instructif d'en démêler l'écheveau : on y verrait, par exemple, la France perdre autant de garanties qu'elle en donnait sans être vraiment certaine de pouvoir les assurer, alors qu'aurait dû prévaloir la recherche d'un équilibre prenant en compte toutes les Puissances. En 1945, dans les derniers mois d'une guerre dont l'issue ne laissait aucun doute, une nouvelle carte de l'Europe allait être dessinée dans laquelle l'Allemagne, occupée dans sa totalité par ses quatre vainqueurs, serait divisée en quatorze zones et son territoire, fortement entamé à l'Est, parce que, *dès Yalta, Staline avait tracé le premier trait*

(7) Si la frontière occidentale (avec l'Allemagne) de la Pologne fut à peu près délimitée par le Traité de Versailles, sa frontière orientale le fut par le Traité de Riga, en 1921 au lendemain de la guerre polono-russe de 1920. Quant à la Tchécoslovaquie, dont l'indépendance avait été proclamée à Prague dès le 28 octobre 1918, elle prit part aux Traités de paix de Saint Germain et de Trianon - dont on sait combien ils furent dommageables à l'ordre de paix européen.

de cette nouvelle carte de l'Europe en marquant fermement la frontière orientale de la Pologne.

Il est habituel d'évoquer «le partage de l'Europe» qui aurait été décidé entre les trois grands Alliés lors de cette conférence. En réalité, Yalta fut d'abord et principalement l'acceptation par Roosevelt et Churchill de la frontière entre la Russie et la Pologne imposée par Staline de façon prioritaire. Ce fut ensuite, toujours concernant la Pologne, l'acceptation, elle aussi imposée par Staline, du gouvernement de Lublin, gouvernement satellite, pour ne pas dire fantoche, composé de membres du parti communiste polonais dévoués à l'URSS comme il en existait alors partout en Europe et dans le monde. Yalta, ce fut donc la détermination de la carte politique de l'Europe orientale et centrale à partir d'une ligne - la ligne Curzon, très proche de la ligne Ribbentrop-Molotov d'août et septembre 1939 - qui, déplaçant la frontière de la Russie et de la Pologne, contraignait aussi à déplacer la frontière occidentale de celle-ci sur la ligne Oder-Neisse - Neisse occidentale, précisons-le - malgré les réserves formelles de Churchill sur ce dernier point. Ce deuxième tracé de frontières, qui affectait l'Allemagne prussienne, sera entériné à Potsdam en l'été 1945.

Ces modifications de frontières intervenant à la suite d'une guerre implacable déclenchée par Hitler, dans le but de conquérir pour le peuple allemand un espace où il dominerait des peuples jugés inférieurs, sont de l'ordre de la *Realpolitik* ou même de la politique tout court, et l'on peut comprendre qu'après une pareille confrontation se produisent des changements de frontières - mais aussi des déplacements de populations - dans une partie aussi mouvante, historiquement, de l'Europe. Mais l'abandon programmé du gouvernement légitime de la Pologne en exil à Londres, au profit d'un gouvernement satellite, était une faute diplomatique, c'est-à-dire politique, qui ne pouvait que faciliter l'entreprise en cours de communisation des pays libérés, certes, mais occupés par l'Armée rouge. Dès Yalta, il aurait fallu tenir bon sur l'Etat de droit et les principes d'une démocratie authentique, même si cela n'aurait vraisemblablement pu empêcher l'instauration de régimes communistes dans les pays occupés par l'Armée rouge.

Si la résistance au communisme des Alliés occidentaux avait commencé plus tôt, cela n'aurait probablement pas été non plus sans conséquences,

au moment où, après la mort du tyran, le desserrement du joug stalinien dans les pays du glacis pouvait laisser espérer une libération - laquelle, à défaut, se fera attendre plus de trente ans.

IV

On ne refait pas l'histoire, pas plus qu'on ne refait sa vie passée. Mais on peut toujours prendre conscience, c'est-à-dire mieux connaître, reconnaître et comprendre. Ce faisant, on pourra toujours dire : si j'avais su ! Mais il sera bon de se demander aussitôt pourquoi je n'ai pas su ou souvent, pourquoi je n'ai pas voulu savoir. Pourquoi, par exemple, le président Roosevelt, grand homme d'Etat et grande figure de l'histoire, n'a-t-il pas su, et, encore moins, voulu savoir, alors que les moyens d'information ne lui manquaient pas, que Staline, «l'oncle Joe», était un redoutable tyran ? Pour le savoir il faudrait entamer une autre recherche portant sur les mentalités et l'esprit du siècle, complaisant au progressisme dans tous ses aspects. Il faudrait revoir, par exemple, la série cinématographique des «Pourquoi nous combattons», réalisée par le grand metteur en scène Frank Capra à la demande du gouvernement américain, pour instruire les *boys* partant en croisade («Croisade en Europe», c'est justement le titre des mémoires du général Dwight Eisenhower, dont nous avons vu qu'en ne voulant pas faire de politique, il en faisait quand même). La guerre et la paix impliquent souvent une même vision du monde. Il faudrait donc s'interroger sur les conceptions de l'après-guerre, c'est-à-dire de la paix, qui pouvaient être celles des Alliés occidentaux. Pour unie et fraternelle qu'elle ait été l'alliance des Anglo-Saxons n'en recelait pas moins des différences et des divergences qui tenaient d'abord au fait que les Anglais étaient des Européens (et non pas seulement d'origine) et qu'ils avaient de la politique européenne une conception historique traditionnelle, fondée sur la notion d'équilibre des puissances du continent, sinon de leur division harmonique. Voyant l'Europe de plus loin, les Américains en revenaient toujours à une organisation de la paix dont la S.D.N. avait été le prototype peu concluant, certes, mais susceptible d'amélioration. *L'Organisation des Nations-Unies* devait aussi, dans l'esprit de Roosevelt, éloigner définitivement les Etats-Unis de la tentation isolationniste, constante dans leur histoire. Mais ce serait une erreur de croire que

Roosevelt ne s'intéressait guère à la carte politique de l'Europe et qu'il aurait été l'initiateur du «partage» du continent et de ce qu'on appellera plus tard dans un esprit entaché de neutralisme «la politique des blocs». La réalité est moins simple et l'on aurait tort de prendre pour argent comptant une explication du genre de celle proposée par le sociologue et historien Laszlo Nagy. «Il ressort», écrivait-il, en effet, non sans une apparente naïveté, dans un livre publié en 1968 lors du «printemps de Prague», «que Staline accordait personnellement une grande importance à la définition sans équivoque des buts de guerre. C'est lui qui souleva, dès 1941, d'une manière systématique, devant ses interlocuteurs occidentaux, le problème d'un remaniement, aussi inévitable qu'indispensable, de la carte. Apparemment, Churchill partageait le goût du Géorgien pour ce genre de conversation. Roosevelt préférait avoir recours à des formules aussi vagues que *rétablissement des libertés, droits des petites nations, assistance aux peuples qui ont tant souffert*»... (8).

L. Nagy fait sans doute allusion à l'entretien entre Staline et Churchill, lors du voyage de ce dernier à Moscou en octobre 1944, au cours duquel les deux hommes discutèrent des zones respectives d'influence des Russes et des Britanniques dans les Balkans et en Grèce. Churchill avait exprimé cela en inscrivant des pourcentages sur un bout de papier qu'il remit à Staline en lui demandant tout de même s'il ne trouvait pas un peu cavalier, de la part d'hommes d'Etat, de disposer ainsi du sort des peuples sans les consulter. En tout cas, la suite des événements devait prouver, en Roumanie et en Grèce, par exemple, que les attributions respectives de 80 % avaient été bien comprises, ici par les Russes, là par les Britanniques. Rien, certes, n'obligeait Churchill à confesser cette diplomatie secrète et cynique et le résultat fut, qu'à l'exception des politiques et des historiens avertis, l'opinion internationale n'a cessé d'attribuer au soi-disant «partage de Yalta» le pourcentage de Moscou. D'autre part, s'agissant d'«ouvrages de témoins directs», sur l'action diplomatique des trois grands Alliés de la guerre contre l'Allemagne hitlérienne, on ne saurait trouver plus authentique témoin - parce que présent - et de mieux informé que Jean Laloy (bien connu des lecteurs de *France-Forum*), auteur d'un *Yalta hier, aujourd'hui, demain*, paru en 1988 (9). Un témoignage qui voulait être un testament.

Témoignage, *Yalta hier...* car Jean Laloy, diplomate de carrière et russophone, avait été à Yalta comme, trois mois plus tôt, il avait accompagné le général de Gaulle et Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, à Moscou. Testament, *Yalta aujourd'hui et demain...* l'auteur à la fin de sa vie entrevoit l'avenir de l'Europe se dessiner avec des traits qui ne seront plus tout-à-fait ceux dans lesquels cette conférence avait enfermé toute une partie de l'Europe pendant quarante-cinq ans. Pour lui, *aujourd'hui* (c'est-à-dire en 1988), l'échec du communisme qui se profile à l'horizon de l'histoire devrait permettre une action diplomatique, c'est-à-dire politique, qui pourrait être d'autant plus efficace qu'on aura su «tirer les leçons de Yalta». *Aujourd'hui*, il y a en effet du nouveau : le «socialisme scientifique», s'inspirant de Marx et mis en œuvre par Lénine, apparaît à tous, non seulement comme dépourvu de caractère «scientifique, mais, tout simplement comme inefficace, incapable d'accomplir les promesses des grands fondateurs. Honni dans tous les pays européens où il a été introduit de force après 1945, il devient rapidement une pure tyrannie dans les pays sous-développés où il a pu prendre pied.» (*Yalta* p. 161). Dès lors, il ne s'agit pas du tout, dit Jean Laloy, en conclusion de son livre écrit à l'époque des réformes tentées par Gorbatchev d'envisager «une nouvelle conférence de Yalta»... Il s'agit de voir si l'évolution en cours en URSS, qui est loin d'être parvenue à son terme et dont on ne connaît pas encore le sens profond, peut donner quelque chance à un règlement européen, progressant par étapes dans le maintien de l'équilibre actuel des forces, mais orienté vers autre chose qu'un *statu quo* préparant une division, à la fois malsaine et dangereuse (ibid, p. 172)... A défaut de réfléchir à ce qui pourrait et devrait se passer (dans ce qu'on appe-

(8) *Démocraties Populaires. Du bloc soviétique au communisme des patries* - Ed. Arthaud, 1968, p. 34-35.

Cet ouvrage avait le mérite de prendre acte de l'échec de la doctrine marxiste-léniniste dans les régimes imposés depuis vingt-cinq ans dans les pays de l'Est européen et d'envisager une issue à cette histoire. «Le communisme des patries, dans lequel nous verrions plutôt une formule sans beaucoup de signification, en était peut-être une. Quoi qu'il en soit, la conclusion de ce travail important nous paraissait déjà, à l'époque, excellente : «Dans les démocraties populaires européennes, le défi communiste nous apparaît comme irrévocablement dépassé par cette histoire au nom de laquelle il fut lancé. Le défi n'est ni communiste, ni capitaliste, ni soviétique, ni américain. L'avenir appartient au système social politico-économique qui parviendra à concilier les exigences, apparemment contradictoires de la prospérité, de la justice sociale et de la liberté.» (p. 364).

(9) Ed. Robert Laffont, 1988.

lait «l'Autre Europe» et l'URSS) on risque de perdre toute maîtrise sur les événements, les bons s'ils se confirment, les mauvais si l'on veut pouvoir leur opposer une résistance efficace - non pas : *Sortir de Yalta*, mais *Tirer les leçons de Yalta!* (ibid, p. 173). Or, pour tirer les leçons d'une chose, il convient d'abord de la bien connaître dans sa réalité objective et souvent complexe. C'est à quoi s'était employé Jean Laloy dans son livre, montrant avec une parfaite clarté ce qu'a été Yalta, ce qui l'avait précédé et ce qui l'a suivi. Son jugement est que, si Roosevelt surtout et Churchill aussi ont manqué de clairvoyance (10), il était difficile de mieux faire en février 1945, lors de la Conférence de Crimée, puisque «de juillet 1941 jusqu'à 1945, Staline n'avait jamais rencontré de résistance ferme à ses projets concernant la Pologne, projets qui permettaient pourtant de pressentir la nature de sa politique, aussi bien dans les pays voisins de l'URSS, ennemis ou amis, qu'en Allemagne». «De 1941 à 1944, ajoute Jean Laloy, l'absence d'un *second front* a paralysé les dirigeants occidentaux. Ils n'ont jamais osé rappeler à Staline qu'en mai-juin 1940, il n'y avait pas de *second front* à l'Est de l'Europe, ni surtout que, à partir de décembre 1941, le front du Pacifique était un *second front* préservant l'URSS de toute menace japonaise sur les provinces soviétiques d'Extrême-Orient. Il est difficile de comprendre ce que Roosevelt et Churchill craignaient exactement. Eux-mêmes, sans doute, n'auraient pu le dire. Mais, étant donné le précédent d'août 1939, l'éventualité d'un mauvais coup de Staline ne pouvait être totalement éliminée.» (ibid, p. 156-157). Ce jugement, qui est, encore une fois, celui d'un diplomate professionnel et d'un esprit remarquable dans les premiers mois de 1945, semble conforter notre thèse qui situe l'origine des malheurs qui ont frappé l'«Autre Europe» après la Seconde guerre mondiale : c'est à cette époque en effet qu'il aurait fallu, d'une part, pousser «le plus à l'Est possible», d'autre part, enlever à Staline tout espoir de reconnaître le pseudo-gouvernement polonais de Lublin. C'était là, selon nous, le minimum compte tenu des données de la situation militaire et politique à la fin de la guerre en Europe, en même temps que des contraintes d'une alliance qui excluait toute reddition séparée de l'ennemi (clause scrupuleusement respectée par les Alliés occidentaux, par exemple, lors de la capitulation des armées allemandes en Italie).

Il semble cependant que, pour Jean Laloy, au terme de son analyse magistrale, *le mal venait de plus loin dans le temps*, de la fin de l'année 1941 lorsque les Anglo-Américains ont conclu avec la Russie soviétique une alliance à des conditions obscures ou équivoques sur trop de points. Leur réelle faiblesse vis-à-vis de Staline engendrait une certaine complaisance. On retrouvera ce «complexe» tout au long de l'histoire de l'Europe dans la seconde moitié du XX^e siècle.

V

La réédition (complétée) du livre de notre ami et collaborateur François Fejtő, *La Tragédie Hongroise : 1956* (11), à l'occasion du quarantième anniversaire de l'insurrection de Budapest (23 octobre-4 novembre 1956) écrasée par l'armée soviétique avec la complicité des «staliniens» du parti communiste hongrois, est un important service rendu à l'établissement de la vérité sur cet épisode extraordinaire de l'histoire de la Hongrie, de l'histoire du communisme et de l'histoire de l'Europe contemporaine. Il faut savoir, en effet, que ce livre, publié pour la première fois aussitôt après ces événements, avait eu le mérite singulier de fournir à un public français, profondément ému par cette tragédie, l'explication dont il avait besoin. Cette explication tient en un mot, celui que l'on retiendra de la préface, prudente mais sincère, de J.-P. Sartre : *la vérité*. La vérité sur la tragédie hongroise de 1956 ne pouvait se découvrir qu'à travers l'analyse de tous les changements et expériences politiques réalisés durant ces onze et presque douze années chargées de toutes les contradictions inhérentes à une «démocratie populaire» dont le gouvernement agissait sous l'autorité d'un parti unique obéissant à Moscou. Comme l'écrit François Fejtő, l'insurrection nationale hongroise de 1956 ne peut être comprise si l'on méconnaît «la situation faite à la Hongrie de 1945 à 1956» comme d'ailleurs aux autres «démocraties», découle du rapport des forces internationales telles qu'elles s'affrontèrent à l'issue de la guerre,

(10) On notera qu'en plusieurs passages de son livre J. Laloy fait état des observations clairvoyantes du diplomate américain C.E. Bohlen, assistant du Secrétaire d'Etat, expert en affaires soviétiques qui, dès la conférence de Téhéran (nov. 1943) avait eu un bon «aperçu des vues soviétiques sur l'Europe d'après guerre» (p. 64).

(11) Ed. Horay.

puis durant la guerre froide» (*La Tragédie hongroise* p. 27). En d'autres termes (cf le chapitre I «*Naissance d'une démocratie populaire*») les Etats et nations de l'Europe de l'Est étaient, si l'on peut dire, condamnés à devenir des démocraties populaires au sein d'un équilibre européen dans lequel la Russie soviétique victorieuse de l'Allemagne, autre puissance hégémonique, prenait une place prépondérante. On peut même penser, selon F. Fejtő, que «la plupart des pays de l'Europe centrale, et particulièrement la Hongrie, se trouvant à la Libération dans un état d'effervescence frôlant la guerre civile, celle-ci aurait été empêchée par la présence des troupes soviétiques». «En effet, ajoute F. Fejtő, les régimes d'après en Europe centrale se sont presque tous établis sur ce que j'appellerais un *refoulement de la guerre civile*. Un refoulement, oui, car la révolution politique et sociale aurait éclaté sans la présence de l'armée russe. L'histoire nous apprend que ce refoulement de 1945, n'attendait qu'une occasion pour se manifester de nouveau.» (ibid, p. 33).

Cela veut dire encore que la *révolution politique et sociale était à faire*, qu'elle eût été opportune et que «la population dans sa grande majorité, loin d'être acquise au fascisme, était manifestement mûre pour l'adoption d'une forme d'Etat et d'économie démocratique, dans le sens occidental de ce terme» (ibid, p. 34). Voici, nous semble-t-il, les données bien établies du drame hongrois. Dès lors, on suivra l'enchaînement des péripéties de l'histoire politique, mais aussi économique et sociale, telle que la présente Fejtő dans les cinq premiers chapitres de son livre, le VI^e et dernier, «*La révolution éclate*», relatant la révolution de 1956.

La clef de cette histoire de 1945 à 1956, qui explique l'échec de la révolution économique et sociale attendue dès 1945 et écrasée par la Russie et le P.C. hongrois en 1956, c'est justement le comportement du parti communiste qui fausse tout du début à la fin pour parvenir au pouvoir et le garder, bien entendu sous la direction de Moscou, «*Divide et Impera*» : toute la politique des communistes en Hongrie, depuis 1945, s'est inspirée de ce principe. Pour consolider leur mainmise, ils ont contraint tous leurs partenaires de la coalition à «s'épurer», jusqu'à ce que les masses aient perdu entièrement confiance en eux, ou plutôt jusqu'à ce que celles-ci fussent suffisamment intimidées pour

ne plus se réclamer d'eux. La fusion des deux partis ouvriers (1948), le procès Mindszenty (janvier 1949) organisé à seule fin de désarmer la résistance de l'Eglise - seul organisme indépendant et résistant dans lequel, en dehors des réactionnaires invétérés, des éléments oppositionnels nullement anti-démocratiques, mais privés de tout autre moyen d'exprimer leur désapprobation à l'égard de la «soviétisation» rapide du pays, avaient uni leurs espoirs -, enfin les élections de mai 1949, auxquelles aucun parti d'opposition ne fut autorisé à participer, marquent les principales étapes de cette évolution politique.» (Ibid, p. 35-36).

Avec les chapitres II et III, relatifs au procès Rajk et à la soviétisation accélérée de la Hongrie qui s'ensuivit, on va de 1949 à 1953, année de la mort de Staline et de la déstalinisation. On lira l'histoire de ces années d'oppression avec le sentiment de l'horreur et de l'absurde. Le 4 juillet 1953, Imre Nagy est nommé Président du Conseil, cependant que Mathias Rakosi, stalinien, reste secrétaire général du Parti. L'expérience Nagy va donc, une nouvelle fois, être «contrecarrée». «A partir de l'été 1953, écrit F. Fejtő, toute la vie politique et économique de la Hongrie porte le sceau de l'ambiguïté inhérente à une direction au sein de laquelle deux tendances, celles du réformisme et du conservatisme stalinien continuent à s'affronter». Nagy avait «contre lui la plupart des hauts fonctionnaires du Parti qui craignaient que la *libéralisation* entamée par le nouveau gouvernement ne débordât rapidement les cadres qui lui étaient fixés» (Ibid, p. 190-191). Rakosi dont il faut lire le portrait physique et moral (p. 202-204) parvint à faire quitter la pouvoir à Imre Nagy (mars 1955), mais ne put éviter la réhabilitation de Laszlo Rajk, réclamée à la fois par l'opinion et à l'extérieur par Tito, que ce procès avait visé naguère tout spécialement. Même si Rakosi essaya de la présenter comme une initiative du parti communiste dans le cadre de la déstalinisation, cette «réhabilitation prononcée par la Cour Suprême, se basant sur une résolution du Parti» (ce système judiciaire vaut d'être rappelé), allait être le détonateur de l'insurrection de Budapest d'octobre et novembre 1956.

C'est alors qu'intervient ce que l'auteur appelle dans son chapitre V, *Prélude à l'insurrection*, «la révolte des intelligences», terme qui désigne un élément de population plus vaste que celui des seuls «intellectuels», dont la tradition révolution-

naire est connue et dont le modèle reste le grand poète Alexandre Petöfi, auteur de *1848 dans le monde - Le printemps des Peuples*, ouvrage publié en 1948 (Ed. de Minuit) lequel faisait suite à une biographie d'*Henri Heine*, intellectuel révolutionnaire, lui aussi, mais d'abord poète, né en Rhénanie (prussienne), il y a deux cents ans (1797), exilé à Paris où il mourut en 1856 et où il est enterré. Ceci dit, l'homme et le héros national de cette Révolution (cf. Chap. V, *La Révolution éclate*) fut incontestablement Imre Nagy.

et le sens du bien commun avant celui du pouvoir et de l'idéologie du Parti : en 1945, comme ministre de l'Agriculture du gouvernement provisoire, et en 1953, on vient de le voir, comme Président du Conseil. En 1956, à l'heure où la réhabilitation de Laszlo Rajk, victime d'un monstrueux procès typiquement stalinien en 1948 était exigée par la population de Budapest et marquait le commencement de la révolution anti-communiste et anti-soviétique, il semblait être vraiment l'homme de la situation (12).

Il aurait pu être «le créateur d'un modèle de socialisme, pluraliste et national, stable et efficace» (*Histoire des Démocraties populaires* - T. II, p. 247 - Ed. du Seuil) - le réalisateur, pourrait-on dire, du rêve du socialiste indépendant qu'a toujours été François Fejtö, auteur en 1980 de : *La social-démocratie quand même* (13).

VI

François Fejtö avait donc toutes sortes de motifs de souhaiter une commémoration digne et en quelque sorte solennelle de la révolution hongroise de 1956. C'est pourquoi il aura été l'initiateur du Colloque des 28 et 29 octobre 1996, qui s'est tenu à Paris, au Sénat, sous la présidence de René Monory et la présidence d'honneur des présidents de la République française et de celle de Hongrie.

Cette commémoration à Paris où l'émotion, il y a quarante ans, avait été très forte, a donné lieu à une sorte de grand examen de conscience auquel ont prit part les milieux politiques, religieux, intellectuels, médiatiques... qui éprouvaient le besoin de revenir sur cet événement capital de l'histoire contemporaine de l'Europe pour en mieux juger aujourd'hui, quand ce n'était pas pour en accepter le jugement. Ainsi des quelques communistes français dont on lira, dans les *Actes* du Colloque, avec des sentiments mêlés, les «analyses» et «confessions politiques», parfois surprenantes, celles-ci n'important pas moins que celles-là à la vérité de cette histoire.

Mais la commémoration de la Révolution hon-

Budapest 1956 : «un souvenir inoubliable» (E. Sujanski)

Pour François Fejtö, il est au cœur de cette tragédie parce qu'il a su comprendre le peuple insurgé et osé proposer au monde la voie de l'indépendance nationale (qui n'aurait pas exclu cependant d'accepter par réalisme géopolitique, une certaine forme d'interdépendance.

Communiste d'origine (il avait passé à Moscou les années de la guerre), mais discrètement, semble-t-il, comme F. Fejtö tient à le faire observer, Imre Nagy s'était montré par deux fois à la hauteur de sa tâche d'homme d'Etat, ayant le souci

(12) F. Fejtö - Portrait d'Imre Nagy, un communiste qui a choisi le peuple, introduction au livre d'Imre Nagy - *Un communisme qui n'oublie pas l'homme* (Ed. Plon 1957). F. Fejtö a été l'instigateur des obsèques solennelles d'Imre Nagy à Budapest en 1988.

(13) Ed. Robert Laffont.

groise de 1956 ne concernait pas, loin de là !, que les communistes, quels qu'aient été à ce sujet leurs déchirements, et le vaste règlement de comptes auquel le soulèvement de 1956 avait donné lieu en Hongrie entre Imre Nagy et les Rakosi, Gerö... Cet événement a eu un caractère national très prononcé que *France-Forum* a voulu rappeler en reproduisant le témoignage de deux Hongrois, MM. Janos Boor et Eugène Sujansky, qui durent prendre le chemin de l'exil après l'échec de l'insurrection le 4 novembre 1956.

Et maintenant, une question inattendue, soudaine, posée dans le numéro de février de la revue *Etudes* (14) par M. Bela Farago, *Hongrie : que faire d'octobre 1956 ?*, va nous permettre de conclure.

Que faire d'un événement passé, dont il reste pourtant quelque chose, puisque telle est la nature de l'histoire ? Déjà, nous l'avons vu, Jean Laloy avait demandé, à sa manière : «*Que faire de Yalta aujourd'hui, en 1988 ?*». M. Bela Farago a constaté comme beaucoup d'autres une certaine morosité de la part des Hongrois dans la commémoration

de leur révolution de 1956, un certain désenchantement et comme une attente. Mais de quoi ? Déjà, en succombant le 4 novembre 1956, les Hongrois en avaient appelé à l'Europe.

Aujourd'hui encore, c'est peut-être à l'Europe de reprendre pour elle la question : *Que faire de 1956 ?*

En 1956, le monde, l'Occident en premier lieu, en était resté à l'émotion. Il y manquait l'action secourable (15). *C'était, dans la rage et le désespoir, la non-assistance à personne en danger.* Aujourd'hui c'est, pensons-nous, l'action pour la paix et l'union de l'Europe qu'il faut mener ensemble.

Jean-Yves CHEVALLIER

(14) *Etudes*, Février 1997. On lira aussi dans le même numéro : *La Hongrie post 1990* de Thomas Molnar, dont on retiendra surtout la dernière partie intitulée : *Le Miracle, malgré tout*.

(15) A défaut d'une action militaire (qu'avait pourtant laissé espérer Radio Free Europe) une action diplomatique énergique eût été possible de la part des Etats-Unis. Cela ressort très nettement du chap. 22 *La Hongrie : un soulèvement dans l'Europe* du livre récent d'Henry Kissinger *Diplomatie* (Fayard, 1996).

Deux témoignages sur la Révolution hongroise de 1956

JANOS BOÓR

Il y a quarante ans, j'étais étudiant en physique et mathématiques à l'Université Lorand Eötvös de Budapest, et en même temps secrètement jeune membre des Jésuites dont l'ordre, interdit en 1950, continuait d'être surveillé par la police politique A.V.H. Ainsi, je faisais partie de l'église souterraine, illégale et persécutée, face à l'église collaborant avec le régime. Nous avions néanmoins quelques relations avec cette église officielle. Par contre les supérieurs nous avaient interdit de participer à des actions politiques et d'avoir des contacts avec d'autres communautés religieuses illégales. Aussi, dans la période précédant l'explosion de la révolution, je ne pouvais qu'assister de l'extérieur au mouvement des réformes communistes. Malgré le dégel qui suivit, les persécutions des communautés religieuses illégales s'accrochèrent. C'est pourquoi je n'ai pas pris part aux funérailles de Laszlo Rajk et des autres victimes des procès

staliniens.

En 1955, j'écoutais avec enthousiasme la nouvelle œuvre patriotique de Zoltan Kodaly, le «message de Zrinyi» (Zrinyi szozata). En septembre 1956, j'étais avec une foule d'étudiants dans le jardin du Musée National où s'éleva, joué par l'orchestre et les chœurs de l'armée populaire, l'hymne «Debout Hongrois» (Talpra magyar), dont la musique était aussi de Zoltan Kodaly. Le texte, un appel passionné, a été écrit et déclamé par le poète Sandor Petöfi en 1848 sur ces mêmes marches, déclenchant l'insurrection contre les Habsbourg. Un autre concert nous attira, le 22 octobre (la veille de l'insurrection), dans l'église de la Cité, près de l'Université où on jouait une pièce musicale «Belograd 1456» de Gergely Alajos Tamas, commémorant la prise par les armées chrétiennes de la place forte de Belgrade occupée par les Turcs.

Le lendemain, le 23 octobre, j'ai participé à la manifestation jusqu'à la maison de la Radio où éclatèrent les premiers coups de feu. L'insurrection s'organisa spontanément sous mes yeux. Les paroles «Qui est Hongrois vient avec nous» m'entraînèrent par leur force suggestive ainsi que mes camarades.

J'étais témoin de beaucoup d'actes héroïques, d'efforts pour garder à la révolution sa pureté et permettre la fraternisation de l'armée soviétique avec les révolutionnaires. Cela demeure l'expérience la plus intense de ma vie. J'y ajouterai plus tard le concile Vatican II annonçant l'âge des lumières pour l'Église catholique.

J'habitais à l'époque chez la famille Szongott, au 6 rue Raday, près de l'Université. J'aidais le comité révolutionnaire de la faculté des sciences sans porter d'armes, dans les bureaux du château de la Cigogne «Golyavar». Je travaillais tout le temps et n'avais pas le temps d'écouter les radios occidentales.

Mon engagement s'intensifia avec la formation par les professeurs de théologie Imre Mocsy, jésuite, Imre Papp et Andor Szörényi d'un comité révolutionnaire des prêtres hongrois à la faculté de théologie catholique de Budapest. Après la libération du cardinal Mindszenty, le 30 octobre 1956, ce sont eux qui m'ont confié deux missions :

La première était de formuler les désirs de la jeunesse révolutionnaire hongroise pour informer le cardinal qui, du fait de son emprisonnement depuis 1948, et plus tard de sa mise en résidence surveillée, avait été complètement isolé, mais avait été aussi auparavant opposé à toute idée de gauche libérale. Pour cela, j'ai réuni un groupe de travail dans l'appartement relativement spacieux de la famille Szongott avec des étudiants de différentes facultés de Budapest. Dans ce rapport, nous exprimions notre conviction à l'époque qu'une troisième voie entre le socialisme et le capitalisme était possible. Nous soulignions l'importance de l'autogestion et de la participation, les obligations sociales de la propriété, l'indépendance du pays, la neutralité de la politique étrangère, l'exigence de l'union nationale acceptant les communistes opposés à l'impérialisme soviétique et les «réformateurs communistes» qui

avaient préparé et dirigé la révolution- parmi eux, le ministre président Imre Nagy. La province était plutôt à droite, comme le cardinal qui, à l'encontre de la jeunesse de Budapest, se méfiait d'eux.

J'ai enregistré comme un succès de notre travail que le cardinal, dans son appel radiophonique du 3 novembre, se soit rangé aux côtés d'Imre Nagy, et qu'il ait demandé de cesser la grève générale. Ce discours que nous écoutions avec le père Antal Palos, provincial des jésuites, dans l'illégalité, juste libéré de prison, contenait quelques formulations gênantes, comme «les héritiers du régime renversé», et, «ce n'est pas une révolution, c'est une guerre d'indépendance», mais il ne réclamait, en aucun cas, le retour des grandes propriétés terriennes de l'église catholique à l'encontre d'une traduction erronée parue dans le «*Süddeutsche Zeitung*». Le cardinal, en vérité, était traditionaliste et royaliste. Mais il n'était pas tourné complètement vers le passé, comme l'évoquait mon ami György Litvan, car il acceptait l'idée d'une société sans classe, non féodale.

Ma deuxième mission était d'organiser l'occupation de l'Office d'Etat des Affaires Ecclésiastiques (AEH), sur la route de Pasarét. Ce service était en contact direct avec les autorités soviétiques et contrôlait, manipulait et opprimait les églises et les autres communautés religieuses chrétiennes et israélites. Il nous a été demandé de sauver des documents compromettants et risquant d'être détruits.

Le matin du 3 novembre, avec mon camarade de cours Laszlo Gutay, qui est maintenant professeur de physique théorique à l'université «Purdue» aux Etats-Unis, et qui avait réussi à se procurer des mitrailleuses et des camions, nous occupions les bâtiments de l'Office, interdisant de continuer à brûler des documents. Pendant que les étudiants, pour la plupart théologiens dans l'illégalité, fouillaient dans les dossiers, ils pouvaient lire sur eux-mêmes des accusations ou observations par les chefs de l'église, du genre «faible des nerfs, facile à influencer», «c'est l'office qui en fit un prélat... ses idées politiques sont acceptables, il voulait déjà se défroquer et se marier, il est resté prêtre à notre demande» (cf. Odön Lénard : *Ero az erőtlenésgben*, Budapest, 1994, p. 190).

En même temps, je légalisais l'occupation de l'Office au comité révolutionnaire du deuxième arrondissement. Pendant ce temps, le poste de garde autour du bâtiment installé suivant les règles militaires fut attaqué par les troupes blindées de Métsag qui avaient libéré le cardinal et qui le protégeaient maintenant. Ces troupes étaient dirigées par le secrétaire intérimaire du cardinal Egon Turchanyi, un prêtre ex-politicien, d'abord nationaliste d'extrême droite, antisémite, mais sauvant les Juifs en 1944, en les baptisant, et, par la suite, emprisonné par les nazis hongrois. Le colonel de cavalerie de l'armée de Horthy, Pal Lieszkovszki, et quelques théologiens du séminaire central les accompagnaient. Nous avons remis la garde du bâtiment au soldat de métier, et moi même, en compagnie de Turchanyi et Lieszkovszki, avec une voiture tout terrain de l'armée, nous sommes montés faire un rapport au Palais primateal de Buda avec des sacs contenant une petite partie des archives de l'Office. Plus tard, seuls quelques fragments en ont été publiés.

Le cardinal, me fixant de son regard perçant, donna d'une voix amicale l'ordre que le bâtiment, autrefois un Institut Ward, soit de nouveau destiné à la formation des catéchistes et que les documents restent réunis dans l'Office pour être plus tard intégrés dans les archives de l'archidiocèse. Il désirait que ces documents servent à faire le bilan du passé de l'église, à dévoiler les trahisons, mais devant un tribunal canonique, dans le sens de «privilegium fori». Ce qui, à ce jour, n'a pas été fait.

Le 4 novembre, après le début du deuxième assaut soviétique, je continuais mon travail dans le comité révolutionnaire de la faculté. Des paysans nous apportaient gratuitement de la nourriture.

Une fois avec mon camarade de cours, Janos Dér, professeur de mathématiques à l'université technique (mort en 1996), nous avons transporté un poste transmetteur émetteur militaire caché dans des sacs de charbon de la cave d'une prostituée de la rue Conti le long de la rue Rakoczi où patrouillaient des chars soviétiques, jusqu'à l'Institut d'Astronomie de l'Université. Le comité révolutionnaire de la faculté voulait ainsi avertir les syndicats de cheminots du départ des trains de déportation des étudiants en

Union Soviétique. Les cheminots étaient prêts à arrêter ces trains.

Il me reste un unique document de la révolution : la déclaration, le 21 novembre, de la fondation, sous un nouveau nom, du Conseil Révolutionnaire des intellectuels hongrois dont j'ai tapé le stencil. Membres de ce Conseil étaient les organisations professionnelles des journalistes, techniciens, savants, chercheurs, enseignants, artistes, écrivains, juristes, les facultés, Grandes Ecoles de Budapest et de nombreux centres de recherche. Le président en était Zoltan Kodaly. Ce Conseil, en cette nouvelle situation, inspiré par Istvan Bibo, était prêt à des compromis cherchant un «modus vivendi» avec le gouvernement de Janos Kadar, parvenu au pouvoir. Ces tentatives n'ont pas réussi.

Avec une amie juive, je distribuais cette déclaration sur les boulevards, et les passants qui nous entouraient reconnaissaient le rôle positif des Juifs hongrois dans la révolution. Je n'ai vu, au cours de ces journées, aucune manifestation antisémite, bien au contraire. Sur l'ordre de mes supérieurs, j'ai quitté la Hongrie, le 8 décembre. Ainsi, quand la milice découvrit notre dépôt d'armes dans l'Institut d'Astronomie et qu'elle me chercha juste avant Noël, dans la rue Raday j'étais déjà heureusement en Autriche. Turchanyi avait été condamné à perpétuité, Kuklay, à dix ans de prison.

EUGÈNE SUJANSZKI

Je ne suis pas un historien, donc mon témoignage contient uniquement ma propre participation aux événements de 1956 et mes expériences personnelles vécues dans les années qui précédèrent la révolution. Je ne prétends pas que mes opinions, mes appréciations personnelles sur les événements soient les bonnes, et détiennent la vérité historique. Loin de là ! L'analyse, la recherche de la vérité historique, les conclusions, c'est le travail des historiens. Par contre, je vous promets que mon témoignage sera sincère et sans arrière-pensée.

Pour moi il y a deux périodes bien distinctes : les années d'avant 1956 et celles d'après 1956. La révolution hongroise avait une telle force

d'attraction pour l'unification morale, idéologique, politique du peuple hongrois, que la division droite - gauche a complètement disparu à l'automne 1956. Moi-même j'ai été un sujet de ce phénomène. Beaucoup de gens que je considérais, avant 1956, comme mes ennemis, à cause de leur rôle dans le parti communiste, sont devenus pendant la révolution mes camarades révolutionnaires, mes compagnons de route, car ils se sont ralliés au soulèvement populaire contre l'occupant soviétique et, même après son écrasement, ils sont restés fidèles aux objectifs et au contenu idéologique de notre révolution, et en ont accepté les graves conséquences pour eux et pour leur famille.

Mais je commence mon témoignage avec les années d'avant 1956. Dans mon cas, ce ne sont pas les événements qui m'ont entraîné au fur et à mesure sur la route de la révolution armée contre le totalitarisme communiste, mais, consciemment, je me suis préparé à cela bien avant 1956. Mon seul guide fut ma conviction ferme, mes conceptions idéologiques et philosophiques de cette époque, bien que je n'aie jamais appartenu à aucun parti politique ni dans le passé, ni maintenant. Par contre, j'ai été et je suis toujours très attaché à la liberté démocratique, à l'indépendance nationale et à la justice sociale basée sur la solidarité des citoyens.

J'avais quinze ans quand la guerre s'est terminée. Idéaliste qui croyais à la valeur des mots j'avais déjà, tout jeune, de l'aversion instinctive pour tout ce qui est totalitaire et cruel. J'ai été choqué par la cruauté des extrêmes droites vers la fin de la guerre et par l'attitude barbare de l'armée rouge vis-à-vis de la population. Par conséquent, je n'ai jamais considéré les soldats soviétiques comme des libérateurs, mais uniquement comme de nouveaux occupants qui ont chassé les anciens occupants - c'est-à-dire, la terrible Gestapo qui fut remplacée par l'aussi terrible N.K.V.D. qui s'appellera plus tard M.V.D. puis K.G.B. Pour moi, en 1945, les vrais libérateurs avaient été les troupes américaines, anglaises et françaises. Même cinquante ans après, je regrette infiniment que la libération de mon pays du totalitarisme hitlérien n'ait pas été faite par les alliés occidentaux.

Après 1945, après une courte période d'espoir, quand j'ai vu que la démocratie tant sou-

haitée, qui doit être basée sur le respect des droits de l'homme, ne se réalisait pas dans mon pays, j'ai décidé d'entrer dans la résistance clandestine contre le régime pro-soviétique stalinien. Je considérais le parti communiste hongrois comme un appareil administratif et policier au service des colonisateurs soviétiques, et comme un instrument local dans l'immense machine que représentait l'impérialisme rouge pour conquérir le monde. Pendant la guerre froide, je considérais les démocraties occidentales, groupées dans l'Alliance Atlantique, comme de vraies amies politiques, idéologiques et morales. Par contre, l'Union Soviétique stalinienne et en général le totalitarisme furent pour moi de vrais ennemis. Ici, je dois faire une remarque. Connaissant mes convictions très idéalistes, si le totalitarisme hitlérien avait gagné en Europe, je me serais également révolté contre lui.

Donc je regarde le gouvernement du régime communiste, le gouvernement de cette fameuse «République populaire», comme un gouvernement illégal, maintenu par l'armée rouge et le K.G.B. soviétique contre la volonté du peuple hongrois. Alors, je vous dis sincèrement, excusez-moi pour l'expression, «je me *foutais* totalement de ce qui se passait à l'intérieur de ce parti pro-soviétique détesté». Ses variations internes entre les différentes tendances m'ont laissé indifférent. Pour moi Rajk n'était pas un héros de la liberté, un combattant de la démocratie, mais uniquement une victime de son propre parti totalitaire. Afin d'obtenir la liberté, la démocratie pour mon pays, dès 1949, je ne voyais pas d'autre issue que la révolte armée. C'est pour cela que j'ai commencé à organiser un réseau clandestin.

Bien entendu, je croyais naïvement à une intervention militaire de l'Alliance Atlantique en cas de révolte des Hongrois. Nous avons envisagé, projeté même, une attaque contre le bâtiment de la radio de Budapest. Mais hélas la police nous a découverts, malgré nos précautions, et quelques mois avant l'éclatement de la révolution, nous étions arrêtés.

Ici je dois remarquer que ma vie fut sauvée

indirectement par Khrouchtchev, car sa déstalinisation a déclenché, en Hongrie aussi, une très forte libéralisation du régime, par conséquent les tribunaux populaires ont suspendu provisoirement la peine de mort dans les procès politiques pendant cette courte période avant la révolution. Bien entendu, dans la prison, seul, isolé complètement, je n'étais pas au courant de ce changement politique important. Seulement, j'ai été étonné que l'on ne m'exécute pas. D'autant plus que, parmi les membres de notre groupe de résistance arrêté avant nous, avec qui nous avions le contact, trois furent pendus secrètement, en juillet 1955, Lorand Désaknai, Ferenc Jakab, Istvan Széchenyi.

Je voudrais vous raconter une petite conversation très curieuse, qui s'est déroulée entre un officier de la police politique et moi au cours d'un interrogatoire, quelques mois avant l'éclatement de la révolution. A ce moment-là toutes les preuves étaient déjà dans leurs mains et les procès-verbaux furent transmis au procureur. Sur un ton, à ma surprise beaucoup moins sévère que d'habitude, il me dit la chose suivante :

- «Sujanszki, vous étiez bien naïf si vous avez pensé sérieusement qu'avec un groupe de trente ou quarante hommes, même bien armés, vous auriez pu faire éclater un soulèvement général contre notre République Populaire, en attaquant le bâtiment de la Radio. Si vous aviez déclenché cette attaque, vous et votre groupe auriez été anéantis en trente minutes, et personne n'aurait rien su ni en Hongrie ni à Budapest. Vous ne vous rendez pas compte de la force armée que nous possédons».

Voilà ma réponse :

- «Monsieur le Capitaine, allumez une allumette dans une pièce, cette petite flamme va s'éteindre en quelques secondes quand elle arrivera au bout de l'allumette. Par contre, si vous laissez échapper le gaz de la cuisinière, quand la proportion de mélange avec l'air sera suffisante, il se produit une explosion terrible qui détruira tout l'appartement. Alors nous avons voulu être cette petite allumette, quand la tension dans le pays devient explosive».

Le capitaine se mit à rire :

- «Vous parlez de quelle tension intérieure ? Le peuple est avec nous, vous ne voyez pas l'immense foule qui défile depuis des années, le 1er mai, en applaudissant notre République Populaire et notre Parti».

Je répondis :

- «Monsieur le Capitaine, dans cette immense foule qui défile le 1^{er} mai, il y a plusieurs milliers de Sujanszki avec les mêmes convictions que les miennes».

C'est une coïncidence curieuse que, quelques mois après cette conversation, l'allumette nécessaire pour l'explosion fut allumée par la police politique elle-même quand, le 23 octobre, elle a tiré sur la foule devant le bâtiment de la Radio. Car le peuple hongrois vivait déjà bien avant 1956 dans une atmosphère pré-révolutionnaire, tellement le régime totalitaire pro-soviétique était détesté. Mais le détonateur, la petite flamme d'une allumette, manquait pour l'explosion. C'est aussi un fait paradoxal de l'histoire que l'occasion favorable fût offerte par Khrouchtchev lui-même avec sa déstalinisation surprenante qui a affaibli momentanément tous les régimes communistes derrière le rideau de fer, mais, dans le cas de la Hongrie, c'est devenu catastrophique, car le peuple hongrois, je le répète depuis plusieurs années, vivait déjà dans une ambiance pré-révolutionnaire, anti-soviétique, anti-totalitaire et pro-occidentale.

Moi, quand j'ai été libéré de la prison par les insurgés, au lieu de rentrer chez moi dans le 3^e arrondissement, où je vivais avec ma mère, je suis allé place Corvin pour me joindre à un groupe d'insurgés. Puis je participai aux combats contre les Soviétiques jusqu'au 9 novembre, où ils furent le plus violents. A partir du 4 novembre, les troupes soviétiques se sont battues contre nous, comme dans une vraie guerre, avec des préparations d'artilleries, suivies des assauts répétés de groupes de choc d'infanterie bien entraînés pour les combats de rues, afin d'investir des pâtés de maisons tenus par les insurgés. Les chars et les colonnes d'assaut servaient comme couverture de feu pour les fantassins. Quelquefois, les combats se déroulaient d'un étage à l'autre. C'est que la méthode de combat des troupes soviétiques contre les insurgés hongrois n'était plus la même après le

4 novembre que dans les premières phases de la révolution.

* Quand la place Corvin est tombée le 9 novembre, je ne suis pas rentré chez moi, car la police politique hongroise, accompagnée par les soldats soviétiques me recherchait dès le milieu du mois de novembre. Je me cachais tout en gardant quatre mitraillettes avec chargeurs pour le cas où, si l'Occident venait à notre aide, les combats reprendraient. Hélas !, cette aide n'est pas venue. Alors j'ai dû fuir la Hongrie pour éviter la pendaison. Etant donné que j'étais recherché partout, c'est seulement avec de faux papiers que j'ai pu atteindre la zone-frontière et arriver sur le territoire autrichien, la nuit du 28 novembre 1956.

Je garde un souvenir inoubliable de l'ambiance et de l'état d'esprit exceptionnel et noble de la Révolution hongroise. De cette époque tragique de notre histoire émergent deux personna-

lités que je continue à respecter, bien que ni l'une ni l'autre n'aient joué aucun rôle direct dans l'éclatement de la révolte armée : l'une est le cardinal Mindszenty, car, au poste où le destin l'a placé, il s'avéra le meilleur patriote hongrois du vingtième siècle ; l'autre est le communiste de longue date Imre Nagy, car, quand il a fallu choisir dans un moment crucial, le 4 novembre 1956, entre l'intérêt de son parti et celui du peuple hongrois, il a su écouter son cœur et choisir le peuple, acceptant de mourir sur la potence des représailles pro-soviétiques plutôt que renier les objectifs de notre révolution. Ces sentiments de respect apparemment paradoxaux sont caractéristiques de l'état d'esprit de 1956. Aux yeux des insurgés hongrois l'honnêteté, la sincérité, la qualité de cœur d'une personnalité comptaient beaucoup plus que sa couleur politique ou sa place dans la hiérarchie sociale.

Nazisme et communisme face à l'exigence éthique

par Christian SAVÈS

La publication, très médiatisée (trop peut-être...) de l'ouvrage collectif, coordonné et dirigé par Stéphane Courtois, sur les crimes du communisme, a déclenché dès sa parution une véritable tempête de protestations (1). Preuve, s'il en est, que la question n'a toujours pas perdu sa forte connotation idéologique, apte à recréer de toute pièce un climat passionnel et à revigorer ce fameux clivage droite-gauche qui avait pourtant perdu de sa superbe. En raison de la forte charge émotionnelle qu'il continue à véhiculer, même après la disparition de l'Union Soviétique, le phénomène n'en garde pas moins une tonalité attractive ou répulsive, selon les analyses et, surtout, les sensibilités de chacun...

Si prédestination il y a, ce livre noir du communisme était, à n'en pas douter, placé sous le signe de la polémique. De fait, il n'était pas encore sorti en librairie que l'équipe rédactionnelle étalait déjà au grand jour ses dissensions. Le journal «Le Monde», sous la plume d'Ariane Chemin, ne manqua pas de relayer puissamment cette polémique naissante (2). En réalité, les co-auteurs entendaient contester la préface du livre noir du communisme, rédigée par Stéphane Courtois dans une perspective très critique. Pour Stéphane Courtois, les faits sont têtus et, dans leur brutalité, conduisent inmanquablement le chercheur à s'interroger sur la nature du parallélisme observé entre les crimes du communisme et ceux du nazisme. Or, Jean-Louis Margolin et Nicolas Werth ont reproché au coordonnateur de considérer la dimension criminelle comme l'une des dimensions propres à l'ensemble du système communiste, ainsi qu'il l'a écrit dans son texte.

De longue date, les communistes et, plus largement, les intellectuels de gauche sympathisants ainsi que les «compagnons de route» ont refusé avec véhémence cette assimilation des crimes du nazisme et du communisme, sur la

base d'une argumentation qu'il convient de reprendre, avant que d'en procéder à l'examen critique et à la réévaluation. Pour eux, les crimes du nazisme se trouvaient contenus, en substance, dans le livre publié par Hitler, en 1934, sous le titre de «Mein Kampf» (3). Il s'ensuit que le nazisme était un projet intrinsèquement criminel ou, si l'on préfère, criminel par essence. Au titre des circonstances aggravantes, il n'a guère cherché à faire mystère de ses intentions réelles. Par contre, le communisme relève, lui, d'une toute autre logique, d'une enchaînement causal différent. Il se veut d'abord une doctrine de libération de la majorité du genre humain, quand le nazisme s'affiche comme une doctrine raciste, rejetant dans les ténèbres la majorité des hommes. Pour eux, le communisme c'était, historiquement, cette «grande lueur à l'Est» qu'évoqua jadis l'écrivain Romain Rolland. Marx et Engels, considérés comme les inspirateurs d'une idéologie de combat et du processus révolutionnaire qu'elle appela de ses vœux, ne sauraient pour autant être tenus pour directement responsables des exactions commises par la suite (rendons-leur cette justice). Mais, après la Révolution d'Octobre, et avec le facteur permissif de la guerre civile, la machine s'est emballée, partant en une succession de dérapages non contrôlés qui sonnèrent vite le glas des espoirs révolutionnaires. La Révolution a commencé par dévorer ses propres enfants, avant de se retourner contre les forces vives de la nation, qu'elle devait ensuite saigner à blanc avec le stalinisme. Ces intellectuels en concluent que l'«idée communiste» (dixit François Furet) était bonne en soi, porteuse

(1) *Le livre noir du communisme ; crimes, terreurs et répressions*, publié sous la direction de Stéphane COURTOIS ; Paris, Robert Laffont, 1997.

(2) Ariane CHEMIN : *Les divisions d'une équipe d'historiens du communisme* ; journal «Le Monde» du vendredi 31 octobre 1997, p. 28.

(3) Adolf HITLER : *Mein Kampf* ; Paris, Nouvelles Editions Latines, 1934 (pour la traduction française).

d'espérance... et qu'elle le reste aujourd'hui encore ; seule la praxis politique sur laquelle elle a débouché, dans sa manifestation la plus tératologique qui soit (le stalinisme), doit être dénoncée avec une extrême fermeté pour avoir dévoyé le modèle et, in fine, fait rejaillir le discrédit politique sur l'idée communiste dans son ensemble.

Il se trouve qu'un tel argumentaire, maintes fois ressassé, est aux antipodes de la démarche scientifique et proprement historique, et doit être réfuté sur la forme et sur le fond. Le sujet restant sensible, les esprits sont prompts à s'échauffer et à perdre tout sens de la mesure, toute contenance, cultivant alors une subjectivité de réflexion qui n'a plus grand chose à voir avec cette objectivité historique qu'évoquait Raymond Aron (4).

Pernicieux, l'argumentaire l'est en ce sens qu'il privilégie une approche schizophrénique de la réalité historique, dissociant la théorie (l'idée communiste) de la pratique (le bolchevisme et les crimes qu'il a engendrés). Cette démarche est viciée au départ dans la mesure où elle tente de disculper l'idée, de minimiser son implication dans le processus révolutionnaire, en rejetant la responsabilité de la dérive ultérieure sur Staline ou en l'imputant à des erreurs politiques. L'intérêt majeur de cette méthode vient de ce qu'elle permet de relégitimer les fondements du communisme, d'en sanctifier à nouveau l'idée en faisant état d'une différence de nature avec le nazisme. Dès lors, l'accusation de criminalité érigée en système politique (le principe totalitaire) peut et doit rejaillir sur le seul nazisme, lavant le communisme des derniers soupçons. Pourtant, c'est contre un semblable discours, à ce point répandu qu'il relève désormais de la vulgate, qu'il faut pour des raisons de morale et de conscience, au nom des valeurs démocratiques, personnalistes, qui sont les nôtres, englober nazisme et communisme dans la même réprobation.

Alain Besançon, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et soviétologue renommé, s'est du reste employé à ce travail salutaire de clarification, voire de démystification. Dans un article paru juste avant la sortie du livre de Stéphane Courtois et dont le titre était délibérément non équivoque

(«Nazisme et communisme, également criminels»), il n'hésitait pas, au risque de déplaire à certains, à relever la proximité, et même la parenté des idiosyncrasies nazie et communiste. Les propos qu'il tenait à cette occasion ont ici droit de cité : «Il y a un accord assez général, au moins entre les historiens membres de l'Institut, sur le degré de co-naturalité entre le communisme de type bolchevique et le national-socialisme. Je trouve heureuse l'expression de Pierre Chaunu : des jumeaux hétérozygotes. Ces deux idéologies ont pris le pouvoir au XX^e siècle... Les deux doctrines proposent des «idéaux élevés», propres à susciter le dévouement enthousiaste et des actes héroïques. Cependant, elles dictent aussi le droit et le devoir de tuer... C'est pourquoi, aux yeux de ceux qui sont étrangers au système, nazisme et communisme sont criminels. Également criminels ? Pour avoir étudié l'un et l'autre, et connaissant les sommets en intensité dans le crime du nazisme (la chambre à gaz) et en extension du communisme (plus de soixante millions de morts), le genre de perversion des âmes et des esprits opérée par l'un et par l'autre, je crois qu'il n'y a pas lieu d'entrer dans cette discussion dangereuse, et qu'il faut répondre tout simplement et fermement : oui, également criminels. Ce qui nous pose question est ceci : comment se fait-il qu'aujourd'hui, c'est-à-dire en 1997, la mémoire historique les traite inégalement, au point de sembler oublier le communisme ?... L'amnésie du communisme pousse à la très forte mémoire du nazisme et réciproquement, quand la simple et juste mémoire suffit à les condamner l'un et l'autre» (5).

L'analyse et les conclusions d'Alain Besançon sont partagées par d'autres historiens, eux-aussi spécialistes de la Russie Soviétique. *Dominique Venner* est l'un de ceux-là, qui caractérise l'utopie communiste par sa prétention à incarner l'Histoire, son messianisme conquérant, l'un et l'autre désavoués après des décennies de tyrannie sanglante et de cruautés

(4) Raymond ARON construisit son projet philosophique initial autour de la philosophie de l'Histoire. Sa thèse de Doctorat, soutenue à la Sorbonne en 1938, s'intitulait : «Introduction à la philosophie de l'Histoire» et elle avait pour sous-titre : «Essai sur les limites de l'objectivité historique». C'est par la philosophie de l'Histoire que Raymond Aron s'intéressa très tôt au nazisme et au communisme.

(5) Alain BESANÇON : *Nazisme et communisme, également criminels* ; journal «Le Monde» du mercredi 22 octobre 1997, p. 17.

sans nom (6). Mais, prévient-il, si l'idée communiste est morte, la pratique communiste survit un peu partout, notamment en Russie. Le communisme n'a pas été renversé par une révolution conquérante ; il s'est auto-détruit, il a implosé. Ceci étant, les métastases qu'il n'a pas manqué de laisser, dans le corps social, ne le rendent que plus dangereux. Même aujourd'hui, sa capacité de nuisance ne doit pas être sous-estimée. Refuser l'assimilation des crimes du nazisme et du communisme ne fait ni plus ni moins que décupler la capacité de nuisance de ce dernier, pour le présent et l'avenir, en recouvrant d'un voile opaque ce qu'il a été intrinsèquement et, surtout, ce qu'il a fait. A terme, il ne faudrait pas que le silence sur ses forfaits se fasse le complice efficace de l'oubli ; car l'oubli est à son tour, tôt ou tard, le complice des éternels recommencements. Ce qu'il faut éviter, par dessus tout, c'est que la loi du silence, cette sorte d'«omertà», que d'aucuns tentent d'imposer sur le passé du communisme, vaille un jour ou l'autre absolution de ses crimes. Plus que jamais, l'historien a ici un devoir dont il lui appartient de s'acquitter, non pas dans sa dimension pédagogique, mais bien davantage dans sa double dimension, civique et éthique : le devoir de mémoire.

Hélas ! nombre d'intellectuels hexagonaux, qui furent des «compagnons de route» du communisme, ceux qui ont été de simples sympathisants, ou qui, en tout cas, revendiquèrent leur engagement «à gauche», continuent d'appréhender l'Histoire à travers le prisme déformant de l'idéologie. C'est ainsi que, dans «Le Monde Diplomatique» de décembre 1997, Gilles Perrault repart en croisade pour tenter de délivrer la terre sainte (rouge) des infidèles qui ont, à ses yeux, l'incommensurable tare de faire toujours dans l'anti-communisme «primaire et viscéral». Le discours qu'il tient est édifiant, en ce sens qu'il reste très caractéristique (et donc représentatif) de l'état d'esprit, des penchants idéologiques et affectifs de toute une génération de penseurs (7). A lui seul, le titre de l'article annonce déjà la couleur : «Loin de l'Histoire, une opération à grand spectacle : communisme, les falsifications d'un livre noir». Le contenu ne déçoit pas ; il est largement à la hauteur du titre : «Le bilan des crimes du communisme établi par l'historien français Stéphane Courtois dans son

«Livre noir» sonne comme un réquisitoire. L'auteur dresse un scandaleux parallèle entre communisme et nazisme et évoque l'idée d'un tribunal de Nuremberg pour juger les responsables». Ce sont là les quelques mots par lesquels il introduit son propos. Bien entendu, il ne manque pas l'occasion s'offrant à lui de réacommoder à sa façon l'argument préféré des défenseurs du communisme lorsque pèse sur lui l'accusation de convergence criminelle avec le nazisme : «Autre absent : le facteur humain. Faut-il redire, après tant d'autres, que les militants communistes adhéraient à un projet qui se voulait universel et libérateur ? Que cet idéal ait été dévoyé ne retire rien à leurs motivations. Elles suffiraient à elles seules à les différencier de leurs adversaires nazis dont le programme affiché consistait à soumettre à une *race* déclarée supérieure des peuples tenus pour inférieurs et condamnés à l'asservissement quand ils n'étaient pas voués à l'extermination. Un nazisme acceptable pour l'humanité n'est pas concevable : il y a contradiction dans les termes». Le problème de M. Perrault, c'est qu'il ne prête pas suffisamment d'attention à la réversibilité de ses propos.

Pour ma part, j'entends lui laisser l'entière responsabilité d'écrire que l'idéal dévoyé ne retire rien aux motivations des militants communistes. Les conditions tragiques dans lesquelles cet idéal a été dévoyé ont fini par discréditer durablement les motivations (sur lesquelles, à mon avis, continue de peser une part d'ombre qu'il faudra bien dissiper un jour ou l'autre...). Dans la mesure où de telles motivations persistent aujourd'hui, au mépris des faits, le discrédit ne devrait être que plus grand. Lorsqu'il en vient à citer et à commenter la phrase suivante de Stéphane Courtois, «la mort de faim d'un enfant de koulak ukrainien délibérément acculé à la famine par le régime stalinien vaut la mort de faim d'un enfant juif du ghetto de Varsovie acculé à la famine par le régime nazi.», son raisonnement devient spécieux.

(6) Dominique VANNER a publié un ouvrage capital, consacré à la guerre civile russe (1917-1921) : *Les Blancs et les Rouges* ; Paris, Pygmalion, 1997. Voir en ce sens son interview par le mensuel «La Une» (n° 14 - janvier 1998, p. 14). Le titre, un rien provocateur, donné à celui-ci en indisposera plus d'un : *La France reste la fille aînée d'un communisme mort*.

(7) Gilles PERRAULT : *Communisme, les falsifications d'un livre noir* ; «Le Monde Diplomatique», n° 525 - décembre 1997, pp. 22-23. Les citations qui suivent sont reproduites à partir de ce document.

Perrault écrit : «la comparaison ne vaut rien car l'enfant ukrainien survivant à une famine circonstancielle avait une vie devant lui, alors que l'enfant juif rescapé de la faim n'avait pour avenir que la chambre à gaz de Treblinka». Stéphane Courtois évoquait en effet la mort de faim d'un enfant de koulak ukrainien *délibérément* acculé à la famine !

Manifestement, Gilles Perrault n'a pas daigné lire le livre de *Vassili Grossman, Tout passe*, dans lequel ce grand écrivain procède à une description saisissante, parfois à la limite du soutenable, du grand génocide ukrainien par la faim, au début des années trente (8). Avec un courage dont il fallait oser faire preuve, à l'époque et dans le contexte où il a écrit, Grossman n'hésitait pas à assimiler les crimes du nazisme et ceux du communisme : «Huit cents grammes de pain ! (pour les ouvriers), mon Dieu, est-ce imaginable ? Mais, pour les enfants des paysans, pas un gramme. C'est comme les Allemands qui ont fait mourir les enfants juifs dans les chambres à gaz : vous n'avez pas le droit de vivre, vous êtes des juifs... Mais là, c'est impossible à comprendre : Soviétiques contre Soviétiques, Russes contre Russes... et le pouvoir qui est ouvrier et paysan... alors pourquoi, pourquoi cette persécution à mort ?» (9).

Si le doute subsistait encore dans l'esprit de M. Perrault, je l'invite par ailleurs à lire d'une seule traite le récit proprement hallucinant de *Zazoubrine*, publié en français sous le titre *Le tchékiste* (10). L'auteur s'y livre à un réquisitoire implacable de la «terreur rouge» et la fait revivre avec une puissance d'évocation rarement rencontrée. Témoin oculaire direct de cette terreur, il s'efforce d'en restituer l'horreur, dans toute son intensité, sa densité. Il s'agit de l'un des premiers témoignages littéraires sur la nature du pouvoir soviétique, témoignage que la Tchéka (devenue par la suite N.K.V.D.) ne pouvait pardonner à *Zazoubrine*. Celui-ci avait osé commettre des réflexions aussi séditeuses que cette phrase du père de Sroubov, juste avant son exécution : «Le bolchevisme est un phénomène pathologique passager, une crise de rage dans laquelle la majorité du peuple russe est actuellement tombée» (11).

Nous ne disposons pas du droit d'évaluer, de peser les souffrances des uns et des autres, au trébuchet de nos options idéologiques. Il nous

manque quelque chose de primordial : une expérience personnelle de la souffrance, d'une souffrance comparable, transformée en conscience comme aurait dit Malraux. Établir une hiérarchie entre ces victimes du totalitarisme nazi et du totalitarisme communiste, sur la base de considérations idéologiques, nous rendrait forcément odieux et indécents. Ce serait faire une injure injustifiée à leur mémoire. Il nous appartient seulement de nous incliner, en silence et avec respect, devant leur souffrance commune. Oui, nazisme hitlérien et communisme soviétique sont également criminels et il convient de les réunir pour que, dans la mémoire collective, ils soient associés aux grandes ignominies de ce siècle finissant. Voilà ce qu'il convient de dire au nom du devoir de vérité, de ce devoir de vérité «inconditionnel du point de vue de l'éthique absolue», selon l'heureuse expression du grand sociologue Max Weber (12).

L'écrivain américain *Saul Bellow*, Prix Nobel de littérature, avait tenu un jour ce propos, qui résume à la perfection toute l'idiosyncrasie communiste : «Des trésors d'intelligence peuvent être investis au service de l'ignorance quand le besoin d'illusion est profond» (13). À l'évidence, nombre d'intellectuels hexagonaux n'ont toujours pas renoncé à ce besoin d'illusions, compte-tenu de l'investissement affectif et idéologique que représentait pour eux le communisme. Le communisme a été (et reste dans une certaine mesure) cet «opium des intellectuels» (14) qu'évoquait Raymond Aron, il y a plus de quatre décennies.

Christian SAVÈS

(8) Vassili GROSSMAN : *Tout passe* ; Paris, Presses Pocket, 1986 (rééd.). Une première édition de ce texte est parue aux éditions Julliard-L'Age d'Homme en 1984. L'organisation de cette famine, ses grandes étapes ont été relatées par Boris Martchenko dans un article tout simplement intitulé : *Le génocide ukrainien* ; Revue «L'Est Européen» n° 194 d'avril-juin 1984, pp. 3 et suivantes.

(9) Vassili GROSSMAN : *Tout passe* ; op. cit., p. 159.

(10) ZAZOUBRINE : *Le Tchékiste* ; Paris, Christian Bourgois Éditeur, 1990 (traduction française).

(11) Ibidem, p. 24.

(12) Max WEBER : *Le Savant et le Politique* ; Paris, Union Générale d'Éditions - Collection 10/18, 1982 (rééd.), avec une préface de Raymond Aron, p. 171.

(13) La citation de Saul BELLOW est reproduite par François FURET dans sa grande synthèse historique : *Le passé d'une illusion (Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle)* ; Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995, p. 146.

(14) Raymond ARON : *L'opium des intellectuels* ; Paris, Calmann-Lévy/Liberté de l'esprit, 1955.

«Les migrants, défi et richesse pour notre société»

par Jean AUBRY

Tel a été le thème traité et débattu *du 21 au 23 novembre 1997* par les **Semaines Sociales de France** qui, on le constate une fois de plus, marchant avec allégresse au canon, n'hésitent pas à se saisir de sujets qui sont au cœur des perplexités, des peurs, des souffrances et des tensions de notre société. Hier, c'était la mondialisation. Demain - à la fin de cette année et en 1999 -, ce seront «La démocratie aujourd'hui» et «Confrontation de la foi et de la société». La diversité et la qualité des intervenants, les responsabilités et engagements des participants venus de toute la France, conduisent à recommander une lecture attentive des actes de cette session. (1)

Quelques lignes de force quant à l'orientation des réflexions et des conclusions échangées et formulées à cette occasion méritent d'être mises en lumière, car généralement inspirées par une volonté délibérée tout à la fois de reposer sur une analyse lucide et approfondie des réalités et de s'enraciner au plus profond des enseignements de la tradition à laquelle se réfèrent explicitement et statutairement les Semaines Sociales, qui ne sont pas une institution de l'Eglise catholique, mais entretiennent des relations étroites avec la hiérarchie de l'Eglise de France, toujours représentée à ses sessions.

Pour appréhender aussi concrètement que possible la situation, experts et hommes de terrain ont été mis à contribution. Il ne s'agissait pas seulement en effet de produire et commenter des chiffres et des faits, certes indispensables, tantôt pour étayer, tantôt pour infirmer ou relativiser des opinions reçues, mais aussi de témoigner d'expériences vécues.

L'importance de la population immigrée n'est pas contestable : 4,2 millions (étrangers et naturalisés d'origine étrangère) lors du dernier

recensement (1990), soit 7,5 % de la population totale. On a calculé qu'en l'absence totale d'immigration, au cours des dernières décennies, la France compterait aujourd'hui 10 à 12 millions d'habitants de moins. Mais le flux annuel, sous l'effet d'une législation dissuasive, a diminué de moitié de 1990 à 1995 (50.000 contre 100.000) et, d'après une étude comparative de l'OCDE portant sur l'année 1994, le taux de la population immigrée aurait été ramené à 6,3 % en France (contre, par exemple, 8,6 % en Allemagne qui, l'année précédente, avait enregistré un flux annuel plus de dix fois supérieur à celui constaté en France) - alors qu'en 1920, la France était probablement dans le monde le premier pays d'immigration.

Inutile d'insister sur ce que tout le monde sait. L'origine géographique des immigrés s'est beaucoup modifiée. Les motifs de l'immigration aussi : il y eut des périodes où l'incitation au transfert était surtout collective, à l'initiative tantôt du pays d'origine, tantôt du pays d'accueil, la décision est aujourd'hui le plus souvent individuelle, et l'immigration clandestine dès lors plus importante que naguère.

Mais, ce qui surprendra davantage, sociologues, responsables d'association, aumôniers au contact avec les migrants et présents sur les lieux où ceux-ci se rencontrent ou cohabitent avec des Français de souche s'accordent pour la plupart à constater que la majorité des personnes d'origine maghrébine nées en France cessent de pratiquer l'arabe, ne manifestent aucun désir de revenir dans leur pays d'origine, et que ce serait une erreur de raisonner en termes de «communautés face-à-face». Force est cependant de reconnaître que les creusets traditionnels d'intégration (école, entreprise,...),

(1) L'immigration. Défis et richesses - Session 1997 des Semaines Sociales de France - Bayard éditions/Centurion

du fait notamment du chômage, ne fonctionnent plus, contrariant ainsi la «sortie par le haut» des immigrés. Aussi l'opinion est-elle de plus en plus sensible aujourd'hui aux souffrances et aux problèmes d'une cohabitation difficile, même si, objectivement, plus que de l'immigration, les unes et les autres sont la conséquence de l'accroissement de la pauvreté. Elle est aussi de plus en plus sceptique quant aux aspects positifs, pourtant maintes fois observés en France comme en d'autres pays, de l'arrivée dans les domaines économique, scientifique, artistique,... d'hommes venus d'une histoire et d'une culture différentes, et dont la décision même d'émigrer a été la manifestation d'une énergie et d'un courage peu communs. Il n'empêche : les réactions négatives et les passions suscitées par l'immigration, qui ne relèvent pas toutes du fantasme, sont une réalité sur laquelle les hommes de terrain n'ont pas été, tout au long de cette session, les derniers à appeler l'attention. Ils ont en conséquence recommandé, à tous ceux en charge d'action et de responsabilité en ces secteurs, prudence et discernement, et, à plusieurs reprises, de la manière la plus claire, mis en garde contre le risque social et politique que feraient courir des initiatives, certes d'inspiration généreuse et apparemment favorables à l'intégration - telle la reconnaissance aux immigrés stables du droit de vote aux élections municipales -, mais qui, à coup sûr donneraient au Front national une trop belle occasion de se renforcer. Avertissements donnés - rappelons-le - quatre mois avant les scrutins régionaux et départementaux de mars 1998.

Ainsi, tout en comprenant dans la phase économique actuelle la nécessité de pratiquer une «politique du robinet» limitant les flux d'immigration - constance profonde de toutes les dispositions législatives des dernières années, les modifications apportées successivement par chacune des «lois Pasqua, Debré, Jospin et autres» n'ayant été en définitive que marginales-, on a bien sûr insisté pour que la lutte et les sanctions, inévitables, contre l'immigration clandestine, respectent toujours la dignité humaine. On a du même coup déploré que le législateur, absorbé par la régulation des flux migratoires, ait négligé l'immense domaine des conditions sociales à offrir aux immigrés réguliers. Attitude que laissait prévoir le choix du

mot retenu pour définir le thème de cette session : non pas «l'immigration», mais «les migrants».

Vocabulaire révélateur d'une volonté de situer la réflexion bien au-delà des vicissitudes conjoncturelles. (Qui d'ailleurs pourrait assurer, au regard d'une évolution démographique à moyen terme hélas ! trop prévisible, que le bon fonctionnement de notre économie, dont, aujourd'hui déjà, certains secteurs ne maintiennent leur activité qu'en employant, quasi-exclusivement, de la main-d'œuvre immigrée, n'exigera pas un jour de faire de nouveau appel à nombre de travailleurs étrangers ?) L'ambition, tout autre, des Semaines était, en se référant à la tradition judéo-chrétienne, de rappeler les fondements des devoirs incombant en permanence et en tout état de cause au pays d'accueil.

D'entrée de jeu, Jean-Marie Delarue, ancien délégué interministériel à la Ville, a cité, en exergue à sa conférence sur le «bilan des politiques récentes à l'égard de l'immigration», ce mot de l'écrivain Le Clézio, constatant, au terme d'entretiens avec des Amérindiens : «avant de les connaître, j'étais indifférent ; depuis que je les connais, je suis différent». Et peu importe en définitive qu'ait été proposée à la méditation des Français accueillant des migrants cette réflexion d'un «étranger» en contact avec des «autochtones». L'essentiel est d'exorciser la peur de «l'étrangeté», sans doute à l'origine de l'absence regrettable de véritable communication avec les migrants. (Quelqu'un, par exemple, a fait remarquer qu'ils n'étaient pratiquement jamais interviewés par les médias). Message que refuseront d'entendre, en tant de secteurs déshérités, ceux persuadés qu'«en France, aujourd'hui, on n'est plus chez nous».

Et pourtant notre ami Jean Boissonnat, président des Semaines Sociales, avait tenu à le rappeler dès l'ouverture de la session : «la France est diversité» selon la définition du grand historien Jean Febvre, citée par Fernand Braudel dans «L'identité française». D'autres l'ont d'ailleurs souligné, l'identité se construit, et cette construction n'est jamais achevée.

Mais il appartenait au philosophe Paul Ricœur de creuser plus profond encore. Il ne faut pas

hésiter à «découvrir l'autre, au risque de découvrir sa propre étrangeté à soi». Le devoir d'accueil de l'étranger, d'hospitalité, est au cœur de la tradition judéo-chrétienne, depuis les origines, avec l'expérience initiale de l'exil («Vous avez été étrangers au pays d'Egypte» - Lévitique, 19-34), jusqu'à l'apocalypse («J'étais étranger, et vous m'avez accueilli... J'étais étranger, et vous ne m'avez pas accueilli...» - critère essentiel du Jugement dernier dans Matthieu, 25). Pascal, dans la même ligne, méditait sur la condition de l'homme, «perdu dans un canton de l'univers». Et Paul Ricœur d'insister sur la nécessité de mettre au jour l'étrangeté qui est en soi. Le jugement dans Matthieu, plus qu'une frontière entre les bons et les méchants, trace celle qui sépare en nous-même ce qui est appelé à être consumé et ce qui est appelé à être magnifié.

Rude exigence qui rejoint l'admonestation des évêques de France, conjurant les politiques d'éviter de fabriquer des lois qui ne soient que la traduction, au niveau le plus bas, du consensus des citoyens. Sans méconnaître toutefois la nécessité de prendre en compte toutes les souffrances et en se défiant notamment de propos fracassants. Une partie seulement des votes Front national sont liés à une idéologie indéfendable, tandis que d'autres le sont à une souffrance réellement éprouvée.

A l'Eglise d'aujourd'hui en tout cas de prendre en compte la diversité des cultures, de favoriser l'échange entre elles - manière de témoigner de sa catholicité. Aux Eglises d'assumer, en ces temps de mondialisation, la passion de l'unité au sein du genre humain.

Les organisateurs des Semaines auraient pu, en arrêtant là l'exercice, se satisfaire d'avoir donné l'occasion à 1.500 ou 2.000 militants de reprendre conscience, trois jours durant, de ces hautes exigences, avant de regagner les divers terrains de leur action intellectuelle ou sociale, remplis de l'ardeur nouvelle communiquée par un *brain storming* d'une telle qualité et d'une telle dimension. Mais ils ont voulu pousser plus loin la réflexion en ne les laissant pas repartir sans leur faire entrevoir, dans une dernière séance, consacrée à un dialogue singulièrement décapant entre Danièle Hervieu-Léger, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en

Sciences Sociales, et Mohammed Arkoun, professeur émérite à l'Université de Paris III, sur «la laïcité et le dialogue inter-religieux», les efforts restant à accomplir pour atteindre à l'intelligence des nouvelles problématiques de nos sociétés d'aujourd'hui.

La réalité de l'Islam est bien différente de l'image que nous en avons. L'Islam des fondamentalistes est un Islam conjoncturel, lié à un ensemble de circonstances politiques, économiques, sociales... En fait, la théologie de l'Islam est plurielle. Mais, théologiquement «protestant», l'Islam est politiquement «catholique», ce que, ni dans un cas ni dans l'autre, le professeur Arkoun ne considère comme une qualité.

Pour Danièle Hervieu-Léger, dans une France qui se découvre pluri-religieuse, pluri-culturelle, comment désormais vont se construire les concepts socio-religieux ? Tout est remis en cause : le statut de la vérité, les concepts d'autorité, de laïcité, la capacité d'intégration de la République. Une réflexion scientifique sur le fait religieux est plus indispensable que jamais, dont Mohammed Arkoun déplore qu'elle soit absente chez les musulmans.

En raison de son importance et de sa portée, qui dépasse de loin le domaine des rapports inter-religieux, ce dialogue justifie un examen approfondi de sa version écrite dans l'ouvrage précité. Il pose déjà nombre des questions qu'auront vraisemblablement à affronter les deux prochaines sessions sur la «Démocratie» et sur «Foi et société».

En somme, contrairement à ce qui avait été imprudemment annoncé après l'effondrement de l'Union Soviétique, l'histoire, loin d'être finie, se prolonge, plus dérangement et déroutante que jamais, continuant sans répit à nous confronter à de nouveaux défis et à de nouvelles énigmes. Nous n'aurons jamais fini d'avoir, pour mieux l'humaniser et le civiliser, à comprendre l'étrangeté d'un monde qui se refuse à l'immobilité.

Jean AUBRY

Catholicisme et modernité :

la quête spirituelle de l'homme d'aujourd'hui fait-elle peur à l'Eglise ?

par Emile POULAT

Ce texte, inédit, a été rédigé par Emile Poulat au lendemain d'un colloque auquel il avait participé en septembre 1996 et que présidait le cardinal Poupard. Il aborde un sujet difficile à l'élucidation duquel nul, qu'il se situe dans ou hors de l'Eglise, qu'il se réclame de telle ou telle confession ou n'appartienne à aucune, ne saurait être indifférent. « Qu'est-ce que la modernité ? », « quels rapports convient-il d'entretenir avec elle ? », ces questions sont au cœur de nos interrogations sociales, politiques, philosophiques d'aujourd'hui. Et il faut savoir gré à ceux qui, avec des approches différentes, et dans divers domaines, - comme l'ont déjà fait plusieurs auteurs d'articles dans France-Forum ou Danièle Hervieu-Léger, à la dernière session des Semaines Sociales de France dont le présent numéro rend compte - acceptent d'avancer quelques éléments de réponse.

La peur est un sentiment fort, qu'il est classique d'attribuer à son adversaire pour se donner du courage. Elle est un sentiment humain, individuel ou collectif, mais toujours personnel. Celui qui l'éprouve perd ses moyens, mais d'abord perd la tête. Jean Delumeau s'est fait l'historien de la peur en Occident. Pour ma part, j'ai préféré prendre les choses par la tête plutôt que par le foie. Et si des hommes d'Eglise connaissent la peur, je n'ai jamais pensé que « l'Eglise » y soit accessible. Il faut revenir au vrai problème, non les états d'âme des combattants, mais la réalité et la dureté du combat, avec ses enjeux.

C'est un lieu commun et une évidence reçue : l'Eglise catholique a condamné et refusé la modernité, avec une intransigeance intraitable, au moins jusqu'à Vatican II. Ainsi s'est affirmé ce modèle historique que les historiens italiens les premiers ont nommé *catholicisme intransigeant*. A celui-ci s'opposaient les esprits conciliants ou modérés portés à un accommodement, à un « ralliement », à un apaisement : minoritaires d'écoles différentes regroupés sous l'étiquette d'un *catholicisme libéral*.

Cette épure simplificatrice est loin d'être satisfaisante, même si, depuis deux siècles, ce clivage ne cesse de revenir, entretenant entre catholiques une querelle jamais vidée autour de ce grand discriminant historique : l'avènement de la « société moderne » et des « libertés modernes » dans la foulée de la Révolution française ou, plus généralement, de cette immense secousse (1775-1815) qui a balayé l'Europe aussi bien que les Amériques et que, pour cette raison, on a parfois nommée la *Révolution atlantique*.

Cette révolution n'a pas épargné l'Eglise, en ce double sens qu'elle l'a destituée de sa position antérieure et l'a placée en situation défensive. De *privilegiée*, ayant autorité, elle se trouve, en conscience et en doctrine, obligée de réagir : elle devient *réactionnaire* par opposition au parti du *mouvement* et du *progrès*. Intérieurement, elle est entraînée dans un vaste débat intellectuel qui la déchire : le rapport entre la réforme de l'ordre ancien et l'affirmation de principes nouveaux, ces « erreurs modernes » dont Pie IX dressera le catalogue dans son *Syllabus* de 1864.

Un catholicisme *légitimiste* liera ainsi le trône

et l'autel, le passé politique et la vérité religieuse, la restauration de ce qui fut avec le modèle de ce qui doit être : en France, on parlera d'*ultras*. A l'autre bout, un catholicisme *libéral*, qui fut loin de se limiter à la politique, entendra tourner la page et, sans sacrifier ni les droits de l'Eglise ni les enseignements de la foi, faire droit au nouvel ordre établi dans les faits. Pour ces catholiques «libéraux», il faut laisser les morts enterrer leurs morts, leur préférer l'amour de son temps et de son pays.

donc de favoriser l'essor du papalisme, de Grégoire XVI jusqu'à nous.

La papauté n'avait gardé bon souvenir ni du XVIII^e siècle, éclairé, ni même du XVII^e siècle, absolutiste. Ni Pie VI condamnant la Constitution civile du clergé (1791), ni Pie VII saluant la démocratie ne se sont montrés très nostalgiques de l'Ancien Régime. Pie IX, hostile au Risorgimento, a toujours été beaucoup plus aimé par les Italiens que son successeur, Léon XIII. Sollicitée par les ultras et par les

Pie IX, le pape du *Syllabus* (1846-1878)

Entre les deux partis, la lutte était frontale et toute discussion impossible. Du moins, c'était simple. Si l'histoire ne s'est pas réduite à cette exclusion mutuelle, c'est que libéraux et ultras tenaient profondément à un catholicisme traditionnel qui n'était ni ultra ni libéral et qui prenait ses directions à Rome. Les guerres de religion entre catholiques et protestants avaient abouti au principe *cujus regio ejus religio* qui fera triompher en Europe le régéralisme : le souverain est le chef temporel de la religion du pays et, en pays catholique, l'autorité du pape se limite au spirituel. En France, ce sera la déclaration gallicane du clergé (1682). La Révolution aura cet effet paradoxal de tuer le régéralisme et

Léon XIII, le pape du «ralliement»
et du catholicisme social (1878-1903)

libéraux, la papauté n'a pas cherché entre eux à dessiner une voie moyenne, mais elle s'est trouvée placée devant un problème redoutable de discernement et d'application.

En bref, le Saint-Siège pouvait consentir aux réformes qui instituaient l'ordre nouveau (à preuve éclatante, le concordat français de 1801), tout en condamnant les principes nouveaux qui légitimaient cet ordre. Les réformes étaient du domaine contingent : on pouvait en penser du bien et les juger inopportunes ou risquées ; on pouvait en penser du mal et s'y résigner au nom de considérations supérieures. La condition était

qu'elles ne fassent pas méconnaître les principes ou qu'elles ne se transforment pas en questions de principe.

Des libéraux forgeront vers 1860 la fameuse distinction entre la thèse et l'hypothèse : des théologiens classiques la jugeront malencontreuse puisque la thèse est toujours abstraite et qu'à la supposer parfaitement réalisée quelque part sur terre, cette situation concrète reste une «hypothèse». La chrétienté de l'histoire n'a jamais été qu'une hypothèse : la thèse, c'est la chrétienté de la théologie, c'est-à-dire une théologie politique fondée sur la distinction et l'articulation des «deux pouvoirs». C'est cette théologie que sapent au fondement les «idées modernes» issues des Lumières et l'œuvre de sécularisation qui en découle. Dès lors, la grande querelle de la modernité se déploie sur trois plans distincts mais indissociables.

1) *Un conflit interne au catholicisme.* - Sous l'apparence, même dans ses phases les plus aiguës, même dans les confusions et flottements nés de la polémique, l'opposition n'est pas une dichotomie entre ceux qui acceptent et ceux qui refusent «la modernité», ce mot abstrait étranger au vocabulaire catholique jusqu'à une date toute récente (trois ou quatre décennies). Elle est un travail de discernement, à la façon dont se résout un cas de conscience, entre ultras, intransigeants et libéraux. Elle est interprétation contradictoire d'une situation historique, de ses enjeux théoriques et matériels. Elle est à la fois *casuistique* et *herméneutique*, associée à une mentalité, jamais réduite à une idéalité intemporelle.

Ses enjeux, nobles ou terre-à-terre, lui sont essentiels : ils sont le lieu réel du débat, qui n'est jamais purement répétitif, qui intègre à chaque étape les données de la situation. Ces deux siècles d'histoire sont pleins de joutes à la façon de celles qui opposèrent au XVI^e siècle Las Casas et Sepulveda. Tous deux s'affrontaient au nom des exigences de leur foi telles qu'ils en jugeaient devant une situation inédite. La tâche délicate et obligée de l'historien est ici de suivre, au fil du temps, les déplacements de la controverse dont les auteurs ont rarement conscience : si l'on veut une analogie, cf les aventures du thomisme au cours de plusieurs siècles qui se sont voulus «*ad mentem Sancti*

Thomae», puis sous la houlette de Léon XIII qui en fit la charpente de l' «*ordo rerum futurus*» dans l'esprit social catholique.

2) *La mise en œuvre conflictuelle de ce discernement en acte.* - Jefferson, qui mit en forme les principes dont se réclamait la Déclaration d'Indépendance américaine (1776), rappelait toujours - à ses amis français en particulier - l'immense intervalle qui sépare la théorie de la réalité. Il leur répétait que, même aux Etats-Unis où se rencontraient toutes les circonstances favorables, ni les principes de la Déclaration, ni les articles de la Constitution, n'avaient pu être appliqués intégralement. «Le gouvernement du peuple par le peuple» n'était qu'une étoile polaire sur laquelle il fallait se guider, et non un plan préfabriqué. A sa manière, l'Eglise catholique va vivre, à travers ses certitudes et ses incertitudes diviseuses, cette tension entre une foi que tous disent partager, un idéal d'action historique en plusieurs versions, et l'appréciation personnelle des nécessités ou des opportunités du moment.

3) *La présence d'un corps étranger, d'un tiers ennemi.* - Tout ce procès catholique réfléchissant et agissant se déroule non dans un vide aseptique, mais dans un environnement hostile qui ajoute sa pression spécifique sur le cours des débats. A l'*anticléricalisme* de droite et de gauche (qui peut aller jusqu'à l'athéisme) répondent, du côté catholique, un antilibéralisme couplé à un antisocialisme, c'est-à-dire une double fin de non-recevoir. Catholicisme, libéralisme, socialisme, voire anarchisme, l'intransigeance est alors la chose la mieux partagée, une caractéristique commune à tous, dans les rapports sociaux et plus encore dans les idées professées.

La difficulté est bien qu'il est difficile d'isoler «la modernité» comme une entité et de tout y réduire. Il faut toujours revenir sur le terrain, au quotidien, avec ses disparités et ses niveaux. Devant l'offensive, ouverte ou feutrée, les catholiques font bloc derrière le pape, pas assez au gré des uns, trop pour les autres, tandis que leur réaction justifie un renforcement de l'hostilité.

Les débats approximatifs prolifèrent : par exemple autour de la liberté de conscience et de

l'Inquisition. La méfiance engendre la rumeur et le fantasme. Une littérature étonnante prolifère, sous le signe du soupçon et du complot. Plusieurs pays d'Europe et d'Amérique latine connaîtront un véritable *Kulturkampf*. Ceux qui s'efforcent de négocier une transaction faisant droit aux deux camps, et qui estiment qu'il faut bien apprendre à vivre ensemble dans une société divisée de convictions, se trouvent pris dans la tenaille de cette double excommunication.

Des ultras aux intégristes, on ne voit guère de filiation continue, tout comme des libéraux aux progressistes. Plutôt s'agit-il d'une situation qui perdure et reproduit dans des circonstances nouvelles les mêmes cas de figure. De toute façon, le débat n'est pas hamletien, *to be or not to be*, être ou ne pas être de son temps. Chacun est de son temps, mais il est bien des manières de l'être dans une société qui ne marche pas à l'heure universelle, mais, plus souvent, à celle de son clocher. Sinon, il faudrait passer par profits et pertes tout ce qui ne suit pas, les derniers paysans qui résistent désespérément à la politique agricole commune et les ouvriers dont n'a pas besoin la restructuration industrielle. A ce jeu, on tombe vite sous le sarcasme de Péguy : «Ils louent sous le nom de moderne ce qu'ils condamnent sous le nom de capitaliste». On ne peut, catholique, célébrer la sécularisation et déplorer ses effets bulldozer sur le détachement religieux de la jeunesse et l'effondrement de la culture religieuse.

La division des catholiques est le résultat de cette situation à laquelle aucun des trois grands courants n'a su porter remède et que leur union, régulièrement souhaitée, n'aurait pas mieux maîtrisée. Leurs espérances, qui furent grandes et tenaces, ont toutes été déjouées. Leurs échecs, qui furent nombreux et lourds, les ont toujours surpris. Parmi eux, les racines de l'*antimodernité* courent profond et loin, encore aujourd'hui, et non sans de fortes raisons dont la nature est de n'être en rien suffisantes.

Les chrétiens n'ont aucune raison de désespérer, s'ils ne confondent pas la vertu d'espérance avec les formes données à leurs espoirs : reconquérir le monde, refaire chrétiens nos frères, instituer une nouvelle chrétienté ; ou bien prophétiser la catastrophe. Ou, plus récemment, inculturer la foi dans le monde de ce temps,

donner sens à une activité humaine qui en est dépourvue... Ils n'ont ni à condamner ni à rallier la «modernité», mais, dans son creuset, à passer par l'épreuve radicale qu'elle leur impose, inédite dans l'histoire de l'humanité.

La plupart y sont à l'aise aujourd'hui et, tout en restant critiques à son égard, ils savent en profiter sans pour autant la produire. Ils s'y sont *acculturés* sans réussir cette *inculturation* dont ils parlent volontiers. Ils la servent : ils ne la dirigent pas et n'en influencent pas le cours. Depuis un demi-siècle, il y a eu suffisamment de chrétiens à occuper des places décisives dans la politique et l'économie pour qu'on ne s'illusionne plus à ce sujet.

Le grand axe d'une histoire contemporaine de l'Eglise devrait être non l'exaltation des *efforts* accomplis par les catholiques - qui ne doivent pas être sous-estimés ou niés, quelle que soit leur orientation -, mais l'examen des *obstacles* qu'ils ont rencontrés. L'histoire de l'*antimodernité* catholique, c'est équivalamment l'histoire de l'*antimodernisme* catholique, une dimension qui n'a encore trouvé sa place dans aucune des savantes Histoires religieuses dont nous disposons.

Pour le meilleur et pour le pire, la «modernité» a transformé notre vie quotidienne et notre horizon culturel : comment demeurer étranger à tout cela ? Comment ne pas admirer ce prodigieux déploiement du génie humain ? Mais comment aussi ne pas s'interroger sur son coût, sur ses promesses non tenues, sur ses illusions. Beaucoup, aujourd'hui, *n'y croient plus* : ils se disent ou on les dit postmodernes. Mais ces postmodernes sont aussi des postchrétiens. La difficulté passe au degré supérieur. Ce n'est en rien un «retour». La croyance à un retour du religieux après son éclipse repose sur une ignorance historique : si le XIX^e siècle et même le premier XX^e siècle ont été modérément catholiques, voire chrétiens, ils ont été puissamment religieux (1). La modernité n'a cessé de produire du religieux et sa négation, qui fut elle-même parfois très religieuse, tandis que l'activisme moderne des catholiques contribuait à cette «déchristianisation» qu'ils entendaient com-

(1) Voir mon *Critique et mystique*, ch. VII : «Nouveaux christianismes et religion de l'humanité» (Paris, Centurion, 1984).

battre. Paradoxe majeur de notre époque.

Pour faire bref, la *modernité* est ce qui succède à la *catholicité*, chacune avec son horizon d'universalité. Elle a été, elle continue d'être une immense révolution qui ne s'est pas faite en un jour et dont la progression s'est accélérée sous nos yeux, sans trop se soucier de savoir où elle nous emmène. Longtemps, chrétiens et socialistes se sont accordés pour ne pas donner cher de son avenir. Elle est, en fait, la seule des révolutions qui ait réussi, imposant sa loi au monde entier. Tous en rêvent et s'y soumettent. Elle est devenue notre horizon indépassable. Une sociologie de la modernité ne doit pas se limiter à ses valeurs, à ses contradictions, à sa thématique : elle doit être une sociologie de son dynamisme conquérant et à ce jour invaincu, qui a digéré ou balayé toutes les critiques, fussent les plus fondées. Aucune critique, aucun échec, aucune impasse ne l'a jamais arrêtée.

Pour l'Eglise romaine, qui n'a jamais eu le monopole de l'antimodernité, c'était une question de survie devant un bouleversement qui la prenait de court et dont elle ne pouvait mesurer ni l'ampleur, ni les développements, ni la puissance. La résistance fut longtemps sa grande ressource devant ce qu'elle percevait comme une «répudiation» et une «apostasie», mais elle ne dispensait pas d'une réflexion dont les conditions n'étaient ni réunies, ni définies. L'Eglise disposait d'un enseignement traditionnel, fondé sur le principe de catholicité : que valait-il en régime de modernité quand les mots changeaient de sens, quand le discours théologique cessait de paraître recevable aux exigences de l'esprit moderne et de la démarche scientifique, ainsi qu'on disait ?

Déplacement ou mutation, ce discours s'est profondément transformé sans pour autant réussir à s'imposer : il ne passe pas mieux dans ses versions nouvelles, mais il permet à ceux qui s'y réfèrent de suivre le mouvement. C'est ce qu'en rigueur, il faudra bien consentir à nommer le *modernisme catholique*, au lieu de toujours réduire celui-ci à une crise locale, étroitement circonscrite et heureusement jugulée par la vigueur d'un saint pape. Mesurer le chemin parcouru est une des conditions pour juger de tout ce qui reste à faire.

Il ne faut rien schématiser ou caricaturer ni du passé révolu, ni des difficultés présentes. Est-ce une banalité de rappeler qu'au principe de la modernité, il y a une révolution du sujet, une émergence de la conscience - préparée de longue date par les siècles chrétiens -, une affirmation d'autonomie de l'homme, le triomphe du *sens privé* ? Est-ce une banalité de rappeler que la grande nouveauté dans l'histoire humaine depuis deux cents ans, ce n'est pas, comme on le dit improprement, «la liberté de conscience» - Fénelon célébrait déjà sans être contredit «l'impénétrable retranchement de la liberté du cœur» -, mais *la liberté publique de conscience pour tous* sans aucune exception ? Mais alors comment ne pas voir ses deux corollaires : le statut de la vérité et le critère de l'objectivité, la gouvernabilité des sociétés et le problème du pouvoir ? Comment la révolution libérale n'aurait-elle pas été combattue comme «un crime de lèse-vérité et de lèse-société» ? (2). Ce n'est pas là une mauvaise querelle, ni une querelle mineure.

N'oublions jamais que l'antimodernisme catholique est à la source de ce mouvement social catholique dont l'Action catholique a été le cœur : force de progrès dont le rôle historique a été grand, mais qui passera difficilement pour un fruit des Lumières et de la modernité. Entre libéraux et catholiques, la conscience reste la pomme de discorde. Tout ce que les seconds sont prêts à lui accorder paraîtra notoirement insuffisant aux premiers. Les chrétiens sont-ils prêts à admettre, au nom de la modernité, que la conscience est souveraine, autonome et créatrice en dernière instance, qu'elle a une autorité propre, c'est-à-dire légiférante ? *Dictamen conscientiae ou lex conscientiae* ? C'est la question discrètement éludée par trop de débats à son sujet. Le *non possumus* s'enracine dans une intransigeance qui a encore de beaux jours devant elle, et aussi quelques bonnes raisons. Son risque est de se réduire à un *alibi obtus*.

Emile POULAT

(2) Auguste NICOLAS, *L'Etat sans Dieu, mal social de la France* (Paris, Vaton, 1872), p. 84 - «Un déicide social» (p. 22).

La Vie Littéraire

par Philippe SÉNART

André Le Gall : Corneille. - La guerre de 1870 et la Correspondance de **Flaubert**. - Un auto-portrait de Verlaine, par **Pierre Lepère**. - **Michel Mourlet** : Ecrivains de France. - **Pierre Gaxotte** : Le blasphème du professeur Piton. - **Jacques Benoist-Méchin** : Le rêve le plus long de l'Histoire. - **Yves Berger** : Le Monde après la pluie. - **Jacques Chessex** : L'Imitation. - **Daniel Boulanger** : Talbard. - **Jacques de Bourbon-Busset** : Alliance. - **Pierre de Boisdeffre** : Le Lion et le Renard.

« **P**ar un bonheur qu'on peut apprécier, la vie de Pierre Corneille est à peu près inconnue », écrivait le professeur Octave Nadal dans sa thèse. Robert Brasillach a écrit dans les années 36 la vie de Corneille «poétique, pittoresque et vivante», dont Sainte-Beuve avait dit qu'elle restait à faire, mais cette vie, œuvre d'un romancier, poétique et pittoresque certes, ne vivait que de la vie d'un roman, le roman de l'amitié entre deux jeunes gens que trois siècles séparaient, mais qui partageaient dans le clair matin d'un Paris à conquérir les mêmes goûts et les mêmes passions. Brasillach faisait de Corneille «le précurseur hardi et génial, anti-bourgeois, anti-capitaliste (?), anti-parlementaire, du fascisme moderne», et il jouait, avec ses camarades, *Sertorius* en chemise noire. Qui écrira la vraie vie de Pierre Corneille ? Jean Anouilh répondit à un journaliste l'interrogeant sur sa biographie, qu'elle était toute dans ses œuvres. C'est dans l'œuvre de Corneille, en la mettant en scène et en la replaçant dans son temps, que M. André Le Gall est allé «enquêter» sur une vie que le roman de Robert Brasillach n'a fait qu'imaginer. «Enquête sur un poète de théâtre du XVII^e siècle» est le sous-titre de ce *Pierre Corneille en son temps et en son œuvre* (1). Le théâtre, lieu des investigations minutieuses de M. Le Gall, est le lieu même, écrit-il, où «le fictif et le réel communiquent». C'est, aussi bien, sur la scène où Corneille a réinventé la réalité à la faveur de la fiction théâtrale que M. Le Gall, y amenant son héros à la lumière, l'y installant au centre de son siècle, «œuvre et vie faisant un seul tenant», s'efforce de tirer de son *incognito* une vie dont le roman et une certaine mythologie se sont jusqu'ici distribué les clandestines dépouilles.

Il y a le roman d'un jeune homme que l'on dit pauvre, qui a longtemps rêvé dans sa province à une jeune fille entrevue à sa fenêtre, et qui, las de plaider à la Table du Roi où il a été nommé avocat, prend un jour la patache de Paris pour y faire jouer des pièces de théâtre écrites en cachette, selon la mode du jour, très galantes et très embrouillées, mais il invente au hasard de ces jeux le personnage qui le rendra célèbre, et il campe sur *La place royale*, titre de l'une de ces comédies très parisiennes, gonflant ses biceps, un athlète de la volonté. C'est Alidor, parfait maître de soi, tout cède à sa loi. De la comédie, changeant de genre, il passera à la tragédie pour s'y proclamer, Alidor devenu Auguste, «maître de l'univers», et du roman du jeune homme Corneille naît ainsi le mythe du grand Corneille dont, au temps révolu des humanités, plusieurs générations d'écoliers ont été nourries. Entre le roman et le mythe, M. Le Gall veut débusquer la réalité.

Avant lui, le regretté Bernard Dort, grand spécialiste du théâtre, de Corneille à Brecht, s'est demandé si «la seule réalité de Pierre Corneille n'était pas la maison de la rue de la Pie, le Petit Couronné (belle propriété à revenus dans la campagne rouennaise), la famille, l'ascension sociale». C'est du jour où il a été anobli, quand il eut fait jouer *Le Cid*, premier chef-d'œuvre peut-être du grand théâtre français, mais dernière en date de ses comédies romanesques pleines de soupirs d'amour et de bruits d'épée, c'est de ce jour que commence la véridique histoire de Pierre Corneille. Elle se confond avec l'histoire de France à travers l'histoire de Rome. La poli-

(1) Flammarion «Grandes biographies».

tique en est le principal intérêt. «La tragédie, c'est la politique», dira Napoléon. «La politique, c'est la tragédie», disait Corneille. C'est sur ce théâtre que, désormais, se joue sa vie.

Entre 1636, date du *Cid*, et 1640, date d'*Horace*, il s'est produit chez Corneille un revirement qu'il a nommé lui-même un changement visible et qu'il rapporte avec reconnaissance à Richelieu. «Ce changement visible qu'on remarque dans mes ouvrages, écrit-il, depuis que j'ai l'honneur d'être à votre Eminence»... Corneille est à Richelieu. Est-ce pour se faire pardonner d'avoir écrit avec *Le Cid*, l'année même où les Espagnols faillirent entrer dans Paris, une pièce collaborationniste où tout respirait l'amour de l'Espagne ? Est-ce parce qu'il a entendu l'appel du grand Cardinal à toutes les énergies que la victoire a pu démobiliser ? Avec *Horace* et *Cinna*, Corneille, nouveau noble, entre au service. «Vis pour servir l'Etat» crie à son fils le vieil Horace qui lui fait grâce. Dans *Cinna*, deux ans après la naissance de celui qui sera Louis XIV, Corneille crée en Auguste la figure du Roi médiateur et réconciliateur, symbole du *compromis national* entre les forces qui se sont opposées vainement et dont seul est exclu le Baroque, allié de l'Ennemi. La France, lasse des troubles, aspire au repos. Et, dit Tacite, «la patrie pouvait-elle en trouver ailleurs que dans la monarchie ?». Corneille, en refaisant l'Histoire de France sous le couvert de l'Histoire de Rome, élabore dans son théâtre, d'*Horace* à *La mort de Pompée* et à *Nicomède* joué en pleine Fronde des princes, la doctrine de la légitimité monarchique.

Conjurations, guerre civile, guerre étrangère, c'est, écrit M. Le Gall, l'arrière-fond de l'œuvre de Corneille. C'en est la substance même, et d'elle, il extrait le remède. On considère généralement *Cinna* où il exalte la puissance royale comme le porche du Grand Siècle. Corneille prophétise Louis XIV. Cependant, le temps des troubles n'est pas fini, et c'est l'année même où *Cinna* est joué qu'éclate la Révolution d'Angleterre, et l'on criera bientôt dans les rues de Paris que «la monarchie est trop vieille». Il y a dans *Cinna*, sous l'appel à la médiation du Prince, une nostalgie aristocratique que M. Le Gall décèle justement, mais dont il faudrait affiner l'analyse. C'est que la politique de Corneille

ne coïncide pas exactement avec la politique du Cardinal. Richelieu a écrasé l'aristocratie. Il condamne Montmorency à mort. En condamnant à mort Horace, Corneille ne déclarait-il pas déjà que le roi Tulle se privait d'un soutien ? «De grands serviteurs sont la force des rois». Pour Corneille, en 1641, la menace ne vient pas de Condé, mais de la jacquerie en Normandie. «Le pire des Etats, c'est l'Etat populaire». Corneille propose à la monarchie, contre la démocratie, l'alliance de l'aristocratie. C'est un homme du temps de Louis XIII. Dans son aspiration au repos, il en aime encore la turbulence, l'exubérance, toutes les vertus baroques. Il y a dans l'aristocratie une réserve de forces. Il faut les canaliser au service du roi, ne pas les tarir. Corneille, pour assurer sa tranquillité, veut une monarchie appuyée sur les Grands. Emilie, dans *Cinna*, est certes possédée du démon de la République, comme le dit Guez de Balzac, mais, convertie à Auguste qui l'éblouit, elle lui apporte du fond de l'Histoire romaine toute la provision d'énergies dont un Pouvoir, trop froid et trop abstrait aux yeux de cette jeune fille romanesque, a besoin. Le réactionnaire, en Corneille, est séduit par Emilie.

Désormais, cependant, la monarchie est sauvée. Même Prusias, type de mauvais roi, faible et gémissant, tirera, en pleine révolte, du sentiment profond de sa légitimité, des leçons irréfutables. Mais, la paix faite, l'ordre assuré, que restera-t-il à dire à Corneille ? M. Georges Couton, dans son essai sur *Corneille et la tragédie politique*, peut écrire qu'alors «la tragédie politique d'idées est morte» et qu'«il va se développer maintenant une tragédie politiquement à courte vue et qu'on appellerait plus volontiers politicienne que politique». *Othon* est le parfait exemple de cette tragédie politicienne. On vit, dans cette pièce où la corruption et l'intrigue s'étalent, un moment de la Ve République. Mais, dans cet Etat où l'aristocratie manque avec ses vertus, Corneille exprime encore une leçon hautement politique. Dans *Surena*, la dernière de ses pièces où, à soixante-neuf ans, on l'entend pousser ce soupir «revenons à l'amour», qui le ramène à sa jeunesse et à ses espérances, mais ce n'est que pour exalter le renoncement que la traduction de l'*Imitation* lui a enseigné, dans *Surena*, le héros cornélien s'immole à l'amour, certes, mais aussi au Bien

commun. Il aime mieux mourir que de risquer de porter atteinte à l'intérêt de l'Etat. Surena plus que héros, plus qu'amant, est le parfait citoyen. Corneille, au moment où il se réfugie dans la mort et où il n'écarte peut-être pas tout à fait la tentation du Néant, se ressaisit pour nous rappeler que «l'Etat demeure». Le théâtre de Corneille, jusqu'au bout, aura été un théâtre de salut public.

Il y a ce «jusqu'au bout», ce dernier quart d'heure de la politique cornélienne. Mais il y a eu dans *Polyeucte* son «au-delà». Comédie de dévotion comme en jouaient les élèves des Jésuites dans leurs collèges, dit M. Le Gall. Certes. Mais *Polyeucte* est dans le théâtre de Corneille, échappant à toute rhétorique scolaire, le dépassement de la politique en métaphysique, le passage de la cité terrestre à la cité céleste. «Rome, a écrit Péguy, a été le soubassement matériel et la charpente charnelle du monde chrétien». Rome chef-lieu de l'Empire, mais tête de la catholicité et cœur de la foi ! Tout le théâtre de Corneille, toute l'Histoire romaine mise par Corneille en tragédies aboutit à ce mystère sacré. *Polyeucte* est l'apothéose, la consécration du théâtre de Corneille. M. Georges Lavelli a mis en scène il y a quelques années à la Comédie Française un *Polyeucte* décatolicisé. «*Polyeucte* impuissant à résoudre la crise qu'il a déclenchée», disait le malheureux Lavelli impuissant, lui, à la comprendre.

Autre grande date dans le théâtre de Corneille, *Attila*, soulignée à juste titre par M. Le Gall. C'est le passage de l'histoire de Rome à l'histoire de France qui la prolonge et la continue. «Après Attila, holà !»... Mais non ! Corneille exprime dans cette tragédie, où a surgi de l'agonie des empires Mérovée, porteur de la promesse française, écrit M. Le Gall, «la conviction irréductible d'une émergence providentielle dans l'Histoire». Après *Polyeucte*, sur un autre plan, seconde intervention de la Providence dans le théâtre de Corneille. C'est pour désigner à son horizon dans un autre «au-delà», mais temporel, le successeur de Mérovée, Louis XIV, «empereur en son royaume». Inconnue, la vie de Corneille, disait Octave Nadal ? M. André Le Gall rappelle dans les premières pages de son livre le lien existant entre Charlotte Corday, autre «sainte de la Patrie»,

non encore estampillée celle-là, et Pierre Corneille. S'il y a un secret dans cette vie dont la scène a été le théâtre, ne serait-ce pas la connivence entretenue avec les desseins historiques de la Providence ?

*
**

Le tome IV de la Correspondance de Flaubert publiée par M. Jean Bruneau (2) s'ouvre sur l'année 1869. Il se termine en 1875. Flaubert mourra en 1880. On attend donc encore un volume. Le premier avait été occupé en grande partie par le voyage en Orient avec Maxime du Camp. Ayant constaté que «l'Orient n'existe plus» et que «Constantinople vaut Yvetot», Flaubert n'a plus eu qu'un désir, vivre «calfeutré» à Croisset. Les deuxième et troisième volumes de cette Correspondance, c'est la narration de cette vie calfeutrée, toute donnée à une œuvre sur laquelle Flaubert sue sang et eau en poussant des rugissements. En 1866 avait commencé sa correspondance avec George Sand qu'il appelle «*chère Maître*», ce qui devrait ravir la ministre Ségolène Royal (ou Royale), mais qu'il appelle aussi «*chère maître adoré*», mélangeant dans ce cas le genre des qualificatifs, le substantif demeurant seul masculin. On ne dit pas plus «*maîtresse*» que «*ministresse*». 1869 est une année où l'on meurt «effroyablement» : Rossini, Berryer, Lamartine, Mérimée. Flaubert met en terre son ami Bouilhet. «Je ne sentirai plus désormais le besoin d'écrire parce que j'écrivais spécialement pour un être qui n'est plus». Il n'en termine pas moins *L'Education sentimentale* qui reçoit un accueil très froid. Sainte-Beuve meurt à son tour. Trente mille personnes suivent son convoi. «Avec qui maintenant causer littérature ?». La mort de Théophile Gautier, après celle de Jules de Goncourt, laissera Flaubert complètement désespéré. Il n'a plus pour amis chers que George Sand et Tourgueniev, mais ils sont loin.

Flaubert n'a jamais été plus «calfeutré» dans son Croisset. Il ne lit pas les journaux. «J'éprouve à l'encontre des journaux un dégoût physique radical. J'aimerais mieux ne rien lire

(2) Gallimard (Coll. *La Pléiade*).

du tout que de lire ces abominables carrés de papier. On fait tout ce qu'on peut pour leur donner de l'importance. On y croit et on en a peur. Voilà le mal». Il vilipende le suffrage universel «aussi bête que le droit divin». «Où nous a-t-il conduits ?» demande-t-il à George Sand dans une lettre du 17 août 1870. Poser la question, à cette date, c'est y répondre : à la guerre ! Elle est l'événement majeur de cette correspondance.

Les hommes de notre génération sont peut-être les derniers à se souvenir de la guerre de 1870. Enfants, nous lisions dans les *Contes du lundi* d'Alphonse Daudet *L'enfant espion* et *La dernière classe*. Ma grand-mère racontait comment, à la fin des vacances, rentrant en pension à Avignon, elle avait appris la capitulation de Napoléon III à Sedan dans la petite ville de Quissac où la diligence s'était arrêtée pour changer les chevaux. Tout le monde pleurait. A Marseille, il y avait un monument aux mobiles. Chaque année, les anciens combattants de 70 allaient y déposer des fleurs. Fils des vainqueurs de 1918 qui avaient vécu leur jeunesse dans l'espoir de la Revanche, nous avions avec eux vengé Sedan et repris Strasbourg. Nous ignorions alors que nous allions connaître un autre Sedan et que nous serions précipités, nous aussi, dans une guerre mal préparée. Demain, Paris serait déclarée ville ouverte, il n'y aurait pas cette fois de siège, ni d'année terrible, mais il y aurait quatre années longues et grises où les plus grands ennemis de la France seraient, comme l'écrivait la *Gazette de Berlin* en 1871, les Français eux-mêmes. Entre 1870 et 1939, on dirait qu'il ne s'est rien passé. En 1966, nous lisions pour en rendre compte dans notre feuilleton de *Combat* le livre de Georges Roux sur la guerre de 1870 (3), il ne nous apprenait rien que nous ne sachions, mais il nous rajeunissait terriblement. Nous étions peut-être en 1870 ou en 1866, mais certainement en 1939, voire en 1936, l'année charmante et un peu folle où, au son de l'accordéon, le Peuple défilait en demandant le Pain, la Paix, la Liberté. L'Allemagne allait annexer l'Autriche, mais Michelet ne serait plus là pour célébrer comme en 1866, après Sadowa, «la victoire de la belle culture protestante sur la barbarie catholique», et Napoléon III n'était pas là, non plus, pour proclamer qu'il fallait «consolider» Bismarck (ou Hitler). «Il faut donner de la force à Bismarck,

sans cela il tombera» disait Napoléon à son cousin Plomplon. Jules Simon était monté à la tribune du Corps législatif pour répondre à ceux qui réclamaient des armes : «Nous voulons une armée qui n'ait pas l'esprit militaire». Emile Ollivier demandait avec candeur : «Qui nous menace ?... L'armée allemande est essentiellement défensive. Nos véritables alliés, ce sont la justice et la sagesse. Nous ne ferons pas de la France une caserne». Lorsqu'il entrera dans le ministère, celui qui a déclaré la guerre, il n'y mettra pour condition que «l'abandon de la réforme militaire». Pourtant, ceux qui bêlaient à la paix croyaient maintenant que la guerre était «inévitabile» et qu'elle était «fatale». Napoléon III pensait sur ce point comme Emile Ollivier qui écrivait : «Si nous nous battons avec les Prussiens, nous serons battus. Cependant la guerre est indispensable, et elle aura lieu». Le cousin Plomplon disait : «Si la Prusse donne à l'empereur l'occasion de la guerre, il la saisira». L'occasion, ce fut la dépêche d'Ems. Thiers avait pu prétendre que l'occasion était mauvaise, qu'il s'en présenterait une meilleure, que l'Europe ne nous approuvait pas, que la Russie laissait les mains libres à la Prusse. On ne le crut pas. Au maréchal Lebœuf, la France criait : «Maréchal nous voilà !», et le maréchal l'assurait qu'il ne manquait pas à l'armée un bouton de guêtre, mais les officiers d'état-major n'avaient même pas une carte de la frontière dans leur paquetage. Le ministre Gramont tonnait : «la guerre, la guerre tout de suite». Les journaux en remettaient : «Si la Prusse ne veut pas se battre, nous l'y forcerons à coups de crosse dans le dos». *Le Gaulois*, journal des salons, se cambrant en retroussant ses moustaches : «Si nous devons supporter cet affront, plus une femme au monde ne consentirait à donner son bras à un Français». Thiers demande qu'on réfléchisse encore. «De la réflexion, coupe le député Birotteau, quand on est insulté, monsieur, on ne doit pas réfléchir». A-t-on vraiment besoin de réfléchir, quand Emile Ollivier, la main sur son cœur célèbre, proclame à la face du pays : «Notre cause est juste parce qu'elle est confiée à l'armée française». Mais l'armée française n'attaque pas, elle ne songe pas à faire

(3) Fayard.

repasser le Rhin aux Prussiens à coups de crosse dans le dos, elle voudrait bien que ce soit l'ennemi qui attaque, car elle ne sait trop où il est, les officiers n'ont pas de cartes, le général Michel, à Belfort, cherche sa brigade et télégraphie au ministère de la guerre pour qu'on la lui trouve. 1870-1939, non, il ne s'est rien passé entre ces deux dates. Toutes les illusions ont été soigneusement conservées dans la naphthaline et elles sont remises en service avec les guêtres bien boutonnées du maréchal Lebœuf. L'histoire recommence avec les mêmes acteurs. «Daladié», en provençal, ne signifie-t-il pas «olivier sauvage» ?

Comment Flaubert a-t-il réagi à la guerre ? On aurait pu penser qu'elle lui serait l'occasion de crier encore plus fort contre la «bêtise universelle». Pour Flaubert, la patrie, c'était «là où l'on est bien», un endroit tranquille où l'on peut écrire sans être dérangé. Or, il l'est, et il découvre soudain que l'on peut avoir «mal à la patrie». Il écrit à Maxime du Camp, le 24 août 1870, qu'il veut se battre et que cette idée lui donne «presque de la gaieté». A la princesse Mathilde, le 7 septembre, après Sedan : «Ce qui me rassure, c'est que personne ne songe à la paix. Si les Prussiens arrivent jusqu'à Paris, ce sera formidable. Toute la France s'y portera. Paris sera anéanti plutôt qu'humilié. Nous les vaincrons, nous leur ferons repasser le Rhin tambour battant. Plutôt se faire tuer que céder. Il veut «manger du Prussien». Il est jusqu'au boutiste. Un duel à mort est engagé. A Croisset, Flaubert organise une milice. «Je passe mon temps à exercer mes hommes, à prendre moi-même les leçons d'un militaire, à patrouiller la nuit». C'est la défense de Tarascon par Tartarin. Il accueille tous les bobards. Bazaine a noyé vingt-cinq mille Prussiens dans la Moselle. «L'armée de la Loire n'est pas une blague. Il est passé à Rouen depuis deux jours cinquante mille hommes». Mais, quelques jours après, il écrit : «On nous berne avec l'armée de la Loire. Où est-elle ?». Il n'empêche que la victoire doit rester au Droit. Paris doit tenir, on se battra jusque dans les rues, on fera une sortie qui sera «terrible». Malheureusement, il manque un chef, l'homme pour nous sauver. Flaubert (qui l'eût dit, qui l'eût cru ?) réclame l'homme providentiel. Avoir consacré toute sa vie, toute son œuvre à fustiger le Bourgeois et, tout d'un coup,

être le Bourgeois lui-même épais et stupide ! Cependant, il y a chez Flaubert de la fierté. Il préfère l'anéantissement de Paris à sa reddition. «Rien de pire que l'invasion». Le seul reproche qu'il adresse à la Commune, c'est d'avoir détourné contre elle, contre la révolution, la haine que le Français devait garder au seul Prussien. Il a honte de la France, il ne mettra jamais plus les pieds en Allemagne, il écrit à son ami Tourgueniev qu'il se fera naturaliser russe.

George Sand à qui il veut apprendre la haine, s'emploie à calmer ce furieux. George Sand juge la République, comme Lamartine en 1848, «idéale et prématurée». Elle ne veut que la Paix. Gambetta qui continue la guerre est un «charlatan». Le temps n'est plus où l'on peut se battre avec des faux et des bâtons, Hugo qui crie aux Français : «Les Prussiens sont six cent mille et vous êtes trente millions. Levez vous et soufflez sur eux», n'est qu'«un pauvre d'esprit en proie à des nerfs de femmelette». George Sand réagit, à Nohant, en terrienne. Elle découvre que la France n'est pas une idée, mais une réalité. *La terre ne ment pas...* George Sand se dresse contre la Commune que Flaubert excusait presque. «Paris est devenu un repaire de bandits de toutes les nations, opprimant un troupeau de couards et d'imbéciles». La répression ne l'émeut pas. «Ils l'ont voulu». N'ose-t-elle pas écrire : «il eût mieux valu pour l'honneur de Paris qu'il eût subi l'occupation prussienne et que la Commune n'eût pas régné»? Le réaliste Flaubert est passé avec armes et bagages au romantisme, quand la romantique George s'est convertie au réalisme. Mais la colère de Flaubert (est-ce sous l'effet apaisant des mandements de la bonne dame de Nohant ?) retombera vite. Le 24 avril 1871, il écrit à la princesse Mathilde, sa confidente : «La guerre de Prusse m'a fait verser tant de larmes et m'a rendu si désespéré que je suis maintenant fort blasé sur les émotions patriotiques». Le 3 mai : «Pendant huit mois, j'ai étouffé de honte, de rage, de chagrin. J'ai passé des nuits à pleurer comme un enfant... A force d'avoir fait bouillir mon fiel, il s'est pétrifié. Je crois que je suis devenu pour les malheurs publics à peu près insensible. Je tire le drapeau mortuaire sur la face de la France. Qu'elle roule désormais dans la boue et le sang, elle est finie».

Est-ce parce qu'il a honte d'avoir lui aussi donné de la voix à un certain moment dans le concert de la Bêtise universelle et, en particulier, dans celui de la Bêtise française que Flaubert sonne ainsi le glas de la France ? Mais il lui trace vite un programme d'avenir, et il répète qu'il hait la démocratie (elle n'a d'autre but que d'«élever le prolétaire au niveau de la bêtise du bourgeois»), et il réclame comme Renan un gouvernement de «mandarins», une aristocratie de savants. «La révolution française, écrit-il, doit cesser d'être un dogme, il faut qu'elle rentre dans la science». Il ajoute : «La Politique peut devenir une science positive». Maurras est à peine né dans son lointain Martigues, et il parle déjà comme lui. Il parle comme Auguste Comte et comme Joseph de Maistre qu'il a en horreur. Celui-ci n'a-t-il pas dit en son temps que le royalisme devait désormais être «scientifique». La Révolution ou le Roi ? Science d'abord ! Flaubert est bien de cette fin de siècle où l'on publiera partout, de la Sorbonne jusque dans la petite presse des chefs-lieux d'arrondissement, que ce sont les «herr professors» qui ont gagné la guerre.

Il s'enferme cependant dans sa solitude de Croisset et il a l'impression qu'il est dans cette société «républicaine et militaire» un «fossile», «un individu qui n'a plus de raison d'être dans le monde». George Sand, maternellement, le morigène dans une lettre du 16 octobre 1872 : «Vivre en soi est mauvais. Il n'y a de plaisir intellectuel que la possibilité d'y rentrer quand on en est longtemps sorti, mais habiter toujours ce moi qui est le plus tyrannique, le plus exigeant, le plus fantasque des compagnons, non, il ne faut pas. Je t'en supplie, écoute-moi. Tu fais, d'un cœur tendre et indulgent, un misanthrope de parti pris, et tu n'en viendras pas à bout. Tu enfermes une nature exubérante dans une geôle».

C'est dans cette geôle, c'est dans la solitude, répond-il, que je peux «me trouver le mieux». Il en monte, au milieu des hoquets de la colère mal comprimée, des soupirs de tendresse. Il y a les lettres à Léonie Braille, jeune et jolie veuve, qui l'assure de son «immense amour» et dont le portrait placé sur son bureau en face de son lit le fait rêver. «L'avenir, dit-il pourtant, n'est plus pour moi un rêve». Flaubert se retourne vers les

jours d'autrefois. Ils baignent dans une vapeur lumineuse. «Sur ce fond, quelques femmes aimées se détachent, de chers fantômes me tendent les bras». C'est, disparue et retrouvée, réincarnée dans la madame Arnoux de *L'Education sentimentale*, Elisa Schlesinger. Elle l'appelle de Trouville. Il lui écrit le 6 novembre 1871 : «Je n'irai pas vous rejoindre sur cette plage où je vous ai connue et qui, pour moi, porte toujours l'empreinte de vos pas». Elle a laissé dans toute la vie et dans toute l'œuvre de Flaubert une trace ineffaçable. Un cri s'échappe de la geôle de Croisset : «O pauvre Trouville !». On l'entendra longuement, on n'entendra peut-être que lui dans cette immense correspondance grondant de tant de tumultes.

*
**

M. Pierre Lepère a placé sous le signe de cette mauvaise étoile, *L'Etoile absinthe* (4), la vie de Verlaine. Le poète lui-même est censé l'écrire. Journal ? Confession ? Rêverie ?... Le 6 octobre 1895 (dix-neuf heures), 24 rue Descartes, sur la montagne Sainte Geneviève, dans l'immonde chambre partagée avec Eugénie Kantz, où il est en train de pourrir de la gangrène de sa jambe et où il n'a plus que trois mois à vivre, Verlaine évoque en mangeant les tranches de lard qu'Eugénie ne sait jamais roussir à point la rencontre avec Rimbaud à la fin de l'été 1871, 14 rue Nicolet, chez les parents de sa femme, où le «bateau ivre» est venu s'amarrer au léger esquif verlainien et qu'il entraînera dans un ténébreux naufrage. «Je me redirai ma vie en rouge, sautant allègrement maints épisodes, ralentissant au contraire mon pas quand je voudrai faire durer ce qui a fui trop vite. Ce sera désormais mon travail jusqu'à la fin». Le pauvre poivrot, sacré prince des poètes et qui reçoit dans son galetas Paul Valéry venu lui apporter l'hommage de la jeunesse, revit, dans les affres et les délices, la «parade sauvage», l'«opéra fabuleux» auxquels l'a fait participer le «fils du soleil», le «voleur de feu» illuminant de sa torche incendiaire la sinistre aventure. «C'est le soleil, ce rival, qui m'a volé Rimbaud» écrit Lepère-Verlaine. Après le passage de l'ange exterminateur, que

(4) Nil Editions 38, rue Croix-des-Petits-Champs - Paris 1^{er}

reste-t-il de Verlaine ? Le poète de *Sagesse* en 1881. M. Pierre Lepère ramasse la couronne dérisoire du Sacre pour en coiffer non ce poète, mais avec un geste de grande tendresse, celui qui vendait ses sonnets dans les bistrot du Quartier latin pour un verre d'absinthe ou celui qui, à Coulommès, dans la propriété ardennaise, achetée par sa mère, guettait derrière les haies les garçons du pays et roulait sous la table au café du Bardo. Était-ce là, dans la boue et la sciure de bois, la vie «en rouge» traversée par l'astre de Rimbaud ? Était-ce là la vie en bleu que le prisonnier de Mons avait entrevue dans le ciel calme par la lucarne de son cachot ? C'est le poète de *Parallèlement*, des *Chansons pour elle* et *d'Amour*. «Je fus mystique et ne le suis plus». C'est pourtant dans un linceul pieux que la dernière phrase de *L'Etoile absinthe* roule la faune de M. Lepère. «Seigneur des humbles et des vaincus, dans une heure, dans un jour, je vous verrai en face. Béni soit votre nom dans cette redoutable attente». Le prêtre qui a administré Verlaine a pu dire à François Porché : «Monsieur, c'était un chrétien».

*
* *

M. Michel Mourlet a réuni sous ce titre, *Ecrivains de France* (5), des «portraits littéraires» : Anouilh, Chardonne, Bernanos, Cocteau, Déon, Dupré, Laurent, Fraigneau, Giraudoux, Montherlant, Dutourd, Perret, Toulet,... Un choix dans lequel s'implique son auteur. «Est-ce de la critique que nous faisons en esquissant ces portraits ?» pourrait-il demander comme Sainte-Beuve dans son «portrait» de Madame de Charrière. Il aurait pu répondre comme lui qu'il n'a choisi cette «forme particulière» où il mêle sous les feux croisés de l'histoire et de la critique, la biographie et le commentaire d'œuvre, que pour «produire nos propres sentiments sur le monde et la vie». C'est que M. Michel Mourlet est critique, mais aussi moraliste, dans la filière de Sainte-Beuve à Roger Judrin qui a écrit des *Moralités littéraires* (6). Moraliste, il établit entre lui-même et les écrivains dont il brosse les portraits une relation de sympathie, mieux, de connivence, dans un réseau de fidélités à une certaine idée de la littérature et de la beauté où l'on n'est admis

que sur justification de qualités d'âme et d'esprit mettant le récipiendaire hors du commun. Un mot à la mode est, aujourd'hui, celui de «valeurs». On en a la bouche pleine. Quand manquent les idées, il est plus facile de faire référence aux «valeurs». Ce sont de ces «choses vagues» qui horrifiaient Paul Valéry. M. Michel Mourlet charge ce mot passe-partout d'un sens très précis. «Rien ne vaut», avait inscrit de Gaulle quittant le pouvoir en 1969 sur la page de garde de ses Mémoires offerts à l'ambassadeur d'Irlande dans le pays de qui il trouvait refuge. Si !... Vaut ce qui est droit, pur, noble. Les «écrivains de France» auxquels M. Michel Mourlet a consacré son livre se reconnaissent : dans un moment et un pays où règnent l'égalitarisme, l'uniformité, une bassesse générale, ils sont *nobles*. De ces portraits à leur peintre «se répand, pour reprendre Sainte-Beuve, un reflet, une teinte qui donne à l'ensemble une certaine émotion», celle à laquelle le lecteur est appelé à participer.

M. Mourlet, pour la lui faire comprendre, cite Chateaubriand : «Il y a des espèces de vérités qui disparaissent dans le monde moral, comme il y a des races d'animaux qui périssent dans le monde physique. On n'en recueille que de curieux débris bons à placer sous verre dans un cabinet d'histoire intellectuelle». Les écrivains chers à M. Mourlet ont allumé leurs flambeaux à ces vérités en train de disparaître. Ils témoignent encore pour une civilisation, mais pour combien de temps ? Ils pourraient tous s'écrier comme *Le Maître de Santiago* de Montherlant : «Les derniers, nous sommes les derniers. Quelle force dans ce mot de derniers qui s'ouvre sur le néant sublime !» Le livre de M. Mourlet ressemble au cabinet d'histoire intellectuelle de Chateaubriand. Il y accroche ses portraits comme en un refuge contre la montée des périls auxquels nos enfants, sinon nous-mêmes, n'échapperont pas. M. Mourlet les recense avec une rare lucidité. Le principal n'est-il pas celui-ci : le cosmopolitisme ? Hier, chez Valéry Larbaud, «privilege d'une élite intellectuelle et voyageuse», il est aujourd'hui «devenu, dans la dégradation et la perversion des mots, synonyme de déracinement, de métissage culturel, c'est

(5) Tredaniel.

(6) Gallimard

la forme mondialiste et grand-bourgeoise de la massification égalitaire, idéal actuel des sociétés évoluées : le retour à l'indifférencié primordial du troupeau dont tout l'effort des hommes avait été de sortir depuis qu'ils marchent debout». Qui, demain, dans l'abâtardissement de notre langue, pourra lire et comprendre Giraudoux, Toulet, Larbaud, Chardonne, Fraigneau... ? M. Michel Mourlet nous a fait respirer (une dernière fois ?), au-dessus du marécage où notre époque patauge avant d'y disparaître (rien à voir avec le «néant sublime» de Montherlant), ce qui a pu nous tenir en vie, une grâce humaine. Il nous donne encore un instant de bonheur.

*
* *

Pierre Gaxotte est de ces «écrivains de France» que M. Mourlet a placés dans son précieux «cabinet». Il est l'auteur du *Siècle de Louis XV* et de *La Révolution française*, deux maîtres livres dont l'on s'est aperçu à l'occasion de la célébration du bicentenaire de 1789 qu'ils avaient contribué à faire de celle-ci un fiasco intellectuel. Mais ce normalien, reçu premier à l'agrégation d'histoire, n'est pas considéré par les sorbonnards de sa corporation comme un véritable historien ! Quand on lui demandait quel est celui de ses livres qu'il préférerait, «*L'Histoire de l'Allemagne*», répondait-il. Elle a eu un succès prodigieux outre-Rhin, en France, elle n'a pas eu un seul compte-rendu dans les revues savantes. Historien et journaliste, Pierre Gaxotte a été avant la guerre le rédacteur en chef de *Candide* mais aussi de *Ric et Rac*. Après la guerre, il collabore à des journaux féminins (*Elle*) et à des journaux financiers. Dans ceux-là, il nous dit qu'il était «préposé au rayon des facéties impertinentes et des paradoxes». Est-ce ce rayon que *Le Figaro* lui confia à sa première page, durant plus de trente ans, de 1949 à 1982 ? Les articles tirés de ce rayon sont réunis en librairie sous le titre *Le blasphème du professeur Piton et autres chroniques* (7). Quel est ce blasphème ? M. Piton enseignant l'histoire des Institutions démocratiques au Collège de France professait que «les républiques fondées par les républicains ont été moins solides que les républiques fondées par les monarchistes». Ainsi la III^e qui a atteint soixante-dix ans. M.

Piton enseignait cela dans les premières années de la IV^e. Une caricature de Sennep s'étalant alors sur les murs du métro assurait qu'elle n'était qu'une «fausse couche». Elle s'éteignit à peine pubère. Pierre Gaxotte raconte dans une autre de ses chroniques comment il reçut dans son bureau de la rue Froidevaux (XIV^e) une fée venue de la Lorraine, d'où l'avaient chassée les comités radicaux-socialistes, pour enquêter sur l'opinion politique des Parisiens. Elle n'avait rencontré dans les arrondissements chics de Paris que des hommes de gauche. Prospectant des quartiers plus modestes, elle interrogea son compatriote Gaxotte : «Connaissez-vous un homme de droite ?» «Oui, moi». Etonnant les fées et les prophètes, il a pu, durant trente ans, dans le journal du Rond-Point où l'on a dû l'accueillir par pitié (ou par goût du pittoresque) s'offrir le luxe réactionnaire de donner ses avis sur le train des choses qu'il voyait passer de sa fenêtre avec curiosité, mais trop impécunieux pour avoir jamais pu y monter. Blaspèmes ou facéties, ses avis ? On en jugera.

«J'aime les petits écrits sur les grandes choses» a confié un jour Gaxotte à son ami le musicien Henri Sauguet. Il défend, en ayant l'air de pirouetter, la liberté, la civilisation, l'ordre, le langage. «Dans vingt ans ou trente, écrit-il, les Français sauront-ils encore leur langue ?». C'est ce qui le préoccupe le plus. On enseigne aujourd'hui que «le langage est une contrainte sociale obligeant les enfants à nommer les choses avec des mots qu'ils n'ont pas choisis». Ils choisiront leurs députés et on leur imposera les mots dont ils se servent tous les jours. Guerre à l'héritage ! Il faut libérer l'enfant de sa langue. Chacun doit inventer son sabir. Demain, la Tour de Babel ! Pierre Gaxotte cite le charabia des pédants d'université, les premiers à donner l'exemple. Il propose un remède. «Si j'avais l'honneur d'enseigner notre langue à la jeunesse, je donnerais à mes élèves, chaque semaine, une version de français en français, c'est-à-dire que je leur demanderais de traduire dans un langage simple un morceau de discours officiel, un article de technocrate, un catalogue de peinture abstraite...» Pierre Gaxotte cite en exemple du bon style le *Formulaire des officiers*

(7) Fayard.

de police judiciaire par M. Lambert, professeur à l'école supérieure de police. Un chef-d'œuvre de précision et de clarté ! Pierre Gaxotte est pessimiste. Il a pourtant des solutions simples pour tout. Pour éduquer les enfants, commencer par rééduquer les parents. Contre le désordre généralisé, «rétablir le règne des lois», solution empruntée, celle-là, à un cacique de la République, Georges Mandel. Il suffisait d'y penser.

Pessimiste, Gaxotte qui ne cesse de proclamer comme le perroquet de Bainville dans le conte *Jaco et Lori* : «ça finira mal» ? Il reste gai. On compare cet homme du XVIII^e siècle qui ne lisait plus à la fin de sa vie, pour se tenir au courant de l'actualité, d'autre journal que *L'Année littéraire* de Fréron (comme Léon Bloy, les Épîtres de Saint Paul), on le compare à Voltaire dont il a l'accent aigu, à Diderot dont il avait la volubilité, à Rivarol dont il a le sens du raccourci et, comme lui, en trois mots, il met chaque chose à sa place. Il a écrit : «Seuls les pessimistes sont gais parce qu'ils sont seuls à avoir de bonnes surprises». Gaxotte ne croyait plus en rien, désabusé, mais non désespéré - «le désespoir en politique est une sottise absolue» disait son maître Maurras - il n'avait pas renoncé à «être surpris». Il n'a jamais écrit au demeurant, dans son œuvre que sur les surprises de l'Histoire. Voltaire, Diderot, Rivarol, il faudrait aussi le comparer à Marivaux, metteur en scène d'autres «surprises».

*
**

Jacques Benoist-Méchin, chargé de mission par le président Pompidou dans le Proche-Orient, a fait à Bassorah sur le Golfe Persique, à l'endroit où, en 1942, comme le lui confia le général Warlimont, trois armées allemandes devaient faire leur jonction pour marcher sur les Indes, le rêve fabuleux d'où sortiraient sous le titre *Le rêve le plus long de l'Histoire*, sept grands livres consacrés à Alexandre, Cléopâtre, Julien l'Apostat, Frédéric de Hohenstaufen, Bonaparte, Lyautey, Lawrence aujourd'hui réédités (8). Quel est ce rêve ? La fusion de l'Occident et de l'Orient, «ces deux moitiés d'un monde éclaté», la réalisation de la monar-

chie universelle dont l'Ordre mondial risque de n'être demain que la grimace. «Il naît, écrit Benoist-Méchin, avec Alexandre le Grand dans la plaine d'Hécatompylés, il reparaît avec César et Cléopâtre à Alexandrie, il ressuscite avec Julien, l'adorateur du Soleil, avec Frédéric II de Hohenstaufen, la stupeur du monde, avec Bonaparte, en Egypte, avec Lyautey l'africain, avec Lawrence d'Arabie... Rêve unique que l'Histoire poursuivrait à travers des hommes différents».

C'est un rêve poétique dans le sens où poésie signifie création. La marche à l'Orient de tous ces rêveurs d'empire est une marche aux «sources du Soleil». Elle conduit par des songes à une réalité qu'ils veulent faire surgir du désert. Lyautey, le dernier d'entre eux, s'élançant, jeune lieutenant, à la tête de son peloton, comme dans une trouée lumineuse, écrivait à son père : «Le grand maître triomphe, le soleil roi du désert, il n'y a plus rien entre ses rayons ardents et l'immensité sans aucune borne visible, toute embrasée et nue, sans un buisson, sans un arbre, sans un accident quelconque qui puisse rappeler le fini». C'est au-delà des limites du monde connu, dans une aspiration à l'infini, qu'Alexandre le Grand et ceux qui l'ont suivi à la poursuite d'étoiles filantes, ont voulu s'avancer. Cent soixante-sept jeunes gens, sortis des plus grandes écoles, escortaient Bonaparte s'embarquant pour l'Egypte, prêts à mettre leurs pas, du Caire à l'Indus, dans ceux de leur camarade Alexandre : parmi eux, l'ancêtre de Jacques Benoist-Méchin, un astronome pour déchiffrer les oracles du ciel.

Ce grand rêve, celui-là même que Benoist-Méchin refaisait à Bassorah, s'est «chaque fois effondré et achevé, dit-il, en désastre». Est-ce que l'Empire du monde, est-ce que l'unité de l'Humanité n'est pas un rêve blasphématoire ? Ce rêve finirait l'Histoire, c'est le rêve éternel de l'Homme qui, du haut de sa tour de Babel, veut atteindre à Dieu et lui ravir sa souveraineté. Ceux qui l'ont fait ont été frappés par la colère de Dieu. «Tu as vaincu, Galiléen», s'est écrié Julien l'Apostat au moment d'expirer, percé par un javelot, sur le seuil de l'Orient tentateur et interdit.

(8) Perrin.

Il y a dans le rêve de l'Histoire célébré par Benoist-Méchin cet esprit de démesure que les Grecs nommaient l'*ubris* et qui, méprisant toute limite, est attentatoire à l'ordre divin. Julien l'Apostat aurait pu échapper au châtement qu'il devait encourir pour l'avoir violé, dans le bref moment de sa vie où, à Lutèce, il a reçu de Constance le titre de César et où il a organisé une fulgurante campagne contre les Barbares d'outre-Rhin. Hissé sur le pavais par les Gaulois comme, plus tard, Clovis par ses guerriers francs, il ne lui a manqué que l'onction du Seigneur. Julien n'a pas eu son Saint Rémi. Il aurait fondé cette monarchie dont Mérovée apparu dans l'*Attila* de Corneille a été l'introduit et où le Roi n'est empereur que dans son royaume.

*
**

Le Monde a mal tourné, et il faut le recommencer ou en découvrir un nouveau. C'est, exprimée dans toute son œuvre, la constante obsession de M. Yves Berger. Mais changer le monde, c'est au prix de quelle catastrophe ? *Le Monde après la pluie* la raconte (9). Sur une terre dévastée par un brutal et incompréhensible phénomène cosmique (que s'est-il passé ? ne fait que répéter M. Yves Berger), sur une terre calcinée, creusée de trous et recouverte de cendres, il n'y a plus ni jour, ni nuit. Le soleil, dans un ciel disparu, est froid et immobile. Le temps a suspendu son cours. Un homme, rescapé de cette catastrophe, est là, néanmoins, pour témoigner de la fin du Monde. « Il est toujours difficile d'échapper à la littérature », note M. Yves Berger. *Le Monde après la pluie* est une variante des apocalypses que les écrivains et les poètes ont été nombreux à mettre en scène.

Mais les apocalypses n'ont pas de sens, sans les genèses. Assisterons-nous dans *Le Monde après la pluie* à une genèse ? M. Yves Berger donnera-t-il une chance aux survivants de son apocalypse ? La Terre dévastée n'est plus qu'un désert, mais le désert, dans l'œuvre de M. Yves Berger, est toujours le théâtre de miracles. Ainsi, nous a-t-il été donné de découvrir, dans *L'Attrapeur d'ombres*, une Amérique massacrée par les Américains, immense cimetière où il n'y a plus ni plantes, ni animaux, ni Indiens. M. Yves Berger revient sans cesse dans ses romans vers

ces territoires calcinés, des déserts ensevelis sous la cendre. Il a traversé dans *L'Attrapeur d'ombres* des forêts fantomatiques, des paysages lunaires où jusqu'à la pierre se dissout pour retourner en poussière. Mais, de la mort, M. Yves Berger veut faire surgir la vie, une vie d'avant la *Faute*, celle du Paradis terrestre. Les cinq parcs nationaux des Etats-Unis à travers lesquels, de Yosemite à Yellowstone, il nous a entraînés dans *L'Attrapeur d'ombres* sont une image de ce paradis. Yves Berger nous y a fait assister, en nommant les choses par un verbe tout neuf, à la création du Monde. Sa phrase a ce pouvoir. Un souffle la gonfle, la porte en avant sur la houle de l'immensité, aspirée par l'absolu, rythmée par le mouvement même d'une genèse.

L'Amérique, dans l'œuvre de M. Yves Berger, est le lieu privilégié de ces opérations magiques. Le Sud, chez M. Yves Berger, c'est l'Ouest, c'est le Far-West de ses lectures d'enfant. C'est aussi bien vers l'Ouest que le petit groupe d'hommes rescapé du *Monde après la pluie* marchera inlassablement, à la suite d'un Indien, Indien de cirque surpris par la fin du monde dans l'accoutrement emplumé dont il s'était revêtu pour son spectacle, Indien de pacotille, mais qui retrouve dans le grand bouleversement de la Nature l'instinct divinatoire de sa race à la recherche et à l'écoute de signes. L'un de ces signes sera curieusement la découverte de camions G.M.C. abandonnés par l'armée américaine, ceux-là mêmes que le petit Yves avait vu arriver à Avignon, dans *Les Matins du Nouveau Monde*, porteurs des messages de la Libération. Le « rêve américain » ! Soudain, dans cette marche à l'Ouest, le cri de Christophe Colomb (dont le journal de bord n'a cessé d'inspirer Yves Berger) lorsqu'il a mis pied il y a cinq cents ans aux Iles Bahamas : « Terre ! Terre ! ». L'herbe dans le désert se met à pousser, le vent souffle. On a vu le même miracle se produire dans des romans de Claude Simon, *L'Herbe*, *Le Vent*, revivifier un monde de ruines et de cendres, tirer une genèse de l'Apocalypse. *Le Monde après la pluie*, c'est, tout d'un coup, l'arc-en-ciel, une renaissance colorée et douce, le Paradis retrouvé !

(9) Grasset.

M. Yves Berger, dans *Immobile dans le courant du fleuve*, rêvait de recommencer l'Histoire du Monde à l'âge du paléozoïque, il y a six cents millions d'années. Nous sommes ici dans le néolithique, il y a seulement six mille ans. Ce n'est qu'un petit bond en arrière, suffisant pour reprendre, dans la splendeur de la nature encore inviolée, l'aventure humaine. Mais, dans ce paradis, où sont les hommes ? On les cherche. Ils apparaîtront soudain derrière un rideau d'arbres, pour décocher une flèche mortelle au dernier des survivants de la catastrophe, celui qui, revenu de loin, a voyagé à rebours du temps en quête d'origines heureuses. «Mourir au néolithique, quel affront, tout ce long voyage sans lendemain pour rien, écrit Yves Berger... Rien, jamais, ne modifiera le cours fatal des choses». La Chute (comment l'éviter ?) est le premier et le dernier mot de l'Histoire de l'Homme.

Cette quête du Paradis où, de sa Provence natale à la Virginie de tous les horizons chimériques, nous a entraînés M. Yves Berger n'a été qu'un voyage intérieur, à la recherche non pas tant d'un territoire interdit que de sa clé. Cette clé, c'est le Verbe. Il y a un verbe créateur, et l'Homme avait reçu le pouvoir d'achever la Création, en nommant chaque chose d'un mot. Mais, quand l'homme a été chassé de son Paradis terrestre, il a emporté avec lui les noms des choses sans les choses, des clés qui n'ouvrent plus rien, des mots sans emploi. «Regarde ce chaos, depuis que les mots ont quitté les choses» a dit M. Yves Berger dans *Le Sud*. Elles meurent désormais de n'avoir plus de sens. C'est dans ce chaos que M. Yves Berger veut remettre de l'ordre, par le pouvoir créateur d'un Verbe souverain. Il est parti, dans son œuvre, à la redécouverte et à la reconquête du Monde par le langage. «Rien n'échappe au langage» a-t-il dit. Les mots «ramènent» les choses... Ils leur rendent la vie, les restituent dans la grâce. Le Verbe, chez M. Berger, a, dans sa toute-puissance impérialiste, cette vertu libératrice.

*
**

«Benjamin, mon maître, mon ami qui peut me fortifier, ai-je réglé ma vie selon ce qui convenait ?». C'est l'invocation de Maurice Barrès, dans *Un homme libre*, à Benjamin Constant dont il fait avec Sainte-Beuve son intercesseur.

Le Suisse Jacques Chessex a écrit dans son dernier roman (10) une «imitation» de Benjamin Constant (même désir de Dieu, même besoin des femmes, même passion du jeu), non pour lui demander le moyen de se fortifier, mais pour mieux se défaire d'une vie qui n'est, dans la pré-jouissance de la mort, qu'une lente et puante décomposition. Elle s'achève dans une maison de santé, comme, dans un précédent roman de M. Chessex, *La mort du juste*, celle d'Aimé Boucher, placée elle aussi sous l'invocation de Benjamin Constant, l'auteur d'*Adolphe*, dans la même impuissance de l'hygiène helvétique à guérir les troubles calvinistes de la conscience.

«Quel fou, écrit M. Jacques Chessex, qui rêvera l'imitation de Benjamin Constant ! Insensé celui qui y risquera sa vie !» Jacques-Adolphe, le narrateur de *L'imitation*, souffre sans remède du mal d'être né. D'emblée, il a condamné sa vie. Il n'imitait Benjamin que pour en accélérer la dissolution. «Un soir que j'avais réfléchi solitairement sur la faculté de dédoublement qui m'avait permis toute ma vie de me dissoudre à la fois dans ma propre vie et dans le rôle imaginaire d'un autre»... M. Jacques Chessex tire de la vie de Benjamin Constant et de celle de son anti-héros, l'une se dédoublant dans l'autre, un poison doublement nocif.

«Je serai ferme à mourir comme je ne l'ai pas été à vivre» s'écrit Jacques-Adolphe dans sa maison de santé, à la fin de sa triste vie. Benjamin Constant, «une nature subtile et compliquée», a dit Sainte-Beuve que n'aime pas M. Chessex. Compliqué et subtil, son livre. Il se termine (ou ne se termine pas) sur cette exhortation tardive. Peut-elle démentir tout le passif d'une vie perdue d'avance à un jeu d'enfer ?

*
**

M. Daniel Boulanger, romancier protéiforme, aurait-il, avec *Talbard* (11), écrit un roman policier ? On assiste dans la petite ville jurassienne de ce nom à une «épidémie» de vols de portefeuille. La coupable est vite pressentie et démasquée. Il n'y a donc pas de «suspense». A vrai dire (mais le mot «vrai» est-il bien à sa place

(10) Grasset.

(11) Gallimard.

dans ce contexte ?), on assiste ici à la répétition générale d'une pièce de théâtre où les gens du pays sont appelés à faire la figuration. La voleuse, engagée par une petite annonce du journal local, ne fait que répéter son rôle. A l'insu de ses victimes ? Peut-être. On n'a pas dû encore les affranchir. Ils jouent, eux, vrai. M. Daniel Boulanger, dans ce roman écrit en trompe-l'œil dans une perspective pirandellienne, entre réalité et théâtre, joue le vrai et le faux. Dialoguiste, scénariste, metteur en scène, saltimbanque, en plus, sur la corde raide où il fait ses grâces, il reste romancier. C'est-à-dire créateur de vérité. Il y a dans *Talbard* une petite société de notables prise sur le vif. C'est, net et précis, une peinture à la Jouhandeau, mais arrangée en douceur à la Max Jacob, avec la touche colorée et poétique de P.J. Toulet. Il y a toute une cartographie de rues, de places, de cafés, un paysage. C'est dans le paysage que Toulet met sa touche. «Talbard... des à-plats de bleu, de blanc, de laque vert-noir pris dans une résille de traits géométriques enrubbannés d'une ondulation argentée». Un mélange de rigueur et de fantaisie ! La description de *Talbard* en trois lignes est celle d'une ville «amène». Nagnère, Ursacq, en Auvergne, dans le roman de ce nom où nous promenait M. Boulanger, était, pascalienne et grise, une ville «grave». Amateur de petites villes françaises (son œuvre en présente une jolie collection de cartes postales), M. Daniel Boulanger dote chacune d'un caractère. C'est la façon de ce saltimbanque d'être aussi moraliste.

*
**

Jacques de Bourbon Busset a écrit dans ses *Contes pour Laurence*, dont *Alliance* (12) est le dernier et qui ne sont que le prolongement de son journal intime dans l'infini où il continue de converser avec sa femme, qu'il a «la hantise des lointains», qu'il est toujours «en quête d'un chemin pour aller plus loin». *Alliance* nous ramène en Provence, à Salerne, dans cette Campagne du Lion qu'il a habitée pendant quinze ans avec Laurence. Il y respire, dit-il, l'air de son passé. «Un passé à deux, donc encore vivant». Est-ce un retour des «lointains» vers le «proche» ? M. de Bourbon Busset s'émerveille de cette Provence, mais pour lui exotique, où il n'a élu

qu'un domicile de passage. Il y reste, parisien, un étranger. Toujours à la recherche de limites, les pouvait-il trouver dans la Campagne du Lion autour de laquelle il a tracé une barrière de peupliers, arbre d'Ile-de-France ? Qu'il relise *Sans la muraille des cyprès* de Maurras ! Voilà, autochtone, une limite nette, précise et dure. M. de Bourbon Busset s'enracine mal dans une terre qui manque de mollesse, et il cède, une fois de plus, à l'appel des lointains. Il se métamorphose, pour mieux éprouver la joie d'être ailleurs, en nuage ou en oiseau. Il a été, en des contes précédents, pétrel, albatros, il devient frégate, faucon, et, d'un coup de sa baguette magique, il transforme Laurence, compagne de son aventure, en nuée, en tourterelle, en avocette. M. de Bourbon Busset a toujours eu besoin d'«exister à deux». Il y a dans quelques jolies pages de ce conte tout un concert d'oiseaux, et dans ce concert, dans cette volière, on distingue moins bien le chant à deux voix de M. de Bourbon Busset. Dans le plein ciel où il réussit à s'élever, d'un coup d'aile libérateur, c'est encore pour chercher des limites, loger dans l'infini le fini, comme il aime à le répéter. Mais, symbole de l'infini, le nuage a-t-il des contours ? Il y a sur la tombe d'Ignace de Loyola cette inscription : «La marque du divin est de faire tenir le maximum dans le minimum». C'est le mystère de l'Incarnation. C'est la crèche provençale. Mais, dans le ciel provençal, il n'y a pas, ou peu, de nuages. Nous avons vu au début de ce livre M. de Bourbon Busset attendant Laurence, durant qu'elle fait ses courses, dans le charmant petit jardin de Draguignan, «cité raisonnable». Il continuait d'y chercher le sens de l'univers, quête commencée, dit-il, à l'âge de treize ans et qui est loin d'être terminée. C'est dans cet enclos municipal où il a enfermé un temps sa pensée, à l'abri des vertiges sidéraux, ramenée de ses «lointains», que nous préférons, plus près de nous, le retrouver.

*
**

(12) Gallimard.

M. Pierre de Boisdeffre a rapporté dans son livre *Le lion et le Renard* (13) un étonnant propos de François Mitterrand : il espérait occuper un jour une entière page du dictionnaire où de Gaulle n'aurait droit qu'à un paragraphe. M. de Boisdeffre fait dialoguer dans ce livre le général de Gaulle et Mitterrand en tenant entre eux la partie égale. Mais, dans ce débat où ces deux hommes illustres, tant on les a déjà fait parler, ne nous réservent plus aucune surprise, c'est l'arbitre qui devrait nous intéresser.

Il y a deux hommes en M. Pierre de Boisdeffre, le petit-fils du général de Boisdeffre, chef d'état-major de l'armée française au temps de l'affaire Dreyfus, aristocrate, catholique et royaliste, l'arrière-petit-fils du docteur Jules Néraud, dit «le Malgache», bourgeois de la Châtre, grand ami de George Sand, libre-penseur et républicain, M. de Boisdeffre qui passa auprès de ses camarades de l'E.N.A. pour un «dégoûtant disciple de Maurras et de Montherlant» (il nous l'a dit dans ses Mémoires), mais qui à Maurras préférait Bernanos (encore plus à droite que Maurras, il est vrai), qui n'a cessé de cribler Montherlant de ses sarcasmes et qui hésitait entre gaullisme et démocratie chrétienne, proclamant qu'il serait «Lacordaire ou rien», a en son temps adressé une *Lettre aux hommes de gauche* (14) dans laquelle il écrivait notamment : «Une part de l'espérance humaine reste liée à l'existence de la gauche... Une gauche qui donnerait aux Français le sentiment qu'elle est prête à faire du neuf et du raisonnable obtiendrait sans coup férir leurs suffrages», mais il doit se rappeler que Charles de Gaulle écrivait à quinze ans un début de roman où l'Europe avait déclaré la guerre à la France et où il conduisait avec le général de Boisdeffre une campagne libératrice. Il y a donc entre les Boisdeffre et de Gaulle des liens historiques.

L'homme de tradition et l'homme de progrès se disputent en M. de Boisdeffre. C'est le véritable débat de ce livre. Mitterrand et de Gaulle n'y sont que des prétextes à mettre d'accord avec lui-même l'auteur de *Le Lion et le Renard*. L'entreprise est difficile, quand le jeu d'où M. de Boisdeffre essaye de tirer son épingle est brouillé, de Gaulle, avec sa croyance dans l'évolution, dans le sens de l'Histoire, dans les fatalités irréversibles, représentant le Mouvement, le Progrès, Mitterrand, avec ses fidélités terriennes, la Tradition. Il y a une affiche électorale célèbre où l'on voit la figure de François Mitterrand se profiler sur un horizon de coteaux modérés où pointe un clocher : la force tranquille. Ce n'est pas une affiche gaulliste. De Gaulle n'a jamais dressé sa statue qu'au centre de furieux orages. A une idée romantique de la France est opposée ainsi cette image paisible. Douce France ! De Gaulle a voulu en exalter la dure grandeur. Il y a un mot étranger à son langage : la tendresse. François Mitterrand a évoqué un jour dans un entretien avec M. Paul Guilbert au *Quotidien de Paris* une nation que «son Etat n'aimait pas». Dans cette phrase pudique, quelle tendresse pour la France !

«On ne peut pas parler à cet homme-là» a dit Mitterrand de De Gaulle. Dans *Le Lion et le Renard*, leurs discours s'entrecroisent, sans se fondre. M. Pierre de Boisdeffre y cherche des résonances communes pour en dégager l'impossible unité dont il rêve et où il pourrait réconcilier l'idée et l'image de cette France qui a bercé sa jeunesse. *Le Lion et le Renard*, qu'il ne faut pas prendre pour le livre-bilan d'une expérience politique, a l'accent poétique d'une complainte.

Philippe SÉNART

(13) Le Rocher.

(14) Albin Michel.

Disques

par Marc DARMON

Ludwig van BEETHOVEN : Grandes Œuvres Chorales : Missa Solemnis, Messe en Ut, trois Cantates, Le Christ au Mont des Oliviers

1 coffret 5 CD Deutsche Grammophon 453-798-2

Deutsche Grammophon édite une magistrale «Edition Beethoven» proposant tout son œuvre en vingt coffrets comprenant un total de quatre-vingt-sept disques. Parfaitement présentés et documentés, ces coffrets offrent souvent des interprétations de tout premier plan. Citons à titre d'exemple les *Symphonies* dans l'interprétation de Karajan (1962-63), les *Sonates pour piano* par Kempff et les *Sonates pour piano et violon* par Martha Argerich et Gidon Kremer.

Le coffret 19, consacré aux grandes œuvres chorales, est passionnant car il associe la très célèbre *Missa Solemnis* à des pièces moins connues (*Le Christ au Mont des Oliviers*, la *Messe en Ut*) et à des redécouvertes absolues (les trois *Cantates*).

Les deux premières *Cantates* ont été écrites par un Beethoven de vingt ans (1790) à l'occasion de la mort de l'empereur Joseph II et du couronnement de Leopold II (ce couronnement fut aussi l'occasion du *Concerto du couronnement* de Mozart). Le jeune chef Christian Thielemann, qui s'était déjà distingué par de superbes enregistrements de Pfitzner (Deutsche Grammophon), en donne une interprétation brillante et émouvante qui fait regretter qu'elles ne soient jamais jouées. Ce disque, qui devrait bientôt être disponible séparément, est une merveille pour les amateurs de Beethoven.

La *Cantate «du Congrès»*, composée à l'occasion du Congrès de Vienne (1814) est sans doute une œuvre moins riche, dont le caractère de circonstance se fait trop sentir. Néanmoins, l'enregistrement de Myung-Whun Chung, réalisé pour cette édition, est tout à fait remarquable. Par ailleurs, la réédition de la version plus ancienne mais jamais dépassée de B. Klee de l'oratorio *Le*

Christ au Mont des Oliviers est tout à fait bienvenue dans le cadre de ce coffret.

Quant aux deux messes, elles sont intégrées dans ce coffret dans des interprétations radicalement opposées. L'interprétation de Gardiner sur instrument d'époque de la *Messe en Ut* de Beethoven avait été unanimement fêtée lors de sa parution. Gardiner présente cette messe comme le «chaînon manquant» entre la *Grand-Messe en Ut* de Mozart et la *Missa Solemnis*. En revanche, la grande *Missa Solemnis* est présentée dans la version avec grand orchestre symphonique, dirigée par Levine (avec Domingo, Jessye Norman,...).

Le coffret dans son ensemble est une brique importante de toute discothèque beethovénienne.

Nicolaï MEDTNER : 2^e Concerto pour piano, Quintette avec piano

Konstantin Scherbakov, piano ; Orchestre Symphonique de Moscou, Dir. Igor Golovschin

1 CD NAXOS 8.553390

Il y a la même progression entre Medtner et Rachmaninov qu'entre Rachmaninov et Tchaïkovski. En effet, on a l'impression que la musique de Medtner constitue l'ultime étape dans l'évolution de la musique romantique et virtuose pour piano. La richesse et la quantité des idées musicales, l'énorme virtuosité exigée du pianiste, le romantisme extrême, et même le sentimentalisme, de ses partitions en font une expérience inoubliable pour l'auditeur.

De sept ans plus jeune que Rachmaninov, Medtner (1880-1951) était également un grand ami de celui-ci, et lui dédia son *Deuxième concerto pour piano*. Comme pour Rachmaninov, le second concerto de Medtner est l'œuvre qui est devenue la plus célèbre de son auteur. Ce concerto, d'une structure classique en trois mouvements, est une pure merveille.

Depuis l'enregistrement de Medtner lui-même, seul G. Tozer avait ressuscité les trois concertos

de Medtner dans une publication qui avait fait grand bruit en 1992 (éditée chez Chandos). On ne peut imaginer interprétation plus différente que celle qui figure sur la nouvelle parution Naxos, couplée avec le sommet de la musique de chambre de Medtner, le *Quintette avec piano*. En effet Scherbakov et Golovschin mettent l'accent sur la verve et l'esprit de danse qui sont contenus dans cette musique. Du coup ce concerto prend une nouvelle dimension ludique, festive et entraînante, ce qui le rend encore plus accessible. Sans aucun doute, ce disque à prix très réduit permettra à tous ceux qui n'avaient pas fait l'expérience Medtner, guidés par G. Tozer, de se faire conquérir par cette musique. Il s'agit réellement d'une des redécouvertes les plus importantes de cette fin de siècle.

Le Petit Dictionnaire de l'Orgue

*Un livre + 2 CD Harmonia Mundi
HMB590005/6*

La nouvelle collection «Passerelles» d'Harmonia Mundi est une initiative extrêmement utile. Elle est composée de livres illustrés chacun par des exemples musicaux répartis sur deux disques compacts. Ce qui lui vaut d'être mentionnée dans cette rubrique est le double intérêt suivant. Tout d'abord les disques d'illustration se suffisent à eux-mêmes et sont déjà passionnants sans le support du livre qu'ils accompagnent. Mais aussi, et surtout, ces ouvrages s'adressent aussi bien au néophyte qui découvre un domaine musical qu'au mélomane qui veut approfondir ses connaissances.

Les premiers volumes parus sont consacrés à la «redécouverte de J.S. Bach», la «compréhension de la musique baroque» et à l'orgue. Cette dernière publication, intitulée «*Le petit Dictionnaire de l'Orgue illustré*», est constituée d'un livre très détaillé sur le fonctionnement et les jeux des orgues, ainsi que sur les formes des pièces pour orgue. Il est illustré par deux disques compacts, l'un présentant des exemples musicaux d'une quarantaine de jeux différents (bombarde, clairon, bourdon,...), et l'autre près de vingt-cinq exemples de formes de pièces pour orgue (fantaisie, toccata, passacaille...). Erudition sans pédantisme, sans intellectualis-

me, ces parutions intéresseront aussi bien, on l'a dit, passionnés et novices.

J.S. BACH : Le Clavier Bien Tempéré

Jeno JANDO, piano

2 boîtiers de 2 CD NAXOS 8.553796/7

Le Clavier Bien Tempéré est un recueil en deux livres de quarante-huit préludes et fugues, dans l'ensemble des 24 tons possibles (Do majeur, Do mineur, Do dièse majeur, Do dièse mineur,... jusqu'à Si mineur), composés pour instrument à clavier non spécifié. Leur interprétation aux instruments à clavier d'époque (clavecin évidemment, mais aussi clavichorde ou orgue) est bien sûr justifiée, mais le piano moderne permet d'offrir une palette de couleurs et de nuances qui enrichissent encore l'œuvre et la rendent plus accessible. Les versions célèbres au piano de Richter, Glenn Gould (Sony), Gulda (Philips) ou même E. Fischer (EMI) sont autant de visions différentes de la façon d'interpréter cette œuvre protéiforme.

Jeno Jando est un des pianistes qui enregistre le plus pour Naxos, label dont on a souvent vanté à la fois la qualité éditoriale (technique d'enregistrement et textes de présentation), l'originalité du répertoire et, bien sûr, le prix, environ le tiers du prix habituel. Jando a notamment été remarqué dans les sonates et la musique de chambre de Beethoven ainsi que les sonates et les concertos de Mozart (Naxos, déjà). Ce pianiste hongrois vient d'achever son enregistrement au piano des deux livres du Clavier Bien Tempéré, après avoir laissé passer plusieurs années entre les enregistrements du second livre et du premier livre, qui lui a demandé plus de temps avant d'être parfaitement «apprivoisé». Son interprétation vivante, fluide mais résolue, contrastée, respecte parfaitement les différences de climat entre les quatre-vingt-seize pièces, si bien que l'enregistrement peut aussi bien s'écouter comme un tout que comme un ensemble de «miniatures» de caractères différents. Une très bonne introduction à ce que certains considèrent comme «l'Ancien Testament» de la littérature pour piano, le «Nouveau Testament» étant constitué par les 32

Sonates de Beethoven, autre recueil où J. Jando s'était distingué.

J.S. BACH : Les 6 Suites Anglaises

Gustav LEONHARDT, Clavecin

1 boîtier de 2 CD SONY «SEON» SB2K62949

Sony réédite le catalogue SEON, qui s'était illustré dans les années 70 dans la redécouverte de la musique «ancienne» (comprendre «baroque») interprétée par des pionniers, Gustav Leonhardt, Frans Bruggen, Anner Bylsma, les Kuijken... Parmi ceux-ci, le grand claveciniste Gustav Leonhardt, par son rôle à la fois de théoricien, d'interprète au clavier (clavecin, mais aussi clavichord et orgue) et de chef d'orchestre, tient un rôle à part.

G. Leonhardt a enregistré les trois cycles de Suites pour clavier de Bach, les 6 Suites Anglaises, les 6 Suites Françaises et les 6 Partitas. Moins souvent jouées que les deux autres cycles, les *Suites Anglaises* méritent pourtant la même notoriété. La succession de danses (Courante, Gigue, Allemande, Sarabande, Bourrée, Gavotte, Menuet,...) que sont ces suites est l'occasion d'une musique riche et presque savante. Leur interprétation au piano a donné lieu à des enregistrements magnifiques (Ivo Pogorelich, chez DG, pour les 2^e et 3^e Suites, Glenn Gould, chez SONY, pour l'intégrale). Plus austère mais plus authentique, l'interprétation au clavecin dispose d'une discographie moins riche que les Partitas ou les Suites Françaises. C'est pourquoi l'on conseille sans hésiter ce coffret à prix réduit, où Leonhardt, sur un très bel instrument, enregistra il y a vingt-cinq ans une interprétation qui fit date.

F. MENDELSSOHN : Symphonies pour cordes n° 1 à 13

Northern Chamber Orchestra, Dir. Nicholas WARD

3 CD NAXOS 8.553161/62/63

Avant d'écrire ses 5 grandes Symphonies (dont les Symphonies «Italienne» et «Ecossoise»), le jeune Felix Mendelssohn, alors entre 13 et 15 ans, composa ces 13 Symphonies pour cordes, véritables petites merveilles, esquisses pour le célèbre Octuor op. 20 composé deux ans plus

tard.

Bien sûr, tout n'est pas original dans ces compositions. On reconnaît même des relents de Bach présents ici ou là, qui seraient pris pour pastiches ou hommages chez un compositeur plus âgé. Mais l'invention mélodique et rythmique, l'enthousiasme et la vivacité de ces partitions, en font une des musiques des plus agréables à écouter, même si on a conscience de ne pas y trouver toute la profondeur de pièces contemporaines (derniers Quatuors et Sonates de Beethoven, par exemple). Si on a reproché à Mendelssohn, d'ailleurs injustement, sa trop grande facilité d'écriture, l'absence de tout «pathos» et d'hyper-romantisme dans ses compositions, ces reproches n'ont pas de sens pour les Symphonies de jeunesse en question, compte tenu de leur contexte d'écriture et de leur absence totale de prétention.

L'Orpheus Chamber Orchestra avait enregistré (DG) les Symphonies n° 8 à 10, publiées dans un disque qui est une excellente introduction aux compositions de jeunesse de Mendelssohn. Les trois disques Naxos permettent, eux, de disposer de l'ensemble de ces Symphonies dans une interprétation qui équivaut à celle des Orpheus, dans une prise de son d'une présence rare.

Ces disques sont bien plus qu'une curiosité. Par l'enthousiasme communicatif qu'ils procurent, ils offriront un plaisir à goûter avec autant (ou aussi peu) de scrupules que des sucreries.

Ludwig van BEETHOVEN : Leonore

H. MARTINPELTO, F. HAWLATA, C. OELZE, K. BEGLEY, M. BEST

Monteverdi Choir, Orchestre Révolutionnaire et Romantique, John Elliott GARDINER

Un coffret 2 CD Archiv (DG) 453 461 2

Leonore, ou le triomphe de l'amour conjugal est le titre sous lequel Beethoven publia et fit représenter son unique opéra en 1805. Ce n'est qu'en 1814 que, remanié, l'opéra s'appellera *Fidelio*. Mais entre-temps la situation politique à Vienne (en 1805 l'Autriche était occupée par les troupes napoléoniennes) et les idéologies politique et philosophique de Beethoven ont changé. L'opéra a suivi l'évolution de la pensée de

Beethoven pendant cette période : l'intrigue romantique s'est changée en allégorie politique, le personnage charnel Leonore s'est transformé en symbole Fidelio, et l'opéra est devenu un hymne épique d'une portée équivalente à la *Neuvième Symphonie* et à la *Missa Solemnis*.

On ne joue plus guère *Leonore* dans sa version originale, et pourtant l'œuvre mérite qu'on la représente, et qu'on l'enregistre, sans tenir compte de ce qu'elle deviendra après les multiples révisions qu'y apportera Beethoven. Sa construction est d'ailleurs plus cohérente dans la version de 1805 que dans celle de 1814 (3 actes pour *Leonore* au lieu de 2 pour *Fidelio*). Il ne faut pas penser que les modifications sont fondamentales. Notons principalement que les rôles de Marzelline et Pizarro sont plus développés en 1805, que le premier air de Florestan a été complètement réécrit pour la version de 1814 et qu'un magnifique duo Leonore/Marzelline a été supprimé. L'enregistrement qui paraît aujourd'hui présente donc plusieurs numéros nouveaux par rapport aux enregistrements habituels de *Fidelio*, dont le duo Leonore/Marzelline et l'air de Florestan.

Cet enregistrement nous montre une distribution plus légère qu'à l'habitude, plus théâtrale aussi. Les timbres originaux des instruments anciens, ceux du magnifique Orchestre Révolutionnaire et Romantique de Gardiner, contribuent également à donner une sensation de nouveauté totale à l'écoute de ce coffret. Un exemple parmi cent, prenez le magnifique duo Leonore/Rocco à l'entrée de la cellule de Florestan et comparez-le à l'interprétation de Hildegard Behrens et Hans Sotin dans l'enregistrement de *Fidelio* de Solti (DECCA) injustement décrié, son seul défaut étant de privilégier la beauté du chant et du son au dépend de la théâtralité, parti pris tout à fait défendable pour un enregistrement. On a l'impression d'entendre deux morceaux différents, l'équilibre orchestral étant beaucoup plus léger chez Gardiner, et les chanteurs, - surtout Franz Hawlata, excellent - préférant presque chuchoter plutôt que donner leur voix à pleine puissance.

Ce coffret, magnifiquement documenté, ne fera pas double emploi avec les enregistrements de *Fidelio* de votre discothèque. Il passionnera tous ceux qui aiment l'unique opéra de Beethoven et qui en découvriront ainsi la version originale dans l'interprétation idéale pour soutenir constamment leur intérêt.

W.A. MOZART : *Don Giovanni*

Bryn TERFEL, Renée FLEMING, Ann MURRAY,
Michele PERTUSI

Orchestre Philharmonique de Londres, Dir. Sir
Georg SOLTI

3 CD DECCA 455-500-2

La discographie de Sir Georg Solti a été souvent vantée dans ces colonnes (chez DECCA depuis cinquante ans), et principalement pour les œuvres lyriques. Nous ne reviendrons donc pas sur les réussites que sont ses enregistrements des grands opéras de Verdi, Wagner, Mozart et Richard Strauss. Pour parfaire cet ensemble, Sir Georg nous devait de réenregistrer *Don Giovanni* et *Tristan et Isolde*. Faute de trouver la distribution adéquate, le projet toujours repoussé de *Tristan* n'aura pas vu le jour avant la disparition du maestro. En revanche, le *Don Giovanni* de Mozart a été enregistré, en public, dans une distribution idéale. Cet enregistrement «testament» clôture avec magnificence une carrière qui s'identifie avec l'histoire de la musique enregistrée.

Comme toujours, la prise de son, présente et transparente, permet de tout saisir des intentions du chef et de ses chanteurs. La beauté de la voix de Renée Fleming, Donna Anna pour l'éternité, l'élégance de Bryn Terfel en Don Giovanni et la cocasserie de Michele Pertusi en Leporello, l'émotion suscitée par le chant d'Ann Murray, Donna Elvira écorchée vive, seront conservées à jamais dans une qualité de son qui n'est pas près d'être dépassée.

Une des grandes originalités de cet enregistrement est l'ambiguïté née de l'interchangeabilité des deux chanteurs de Don Giovanni et de son valet. Bryn Terfel est aussi un grand interprète de Leporello, Michele Pertusi pourrait tout à fait chanter le séducteur, cela s'entend et rend très intéressantes les scènes de l'échange des femmes et du cimetière.

Solti l'architecte, le démiurge, mène son équipe à brides abattues, construit une réelle cathédrale sonore et structure admirablement ce qui n'est pas le plus équilibré (deux actes !) des opéras de Mozart. Un coffret de la même qualité que les enregistrements désormais mythiques de la *Tétralogie* (récemment rééditée avec une plus-value sonore surprenante), les *Maîtres Chanteurs*, *Elektra* ou *La Femme sans Ombre*. Bravo Maestro, et adieu !

Notes de Lecture

Le grand échiquier L'Amérique et le reste du monde

de Zbigniew Brzezinski

Zbigniew Brzezinski, fils d'un ambassadeur de Pologne, devenu citoyen américain, est de ces intellectuels comme l'Amérique en produit qui alternent les phases conceptuelles et les périodes d'action.

Déjà, dans son premier livre «Alternative to partition», il cherchait une alternative pacifique à la fracture de l'Europe. Un autre Polonais, le pape Jean-Paul II devait par la suite y contribuer puissamment, et certains se sont même demandé si Brzezinski, devenu entre-temps *Security Advisor* du Président Carter, n'avait pas joué un rôle dans son élection...

Quoi qu'il en soit, il est une décision dont Zbig, comme l'appellent tous ses amis, revendique hautement la paternité. C'est celle que prit Carter sur ses conseils d'aider les Afghans à résister à l'armée russe, comme l'Union Soviétique avait aidé les Vietnamiens en son temps. On peut voir sur une photo d'époque Zbig, venu inspecter au Pakistan les conditions dans lesquelles les armes étaient acheminées. La photo est prise à la frontière, au Khyber Pass, et le National Security Advisor pointe un fusil d'assaut vers les montagnes d'Afghanistan. On ne saurait être plus explicite.

L'Amérique fournit d'ailleurs beaucoup plus que des fusils d'assaut. Elle distribua aux moudjahidin afghans des fusées Stinger capables d'abattre les hélicoptères soviétiques et privèrent ainsi les Russes de leur arme principale. Finalement, le gouvernement soviétique décida

de retirer ses troupes. Ce fut pour l'URSS une défaite majeure et le commencement de la fin. Rarement investissement aussi limité entraîna de telles conséquences.

Dans *Le grand échiquier* Zbig dresse un tableau du monde et de ses principaux acteurs, les Etats-Nations. Comme le remarque dans la préface de l'édition française (1) Gérard Chaliand, directeur du Centre d'étude des conflits, il ne s'agit pas ici de synthèses hasardeuses comme celles que risque Samuel P. Huntington sur «Le choc des civilisations» (2). Propres à stimuler la réflexion, celles de notre auteur savent aussi guider l'action. Il s'agit d'un état des lieux complet dressé par un homme d'étude et d'action qui a une connaissance précise et personnelle des pays qu'il décrit. C'est ainsi que l'auteur consacre quelques-unes de ses pages les plus fortes à la disparition de ce qui était le plus grand Etat de la planète, «laissant une sorte de trou noir au centre du continent eurasiatique». En l'espace de deux courtes semaines, à la fin de 1991, l'Union Soviétique était dissoute. Elle laissait à sa place un Etat russe de 150 millions d'habitants cependant que les autres Républiques, représentant elles aussi 150 millions d'habitants, affirmaient à des degrés divers leur souveraineté et leur indépendance : «les Russes qui, moins encore que le reste du monde, n'avaient eu les moyens de pressentir la fin proche de l'Union, découvraient

(1) Bayard Editions, 1997.

(2) Odile Jacob, 1997.

soudain qu'ils n'étaient plus les maîtres d'un empire transcontinental. Désormais, leur pays était refoulé aux limites dont il était sorti dans un passé déjà lointain. Dans le Caucase, il s'arrêtait aux frontières du début du XIX^e siècle, en Asie centrale, à celles fixées au milieu du même siècle, et - plus douloureux encore - il retrouvait, à l'Ouest, les dimensions atteintes à la fin du règne d'Ivan le Terrible, en 1584».

Ce fut une décolonisation éclair.

A l'Est, même si les frontières de la Fédération de Russie n'ont pas été modifiées, «la puissance économique chinoise, nourrie par l'énergie de son milliard 200 millions d'habitants, est en train d'inverser les termes de l'équation historique entre les deux pays». L'Etat russe n'est pas seulement dépossédé de sa mission impériale : «en s'efforçant de combler le retard impressionnant qui sépare la Russie des régions plus développées de l'Eurasie, les tenants de la modernisation (et leurs conseillers occidentaux) s'appliquent à le priver de son rôle économique de créateur, de propriétaire et de redistributeur des richesses sociales. Rien de moins qu'une révolution politique». «Mais les institutions clés du pouvoir soviétique - même affaiblies et frappées par la démoralisation et la corruption - n'ont pas disparu. A Moscou, sur la place Rouge, le mausolée de Lénine, toujours en place, symbolise cette résistance de l'ordre soviétique. Imaginons un instant une Allemagne gouvernée par d'anciens gauleiters nazis, se gargarisant de slogans démocratiques et entretenant le mausolée d'Hitler au centre de Berlin...».

Dans la décomposition de l'ancien Etat soviétique trois Etats possèdent une importance particulière : l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et l'Ukraine, ceux que l'auteur appelle les Etats catalyseurs. «L'Azerbaïdjan indépendant offre à l'Ouest un corridor d'accès au bassin de la Caspienne, à ses richesses énergétiques, et à l'Asie centrale. Dominé, ce pays isolerait l'Asie centrale du monde extérieur, qui deviendrait alors sensible aux pressions politiques russes en faveur d'une nouvelle intégration. L'Ouzbékistan, le plus dynamique et le plus peuplé des pays d'Asie centrale, serait l'obstacle majeur à une restauration du contrôle russe sur la région».

L'Ukraine constitue cependant l'enjeu essentiel. Le processus d'expansion de l'Union européenne et de l'OTAN est en cours. «A terme, l'Ukraine devra déterminer si elle souhaite rejoindre l'une ou l'autre de ces organisations. Pour renforcer son indépendance, il est vraisemblable qu'elle choisira d'adhérer aux deux institutions, dès qu'elles s'étendront jusqu'à ses frontières et à la condition que son évolution intérieure lui permette de répondre aux critères de candidature».

Zbig Brzezinski, on le voit, a une conception particulièrement dynamique du développement des différentes institutions européennes et atlantiques qui structurent l'Europe occidentale et, demain, l'Europe centrale dans laquelle il classe déjà l'Ukraine.

Sur l'état de l'Europe le jugement de Zbig est d'un cruel réalisme : «une Europe vraiment européenne n'existe pas. C'est une vision d'avenir, une idée et un but ; ce n'est pas une réalité. L'Europe de l'Ouest a certes réussi à mettre sur pied un marché commun, mais son unité politique est encore dans les limbes. S'il fallait en fournir une preuve, son absence continue tout au long de la guerre en ex-Yougoslavie en serait la plus cruelle. Pour le dire sans détour, l'Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain et ses Etats rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires».

Mais notre auteur, loin de se satisfaire de cet état de choses, le juge malsain, «pour l'Amérique comme pour les nations européennes».

Pour l'Amérique, l'Europe est une tête de pont géostratégique fondamentale. Pour les Européens, l'auteur décrit avec une grande subtilité et beaucoup de sympathie les efforts franco-allemands dans lesquels la France, suivant une heureuse formule, vise «la réincarnation» de sa grandeur passée et l'Allemagne «une rédemption».

La réunification allemande a changé la position relative des deux partenaires mais non leur engagement européen ni le caractère irremplaçable du couple franco-allemand. Sa remise en cause «marquerait un retour en arrière et équivaldrait à une catastrophe pour la position amé-

ricaine sur le continent».

Cette position, Brzezinski la définit avec clarté : «le problème central pour l'Amérique est de bâtir une Europe fondée sur les relations franco-allemandes, viable, liée aux Etats-Unis, et qui élargisse le système international de coopération démocratique dont dépend l'exercice de l'hégémonie globale de l'Amérique».

Trois conclusions en découlent :

- L'Amérique «doit affirmer qu'elle est prête à reconnaître à terme l'Europe comme un pair sur le plan international.

- Il faut être préparé à l'idée qu'une Europe unie aura une identité propre, en particulier sur le plan politique et militaire. Cela exige de s'accommoder progressivement des conceptions françaises concernant la distribution des pouvoirs au sein des institutions transatlantiques.

- Enfin une implication énergique et déterminée est indispensable pour aider à la définition des limites de l'Europe et pour régler des problèmes sensibles, surtout pour la Russie, tels que le statut souhaitable dans le Système européen des Républiques Baltes et de l'Ukraine».

Dans cette optique Zbig attache une grande importance à ce que l'on appelle le triangle de Weimar, du nom de la ville où, pour la première fois, Français et Allemands décidèrent de faire participer la Pologne à quelques-unes de leurs décisions communes.

N'oubliant pas ses origines polonaises et les rapports anciens entre la Pologne et l'Ukraine, Zbig, se projetant hardiment dans l'avenir, envisage que cette dernière soit cooptée comme partenaire privilégié et n'hésite pas à écrire : «en 2010 la collaboration franco-germano-polono-ukrainienne pourrait devenir la colonne vertébrale géostratégique de l'Europe».

Ceci est sans doute bien loin des préoccupations françaises actuelles, mais il faut noter avec Brzezinski que «l'Amérique et l'Allemagne ont, dès le milieu de la décennie, pris fermement position en faveur de Kiev. En juillet 1996, le secrétaire d'Etat américain à la Défense parlait de l'importance, à ses yeux inestimable, de l'indépendance ukrainienne pour la sécurité et la stabilité en Europe». En septembre de la même

année, le chancelier allemand - en dépit de son soutien marqué au président Boris Eltsine - s'est engagé plus avant en déclarant : «L'Ukraine tient en Europe une place que personne ne peut discuter (...). Son indépendance et son intégrité territoriale ne souffriront pas de remise en question». Aux Etats-Unis, les hautes sphères gouvernementales qualifient désormais la relation avec l'Ukraine de «*partenariat stratégique*, utilisant à dessein la dénomination en vigueur pour les relations américano-russes».

Tout ceci, pour Zbig, est la suite logique de l'élargissement progressif de l'OTAN et de l'Union Européenne.

Dans cette optique toutes les tentatives des Russes pour rétablir leur influence sur leurs anciennes possessions asiatiques doivent être fermement contrées et, par exemple, les anciennes Républiques Soviétiques riches en pétrole doivent avoir la possibilité de l'acheminer vers les marchés extérieurs à travers la Turquie, l'Iran, ou vers la Chine sans être obligées de passer par les pipelines russes, ce qui les soumettrait aux pressions de Moscou.

Pour la Russie, après avoir longuement analysé et démonté les différents scénarios qui s'offrent à elle, notre auteur arrive à la conclusion que la seule issue possible est celle d'un repliement sur elle-même, d'un ressourcement comparable à celui que réalisa Kemal Ataturk à la tête d'une Turquie débarrassée de son histoire. Si la Russie choisissait la voie de la démocratisation et de la modernisation elle pourrait avoir des relations plus organiques avec l'Europe : «En retour, cette nouvelle étape mettrait à l'ordre du jour la fusion du système de sécurité transatlantique avec un système eurasien transcontinental. Dans les faits, la question de l'adhésion formelle de la Russie ne devrait pas se poser avant longtemps. C'est précisément pourquoi il ne faut pas lui fermer les portes».

Comme on le voit la vision de notre auteur se veut hardiment prospective.

Prospective mais nullement angélique. En l'état actuel des choses l'hégémonie américaine s'exerce par un véritable maillage planétaire d'institutions diverses au centre duquel se tient l'Amérique : «Son pouvoir s'exerce par le dialogue, la négociation permanente et la recherche

d'un consensus formel, même si, en dernière analyse, la décision émane d'une source unique : Washington, DC. Telle est la règle du jeu, à l'image de la politique intérieure américaine».

Cette situation de fait que notre auteur décrit sans vergogne doit, pour durer, s'adapter et, nous l'avons vu, à terme il pense que l'Amérique devra s'orienter vers un partenariat véritable avec l'Europe et une relation apaisée avec une Russie qui, s'étendant sur dix fuseaux horaires, reste le plus grand Etat du monde. Malgré cela la Russie doit se rendre à l'évidence et en tirer les conclusions qui s'imposent : l'Europe et la Chine la surpassent toutes deux sur le plan économique.

Cette Chine, Zbig ne la voit pas devenir une puissance globale mais certainement la puissance prédominante de l'Asie Orientale. Il note que la Chine et l'Amérique ont des intérêts communs : limiter la liberté d'action de la Russie en Asie Centrale, avoir la liberté d'accès aux ressources pétrolières de cette région. Il préconise un rapprochement progressif avec la Chine et par exemple de l'inviter à participer au sommet annuel du G7 comme cela se fait maintenant pour la Russie.

Quant au Japon, son passé et la présence de la Chine l'empêchent de devenir un pouvoir régional dominant et ses récents revers économiques ont montré ce qu'il fallait penser des prévisions extravagantes qui annonçaient le dépassement de la puissance américaine par la sienne. Mais, protégé par l'Alliance américaine, il peut devenir un leader mondial dans le développement économique et le maintien de la paix, un peu comme le Canada, mais avec une influence et des moyens bien supérieurs.

Ainsi s'achève ce tour d'horizon. Il n'est pas planétaire. Il est centré sur le continent eurasiatique, car, pour notre auteur, «l'Eurasie reste l'échiquier sur lequel se déroule la lutte pour la primauté mondiale».

Dans le proche avenir il ne voit pas quel Etat pourrait disputer aux Etats-Unis une primauté fondée sur les quatre dimensions de la puissance : militaire, économique, technologique et culturelle.

Mais, nourri d'histoire, Zbig sait que la puissance relative de l'Amérique est appelée à décliner, ne serait-ce que parce que les Etats-Unis verront diminuer leur part de la production mondiale : actuellement de l'ordre de 30 %, elle pourrait tomber à 20 % d'ici la fin du siècle, et 10 à 15 % vers 2020.

Par ailleurs l'Amérique est une démocratie et il est peu probable que le peuple américain soit disposé à supporter les coûts financiers et éventuellement humains qu'entraînerait toute tentative pour assurer le maintien de la paix dans cette immense zone. «La démocratie exclut toute mobilisation impériale».

Ainsi s'agit-il pour l'Amérique de développer de véritables partenariats avec une Europe plus unie, avec une Chine prédominante à l'échelon régional, avec une Russie postimpériale tournée vers l'Europe.

Par la suite on pourrait aller vers une structure de coopération mondiale. «Le succès géostratégique que cela représenterait serait le legs de l'Amérique en tant que première, seule et dernière superpuissance de caractère véritablement international».

Au terme de cet exposé aussi solide que brillant nous devons nous interroger. Même si l'on pense que la Russie ou la Chine ont en effet intérêt à s'engager dans la voie ainsi jalonnée par cet ouvrage, rien ne nous garantit que la Russie ou la Chine de demain verront leurs intérêts de cette manière - et d'ailleurs combien de fois a-t-on vu des Etats agir contrairement à leurs intérêts.

Pour ce qui est de l'Europe, si nous avons une vision alternative, il n'est que temps de la développer. Si nous n'en avons pas, examinons le système mondial tel qu'il est, la place réelle de notre pays dans ce système et demandons-nous si la meilleure façon de défendre nos intérêts et de faire passer notre message n'est pas en effet de nous orienter avec nos alliés européens vers un véritable partenariat Europe- Etats-Unis.

Mais soyons réalistes. Sur cette route le véritable obstacle n'est pas américain. Il est en nous. C'est notre incapacité actuelle à imaginer des institutions européennes qui nous permettent au siècle prochain de participer avec les Etats-Unis au dialogue des continents.

René FOCH

Le Livre noir du communisme Crimes, terreur, répression

de Stéphane Courtois, Nicolas Werth,
Jean-Louis Panné, Andrzej Paczkowski,
Karel Bartosek, Jean-Louis Margolin

Il est des livres qui passent inaperçus, comme lettres à la poste. Ce ne sont ni les moins assurés de durer ni les moins importants. Il en est, au contraire, qui «font des histoires», qui font des vagues. Ce ne sont pas, forcément, les moins intéressants. D'autant que le débat ou les empoignades qu'ils provoquent sont, dans la plupart des cas, révélateurs de quelque chose de l'esprit du temps. Précisément, ce *Livre Noir* appartient à cette seconde catégorie.

Un livre «à histoires»

Pourtant, quand parut (en 1995) le désormais fameux François Furet, «*Le passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*» - duquel, incontestablement, ce *Livre noir* est né -, on entendit force louanges et peu de cris. Au pire quelques chuchotements. Mais n'était-ce point normal ? Comme les clercs des temps anté-conciliaires, les intellos sont obligés de révérence garder quand parlent leurs grands pontifes !

A la publication, en revanche du *Livre Noir*, quel tollé ! Il est vrai que François Furet (mort dans l'entre-deux) n'était plus là pour couvrir de son autorité et avec son art et sa manière *ce passif de l'idée communiste au XX^e siècle*. Il est certain aussi que c'est une chose de lire l'histoire de la plus grande illusion du siècle, et c'en est une autre d'en lire la comptabilité sanglante, chiffre des cadavres à l'appui.

Cependant, il est vrai, aussi, que, comme l'écrivait Georges Suffert avec sa verve inimitable, «*ce qui stupéfie, c'est l'étonnement..., chamoillerie sans grande importance...*» (Fig. 07/11/97). Attitude partagée, avec plus de modération, par Laurent Joffrin (Libé 11/11) : «*Ce qui frappe, encore et toujours, c'est l'in-vraisemblable refus de savoir... Car ce qui est là synthétisé... avait été, bribe par bribe, chapitre par chapitre, révélé...*».

En tout état de cause, que de grincements de dents, que de discours aigres ou virulents ! Tant

et si bien que ce *Livre Noir* ne peut pas être saisi hors de ce champ conflictuel. Ces débats sont une des dimensions du livre.

Pas très important (du point de vue d'une recension bibliographique), mérite mention, tout de même : ce livre mit le feu au Palais-Bourbon. Bref, le mercredi 12 novembre 1997, le Premier Ministre, interpellé sur ce *Livre Noir*, fut poussé dans les cordes par François Bayrou. Et Lionel Jospin, fut acculé à la faute. Il n'hésita pas à s'ériger en *défenseur du communisme français* (Libé. 13/07/97). A travers un discours ahurissant, on le surprit jetant le masque. Sous la belle âme kantienne perça l'idéologue à réminiscences troskystes - sous le moralisateur, le cynique. Cet après-midi-là, ce livre, écrit pour désacraliser le communisme, désacralisa le jospino-socialisme ! Effet inattendu ! Positif !

Plus essentiellement, ce «*pavé dans l'Histoire*» (Libé. 11/01/97), flanqua la zizanie au C.N.R.S. Les querelles entre intellos, chercheurs et historiens n'y furent pas combat Droite-Gauche ! Les empoignades mirent aux prises les *ex* (*ex-staliniens, ex-gauchistes*) et les hérétiques de longue date : *souvarinistes, trotskistes, etc.* Et l'on assista même - fait plutôt rare - à des règlements de comptes publics, au fil des gazettes et des émissions.

A vrai dire, pas simple de comprendre ce tohu-bohu !

Pour décrypter le flot des interventions, publiées notamment dans *Le Monde*, *Le Monde Diplomatique* (celui-ci ultra virulent !) et *Libé*, etc, aux sons des argumentaires stéréotypés et répétitifs, il faudrait avoir le code. Il faudrait être ce que Champollion fut aux hiéroglyphes ! C'est un monde, ces tribus !

Sous ce biais, ce n'est pas, probablement, un hasard si (comme l'a signalé *Historia*) *Le Livre Noir* a été publié sous la direction de Charles Ronsac, animateur, dès les années 25, d'un *Cercle Marx et Lénine* que fréquentèrent les *Surréalistes, Souvarine, Pierre Naville, Gérard Rosenthal et plus tard Raymond Queneau*,

Georges Bataille, la philosophe Simone Weil).

Il faudrait, non moins, analyser, de très près, les grandes manœuvres historiographiques déchaînées par l'ouverture de certains fonds d'archives à Moscou, voire place du Colonel Fabien (à Paris). Déjà, avant le *Livre Noir*, le livre *Aveux des Archives. Prague-Paris-Prague* (Ed. Seuil, 1996) de Karel Bartosek avait provoqué une belle bataille.

Esprit (janvier 1997, p. 173-183) donne d'intéressants éclairages sur ces querelles de chercheurs. Stéphane Courtois a, de son côté, dénoncé «une cabale d'historiens d'extrême-gauche pour sauver la mythologie soviétique», une sorte de «révisionnisme en habits rouges» (in *Valeurs Actuelles*, 08/11/97).

Ça suffit pour ce qui concerne le bruit ! Et le livre dans tout ça ? Que dit-il ?

Un livre ou un champ clos ?

A vrai dire, la singularité de ce livre sur le communisme (846 pages) est, bel et bien, que, «dressé par un collectif d'historiens, (ce) bilan global et scientifique de quatre-vingts ans de communisme» (*Libé* 11/11) est non seulement «à plusieurs voix» mais à partitions discordantes, au moins peu ou prou. Bel exemple, ce «collectif», de la fragilité des «collectifs» chez les intellos !

Ainsi s'affrontent, d'une part, les contributions de Stéphane Courtois (au nom de trois) et, d'autre part, les textes des autres sur l'URSS, les démocraties populaires, le communisme en Asie, le communisme dans le Tiers-Monde.

Ni dans les pages liminaires ni dans ses conclusions Stéphane Courtois, ce disciple d'Annie Kriegel, ne recourt aux circonlocutions précautionneuses. Ses «choix sont fracassants, c'est le moins qu'on puisse dire» (cf. Daniel Lindenberg - *Esprit*, janvier 1998).

Dans la trentaine de pages de présentation, Stéphane Courtois enfonce le clou fermement. Pour justifier son titre - *Les crimes du communisme* - il comptabilise haut : «le total approche la barre des cent millions de morts» (p. 14).

Il pousse loin, puisque, selon lui, les défini-

tions de *crime contre l'humanité* «s'appliquent à de nombreux crimes commis sous Lénine et surtout sous Staline» (p. 17), car «le génocide de classe» rejoint le «génocide de race» ; la mort de faim d'un enfant de koulak ukrainien délibérément acculé à la famine par le régime stalinien «vaut» la mort de faim d'un enfant juif du ghetto de Varsovie acculé à la famine par le régime nazi» non sans ajouter toutefois que «ce constat ne remet nullement en cause la «singularité d'Auschwitz» (p. 19).

Expliquant les causes de «l'occultation de la dimension criminelle du communisme» (p. 21), il ne va pas, non plus, sans provocation.

En plus, dans la quarantaine de pages finissant l'ouvrage - intitulées *Pourquoi ?* - Stéphane Courtois ne faiblit pas. Ainsi : «Par un effet de propagande, les communistes ont réussi à faire croire que leur démarche était universelle, prenant en compte l'humanité toute entière...» (p. 821).

Voilà des propos totalement subversifs !

Malheur à l'homme par qui le scandale arrive ! Du coup, Stéphane Courtois a été voué à tenir rôle de l'âne de la fable, «ce pelé, ce galeux...». Les autres co-auteurs courant les médias toutes catégories pour crier, tel des violés, que tout cela est plus compliqué. Si complexe, M'sieurs, Dames !

«Le Livre noir du communisme n'est pas une somme définitive, encore moins une Bible» (J.-L. Margolin et N. Werth in *Le Monde*, 14/11/97). «Non, l'idéologie communiste n'est pas seule responsable» (N. Werth - *Nouvel Obs.*, 20-26/11/97), «Les crimes sont certes une composante essentielle mais le mensonge qui a permis l'occultation de la terreur me paraît plus central que le crime lui-même. Il y a eu des moments où le crime en tant que crime de masse était central, mais ce sont des courts moments : 32-33, 36-38...» (N. Werth - *L'Huma*, 07/11).

Très pénible, ces querelles ! Il y traîne des relents de stalinisme ! A croire que les Ex c'est comme les curés ! Ça ne défroque jamais totalement !

Reste que la contribution de N. Werth, sur «l'exercice de la violence d'Etat en URSS», véritable livre dans le livre (240 pages !) est

impressionnante. Comme l'a relevé *Jorge Semprun* (in *Journal du Dimanche*, 16/11/97) son titre est impitoyable, «*Un Etat contre son peuple. Violences, répressions, terreurs en Union soviétique*». Autrement dit, de *décosquisition* en *dékoulakisation*, de la création par *Lénine*, le 9 août 1918, du *premier camp de concentration* (p. 85) à *l'empire des camps* (p. 226 et *svtes*), une société fut prise en otage par un Parti. *N. Werth* rejoint *Martin Malia* (*La Tragédie soviétique*. Ed. Seuil, 1995).

Cette entreprise monstrueuse étant désormais établie, il est, politicologiquement, intéressant d'en radioscopier avec méthode le «fonctionnement» comme fait *N. Werth*, en s'efforçant d'analyser les causes, motifs et déroulement des cycles successifs : *premier cycle «léniniste» (1917-1922)* - tiens ! *Lénine* n'est pas innocent ! importante cette constatation ! -, *cycles staliniens (1927-33 ; 1936-38 ; 1940...)*.

N. Werth croit pouvoir affirmer que tous ces crimes n'ont pas dérivé d'un *dessin conçu, maîtrisé et inscrit dans le long terme*» (p. 295). Ouais... peut-être. Surtout *N. Werth* ne serait-il pas effrayé par ses propres analyses ?

Autre morceau de choix : la quatrième partie du *Livre* (200 pages), dominée par les contributions de *Jean-Louis Margolin*. Le titre en est : *Communismes en Asie : entre «rééducation et massacre*». Il y est insisté sur les spécificités du communisme dans *l'Asie sinisée*, notamment. Spécificités venant du fait que ces communismes se sont greffés sur des mouvements d'émancipation nationale. Surtout du fait qu'en Chine l'Etat ne s'est jamais constitué séparé de la société, et que, dans ce contexte, l'important fut la diffusion dans la société de normes identiques de morale civique. D'où la place faite à la «rééducation». *Pourquoi se donner la peine de tuer si l'on peut efficacement terroriser ?* (p. 700). A certains moments, la méthode faillit réussir : «*Là où la révolution russe ne réussit pas à briser le fossé entre «eux» et «nous», la Révolution culturelle put faire croire un moment que...*» (p. 700). Oui mais... les massacres vinrent quand même !

Au long de certaines pages de ce *Livre noir* et des mille-et-une querelles, il apparaît que deux camps s'opposent.

Ceux qui, horrifiés par la cruauté de *l'illusion*, ne se contentent pas d'en prendre acte et désirent l'exposer au pilori. Ils crient : *communismes et communistes, responsables et coupables !*

Ceux qui s'accrochent à *l'illusion* et, faute de pouvoir en cacher l'histoire, tentent d'en sauver la mémoire. Ils vont suggérant ou soutenant : «*Ah ! que l'utopie était jolie ! Ah ! que les militants étaient purs et radieux ! Peut-être un brin responsables ? Pas coupables !*»

Au delà du débat et des empoignades

Quant au lecteur, *Le Livre* et le dossier (de presse) refermés, il est partagé entre deux mouvements de l'âme.

- le sentiment d'un *mystère* qui lui échappe :

«*Dans son «Itinéraire» (Gallimard, 1996), Octavio Paz notait, pour conclure une page analysant le rôle des communistes en Espagne, que «rarement, on aura vu tant de bonnes raisons conduire tellement d'âmes vertueuses à commettre un si grand nombre d'injustices. Admirable mystère abominable.*»

«*Ce mystère-là, qu'on peut sortir de son cadre espagnol, qu'on peut légitimement universaliser, n'est pas pris en compte par le Livre Noir dont le propos était différent. Si on n'essaie pas de l'éclaircir, pourtant, même les vérités de ce travail demeureront relativement inopérantes.*» (*J. Semprun, JD 15/11*).

- le sentiment que les tribus de chercheurs, historiens, intellos sont un phénomène humain quelque peu étrange !

Encore n'avons-nous pas évoqué les querelles sur une autre question brûlante : la comparaison, possible ou impossible - épistémologiquement, méthodologiquement, ontologiquement etc -, opportune ou inopportune politiquement - à cause de *Le Pen* et d'autres - entre *nazisme et communisme*.

Ce point est traité par ailleurs dans ce même numéro (*Christian Savès - Nazisme et communisme face à l'exigence éthique*), p. 51.

René PUCHEU

Ed. Robert Laffont, 1997

Le siècle des intellectuels

de Michel Winock

Voici la *Grande Parade de la Haute Intelligentsia* (franco-française) du *Siècle*.

Mise en scène, distribuée, présentée par Michel Winock, ancien élève de l'École Normale Supérieure, Professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po, membre des comités de rédaction des revues *L'Histoire* et *Vingtième Siècle*, depuis leur création, longtemps chroniqueur à *L'Événement du Jeudi*, auteur d'une quinzaine d'ouvrages - le premier, *Histoire de la revue Esprit (1930-1950)* - Ed. Seuil, 1975 -, le plus récent : *Dictionnaire des historiens français* (codirigé avec Jacques Julliard - Ed. Seuil, 1996).

C'est dire la qualité de la compétence et la place dans le «pouvoir intellectuel» !

Cette grande «revue» de la H.I. se déroule en trois actes - *les années Barrès ; les années Gide ; les années Sartre* - et 62 séquences. Plus, *épilogue à suspens, la fin des intellectuels ?* En supplément, quarante pages d'annexes : trois cahiers photos, une chronologie 1894-1997.

Près de 2.000 grandes ou moyennes figures des microscomes intellos successifs, interprétées, nommées ou évoquées. De *Jeanne d'Arc* (versions et figuration XX^e siècle) à *Max Gallo*. Le tout couvrant 696 pages bien tassées !

Gigantesque ? Oui ! Et avec les limites du genre. Les grandes fresques ne permettent pas de faire dans la nuance !

Pour vous donner une idée ramassée du parcours. Première scène de début : on est en décembre 1897, à Neuilly, Barrès et Léon Blum conversent, gentiment, sur Dreyfus. Dernières scènes : on est à Paris, le 10 mai 1981, sur la Place de la Bastille, Alain Finkielkraut se laisse aller à chanter (sous la pluie, je suppose) *l'Internationale*. A quelques jours de là, les 13-16 mai 1981, à Paris, à la Maison de la Chimie, on tient colloque sur le stalinisme français.

Il va de soi que cette «revue» n'est pas conçue pour les heures de divertissement - malgré quelques scènes quasi bouffonnes mais involontairement ! Dans le monde des intellos le

comique se cache sous le docte. Ainsi, sérieux (de ton) garanti.

Du coup, stop au persiflage ! Mettons-nous au diapason. Tentons de faire dans le sérieux ! Même si la grosseur du livre oblige à une recension impressionniste.

Or, donc, incontestablement, ce livre est important. Par suite de deux circonstances.

D'abord, parce que l'auteur étant où il est, les vues qu'il présente sont révélatrices de la manière de penser d'une partie de la Haute Intelligentsia sur son passé lointain et immédiat. A quelques variations près, cela va de soi !

Ensuite, on parie que ce livre - d'ailleurs il doit être conçu dans ce dessein -, va servir de quasi-bréviaire à la M.I. (Moyenne Intelligentsia) et à la B.I. (Basse Intelligentsia). Par profs, enseignants, formateurs, etc. il façonnera, sinon les petites têtes blondes, du moins les futures têtes d'œuf, les futurs ou actuels journalistes et bien d'autres !

Cette circonstance rend singulièrement fâcheux certaines lacunes et oublis. En particulier, le parti-pris anti-catholique - pas surprenant, il court, déjà, dans des livres précédents de Michel Winock - est notable.

Jacques Maritain est traité par dessus la jambe. Ses prises de position sont citées. Mais pas un mot sur sa philosophie de l'histoire, notamment. Pourtant, elle eut d'importantes retombées politiques !

Quelques grands théologiens, qui participèrent au débat public intensément, ne sont pas mentionnés ! Exemple notoire : le Père Daniélou. Les interventions d'Etienne Borne sont superbement ignorées !

Ça doit être cela que l'on appelle la «laïcité ouverte» ! Stop ! Il vaut mieux rigoler !

Quant au rôle de la revue *Esprit* sous l'impulsion de J.-M. Domenach, c'est peu dire que de constater qu'il est minimisé. Dommage ! Mais inévitable ! Les historiens sont des hommes. Ils ont donc des passions !

Le Siècle des intellectuels est-il, par ailleurs, important de par la nouveauté et l'originalité des informations qu'il apporte ?

A franchement - voire impertinemment - avouer, j'en suis rien moins que certain. J'aperçois peu l'avancée que ce livre volumineux fait faire à la connaissance des «tribus» d'intellectuels.

A titre de circonstance atténuante, on doit remarquer que, désormais, les intellos n'en finissent plus de parler d'eux-mêmes, de se faire étudier, ausculter, analyser. Que de livres sur ces gens ont été, déjà, ici recensés. Dès lors, les innovations sont difficiles. D'où cette impression de compilation et de déjà lu auquel il est difficile d'échapper, très souvent.

Du coup, plus gravement, les héros paraissent un brin fatigués.

D'autant que *Michel Winock* n'a pas la plume épique. Il peine à les revivifier. Il n'a pas, non plus, la plume polémique. Au lieu de griffer, il préfère gommer ou manier le laconisme. Ainsi, ça manque de piquant et de piment ! Il n'a pas, non plus, le coup de crayon portraiturant, campant un personnage ou un épisode.

Tant et si bien que les intellos défilent sous nos yeux. Nous les voyons ou apercevons. Mais, en définitive, sauf exception, nous ne sommes pas mis en mesure de les «rencontrer» dans leur dramatique. C'est pourquoi, j'ai parlé de «grande parade» !

Oui mais... Ne faut-il pas aller plus loin ?

Au fin fond, cette impression de l'*intellectuel-marionnette*, ressentie en enfilant ces longues pages est-elle vraiment l'effet du genre et du style du livre, de mon mauvais esprit ou ne correspond-elle pas à la pensée profonde de *Michel Winock* ?

Pas sûr ni certain que *Michel Winock* aime l'*intello* !

A lire ce même livre sur les intellectuels, après tant d'autres - l'un des plus proches étant *Le Passé d'une illusion* de *François Furet* - comment ne pas éprouver du désenchantement envers ce type humain ?

Car tout au long de ce siècle, en ses avatars

individuels, l'*intellectuel* a rarement agi avec sérieux. Quand il s'est contenté de crier, ce fut, souvent, bon - de *Zola* à *Bernanos* - ! Quand il a prétendu penser la politique, ce fut léger, le plus souvent ! Parfois farfelu !

En tant qu'«*intellectuels*» - je n'écris pas en tant que *créateurs, artistes et philosophes* - ces deux monstres sacrés *André Gide* et *Jean-Paul Sartre* paraissent, en bien de leurs initiatives, pitoyables.

Les deux chouchous de *Michel Winock* - *Roger Martin du Gard* et *François Mauriac* - rachètent-ils l'*intellectuel* ? En partie !

D'où vient que, vu de près, l'*intellectuel* déconcerte ? C'est qu'il y a malentendu sur l'*intello*. On l'imagine angélique et il est humain. Surtout, on imagine que ces hommes, maîtres du «savoir» dans un domaine ou un autre, fonctionnent «à la raison». Or, ils se meuvent à l'affectivité, voire à l'irrationnel.

Ainsi, quand l'*intellectuel* prend une position, c'est souvent contre un de ses pairs qui lui est hostile ou auquel il est hostile. Par ailleurs, il apparaît que qui veut mettre l'*intellectuel* en branle ne doit presque jamais le *convaincre* politiquement, il faut le *persuader*. J'aurais aimé compter le nombre de fois où revient dans ce livre le mot *séduction* !

Voilà pourquoi, l'*épilogue* de *Michel Winock* est tristounet. Il est intitulé interrogativement : *La fin des intellectuels* ? Il aurait pu être titré : «peut-on être intellectuel ?», puisqu'on y lit cette petite phrase capitale, qui donne à penser, et qui est, sans doute l'apport essentiel de ce livre :

«*Le paradoxe de l'intellectuel vient de ce que le pouvoir dont il peut disposer lui est donné par sa renommée : l'exercer au profit d'une grande cause humaine renforce en retour sa réputation. Il n'échappera jamais à cette contradiction...*» (p. 619).

Passé encore, si cette contradiction ne suscitait que nuage sur la pureté des démarches. Et que la justesse des vues était, quand même, au rendez-vous, au-delà ! *Le Siècle des Intellectuels* ne permet pas de fonder cette hypothèse.

Michel Winock n'aurait-il pas écrit une sorte de *Livre noir des Intellectuels* ? Exagéré ? J'en conviens, je l'avoue.

Plus modérément, en songeant au titre de Paul Bénichou, *Le sacre de l'écrivain (1750-1830)* - qui analyse «l'avènement d'un pouvoir spirituel laïque dans la France moderne (comme quoi, soit rappelé en passant, l'avènement des intellos

ne date pas du temps de l'Affaire !) - j'avancerais que ce livre aurait pu s'annoncer comme «*La désacralisation de l'intellectuel. La crise d'un pouvoir spirituel laïque dans la France de la fin des Temps modernes*».

René PUCHEU

Ed. Le Seuil, 1997

Principes de la concurrence d'Alain Bienaymé

Le titre du livre a sans doute fait s'éloigner des centaines de lecteurs potentiels. Les pauvres ! Ils ne savent pas ce qu'ils perdent. Ils ont eu l'impression, fautive, d'avoir affaire à un manuel kantien du temps de Louis-Philippe. Ils s'en sont détournés, craignant l'ennui abscons.

Il s'agit au contraire d'un des livres les plus actuels que l'on puisse imaginer. La concurrence ? mais c'est l'Empire de l'euro qui se lève à notre horizon !

Les Français y entrent avec la même naïveté qu'ils sont partis en 14. Heureusement, comme le rappelle Christian Barbusiaux en citant Bienaymé, dans sa préface, «la libre concurrence n'est pas un vecteur de mort, c'est un ferment de vie». Nos compatriotes, protégés trop longtemps par des Tartuffes de cet «ultra-libéralisme» que l'on ne saurait voir, vont se trouver plongés en plein milieu de ce qui fait l'objet du livre et de leur exécution.

Dans une première partie qui résume de façon claire les grands principes de l'économie politique, l'auteur ne plane pas seulement dans la théorie. Il touche terre assez rudement quand il explique que l'optimum économique issu de la fiction de la concurrence pure et parfaite est inaccessible en notre monde (il a failli écrire «en ce bas monde»). Pour lui, la rigidité abstraite de ce principe s'applique à «une société artificielle aux moyens limités et strictement subordonnés aux capacités et aux volontés individuelles». Elle n'existe plus, si elle a jamais existé. Les entreprises elles-mêmes ne constituent pas non plus des centres de décision pleinement indépendants.

Dans sa deuxième partie, intitulée : «Vers un monde aux frontières fluides», Bienaymé plonge dans la modernité, dans l'actualité : le monde entier entre en concurrence par toutes les portes et fenêtres de nos entreprises. Chacun de rechercher alors, l'auteur en tête, les secrets de la compétitivité. Notre professeur nous met en garde contre l'autosatisfaction, excrétion mentale que les Français secrètent comme la vésicule, la bile. Les actifs immatériels, si longtemps négligés, deviennent déterminants. Ils renouvellent la problématique de la concurrence. Les avantages comparés décrits par Ricardo sont morts. Vive les avantages compétitifs ! s'écrie l'auteur. Mais où se situent-ils ? A l'échelle de la nation ? Plus qu'on ne le dit. Mais le jeu mondial interfère de plus en plus. Il altère le sens de la responsabilité qui constituait le fondement du libéralisme.

Alors, dans sa troisième partie, Bienaymé insiste sur le fait que notre système (et il n'en existe plus aucun autre) a pour condition première un ordre public instituant et faisant respecter les règles de la concurrence. Quelles sont-elles ? Les décrire est l'objet du chapitre 8. Le droit européen en donne l'essentiel. La Cour de Justice de Luxembourg s'est érigée en arbitre dont l'efficacité va croissant, mais celle-ci a encore beaucoup de progrès à réaliser, tant la construction européenne a musé en chemin, distraite qu'elle était par les remugles de l'Histoire.

Le grand bain froid de la concurrence mondiale risque de bouleverser très vite les vieilles et pernicieuses habitudes. Les règles du jeu doivent désormais être aussi établies clairement à l'étage de l'Organisation Mondiale du

Commerce. Les politiques de concurrence économique ouverte nécessitent le déploiement d'une diplomatie d'un type très différent de celui que pratiquait M. de Norpois chez Proust.

Bienaimé insiste, pour terminer, sur la distinction entre la concurrence et la libre concurrence. La première résulte d'une croissance naturelle, sauvage, à la manière de l'églantine, couverte d'épines et fleurissant sporadiquement. La seconde, la libre concurrence est une construction de l'esprit. Telle la rose, elle exige

des soins multiples pour exhaler tout son parfum pendant toute l'année. Elle définit un «mode d'interaction des hommes en société qui, à l'expérience, est l'un des plus propres à assumer leur épanouissement».

La concurrence ne serait-elle pas la grande sœur de la démocratie ?

Charles DELAMARE

Ed. Economica

Hongrois et Juifs, histoire millénaire d'un couple singulier (1000-1997) de François Fejtö

Le dernier ouvrage de François Fejtö est beaucoup plus ambitieux que le titre ne le laisse imaginer. Les questions qu'il soulève, questions obsédantes pour nous, sont pour la plupart irrésolues, peut-être insolubles. Elles dépassent largement le cadre de la Hongrie et du judaïsme, même s'il est d'abord question de répondre à la question «Qu'est-ce que le Hongrois ?», «Qui est Hongrois ?», à laquelle se superpose tout au long de l'histoire de la Hongrie la question «Qu'est-ce que le Juif en Hongrie ?», «Qui est Juif ?» (p. 32). A ces questions, l'histoire ne fournira que des réponses provisoires, instables, qui doivent souvent plus à la mythologie qu'à la vérité. La réponse du poète et romancier, Mihály Babits, «nous sommes un creuset de races», rédigée en 1939, restera longtemps inaudible. Il s'agit enfin d'une histoire interminable.

Si l'on remonte aux origines de la Hongrie, au IX^e siècle, Juifs et Hongrois partagent une originalité : celle d'être des peuples «déplacés» en Europe. De fait, leur sort sera toujours menacé, en dépit de la christianisation, dès le XI^e siècle, du Royaume de Saint Etienne. Il est vrai que la Hongrie sera aussi l'un des pays où la Réforme s'implantera durablement. La géographie qui a placé la Hongrie aux confins de l'Orient et de l'Occident exercera également un rôle déterminant, notamment lors du long intermède de la domination ottomane (1526-1699).

Cette personnalité complexe se traduit tant chez les Juifs que chez les Hongrois par une ten-

dance à romantiser - ou à refouler - le mode de vie ancestral. Et cette inquiétude s'avère communicative. Il n'est donc pas surprenant que Juifs et Hongrois se soient, à une étape privilégiée de leur histoire, reconnus au miroir l'un de l'autre. Aux beaux temps de l'idylle judéo-hongroise, l'imaginatif rabbin Samuel Kohn ira jusqu'à faire de tous les Hongrois des crypto-juifs, descendants d'une tribu khazare convertie au VIII^e siècle au judaïsme.

En Hongrie, avec plus d'intensité que partout ailleurs en Europe, le destin des Juifs sera inséparable de celui de son peuple d'élection. Plus que partout ailleurs, l'effort des Juifs pour s'assimiler massivement à la nation hongroise ira jusqu'au refoulement de la conscience juive. L'échec de la Hongrie à se constituer en Etat-nation au XIX^e sera aussi un échec juif.

Le récit ordonné de cet épisode constitue le fondement du livre de François Fejtö. Il s'agit de la constitution au XIX^e siècle d'un véritable «contrat social», selon la formule de Victor Karády, entre l'aristocratie hongroise, d'origine terrienne, et l'élite juive, traditionnellement rompue au commerce et à l'artisanat. Aux termes de ce contrat, lui-même hérité de l'Aufklärung et du despotisme éclairé des Habsbourgs, les Juifs se voient accorder un droit de cité élargi en échange de leur assimilation - on dit aussi alors de leur «régénération» - et de leur contribution au développement économique de la Hongrie.

La fragilité de la nation hongroise dans l'empire des Habsbourgs impose ce compromis. La «Hongrie historique» est en effet un territoire multiethnique, multilingue et multiconfessionnel où les Magyars sont minoritaires et ne doivent leur suprématie qu'à leur statut hérité de l'ère féodale. Les grandes familles aristocratiques hongroises, les Károlyi, Batthyányi, Esterházy comprennent très tôt l'avantage qu'elles peuvent tirer, pour développer leurs domaines, des Juifs, polyglottes et bons commerçants. De plus, les Juifs, en s'assimilant, apprennent le magyar et renforcent ainsi une communauté linguistique toujours menacée par la présence d'une forte communauté allemande (les Souabes) dans les villes de Hongrie. Dès lors, humanisme et utilitarisme sont inséparablement liés : «l'émancipation des Juifs était une nécessité imposée par la modernisation économique et sociale des sociétés européennes plutôt que le résultat d'un projet politique inspiré par les philosophes du siècle des Lumières» (Jacques Le Rider, p. 61).

Ce mouvement émancipateur connaîtra tout au long du XIX^e siècle des limites : le comte István Széchenyi, réformiste anglophile, exprime ainsi son inquiétude : «le Juif est plus intelligent et plus travailleur que le Hongrois, leur émancipation pourrait, certes, faire progresser notre économie, mais au détriment de l'identité, de la spécificité de la race hongroise» (p. 65). Il est vrai que la situation plus favorable qu'ailleurs des Juifs en Hongrie s'accompagne d'un fort courant d'immigration : de 1787 à 1910, le nombre de Juifs passe de 83.000 (1 % de la population totale) à 910.000 (6 %). A Budapest, que le bourgmestre antisémite de Vienne, Lueger, qualifiera de «Judapest», la part des Juifs atteindra 23 % de la population en 1910. Ces Juifs, venus de Bohême-Moravie, de Galicie, de Transylvanie, s'assimilent rapidement à la communauté hongroise. Ceci les distingue fortement de la culture autonome du «Yiddishland». L'élite juive des villes comprend parfaitement que son émancipation totale est liée à celle de la Hongrie. En 1849, environ 20.000 Juifs s'enrôlent dans la *Honvéd*, l'armée patriotique engagée contre l'Autriche et menée par le héros de l'indépendance, Lajos Kossuth. Le dernier acte du gouvernement révolutionnaire avant son exil sera l'émancipation des Juifs.

Celle-ci ne sera définitivement acquise que lors du «compromis historique» de 1867 qui accorde à la Hongrie un statut de parité avec l'Autriche au sein de l'Empire.

Toutefois, si l'élite juive souhaite ardemment la libéralisation des structures de l'Empire, elle demeure très attachée au Monarque. Sa position est celle d'une double fidélité à l'Empire et au Royaume, le libéralisme de l'un faisant contrepoids à l'autoritarisme de l'autre. Les souverains de Vienne joueront en effet le rôle de protecteurs des minorités lorsque les dirigeants hongrois pratiqueront une politique de plus en plus outrancière d'assimilation.

L'assimilation des Juifs hongrois n'est pas allée sans déchirements : elle a provoqué un schisme au sein de la communauté entre «néologues» et «orthodoxes», rendant plus délicate la «réception» de la religion juive à l'égal du christianisme - celle-ci ne sera acquise qu'en 1895 -. D'autre part, le succès des Juifs dans tous les secteurs dynamiques de la société provoque comme en Allemagne, vers 1880, une poussée de fièvre antisémite - le terme date de 1882 -, non plus seulement fondée sur des préjugés chrétiens, mais sur des théories racistes. Si le point de départ remonte à la grande crise économique de 1873, l'antisémitisme devient rapidement, surtout en milieu allemand, une «Weltanschauung», un paradigme expliquant le monde. Cet antisémitisme «moderne» n'est d'ailleurs pas incompatible avec l'influence chrétienne (1). Comme le souligne François Fejtő, il surgit en Allemagne dans les milieux chrétiens sociaux. En Hongrie, c'est la dénonciation d'un crime rituel qui est à l'origine de l'affaire de Tiszaeszlár. L'antisémitisme trouvera toutefois des combattants acharnés dans l'élite des patriotes hongrois - tel le juriste et député Károly Eötvös -. Le président du Conseil, Kálmán Tisza, voit surtout dans l'agitation antisémite de 1883 un facteur de trouble et de préjudice pour la bonne image de la Hongrie : «car que signifie, en effet, le mot antisémite ? A la vérité il signifie rapine. Il est un immense danger social qui peut déchirer toute la société»

(1) Antisémitismes religieux et racial peuvent se relayer. Après l'expulsion des Juifs d'Espagne, la persécution prit pour cible les Juifs convertis «nouveaux chrétiens» au nom de la «limpieza de sangre» (Cf. l'article du Pr. Yosef H. Yerushalami, paru dans *Esprit* en 1993).

(p. 135).

Le fait que la vague antisémite ait relativement épargné la Hongrie - alors que les pogromes ravagent la Russie - n'est pas pour rien dans le légitimisme des Juifs de Hongrie. Alors que le régime se ferme de plus en plus, passe du patriotisme au nationalisme, du libéralisme au conservatisme, les Juifs améliorent leur assimilation. Certaines familles fortunées, anoblies, accèdent au seuil du pouvoir. Les conversions, les mariages mixtes se développent, surtout entre membres de l'élite, chacun apportant ses atouts dans le jeu social.

François Fejtő relève que «la meilleure illustration de la confiance qu'avait la grande majorité des Juifs de Hongrie - du haut en bas de l'échelle sociale - dans l'irréversibilité de son adoption par la nation hongroise a été sa réaction face au mouvement sioniste» (p. 145). Il s'agit d'un signe d'autant plus probant que Théodor Herzl était né à Budapest où il commença ses études, avant de partir pour Vienne. Il y avait pourtant dans la situation des Juifs en diaspora qu'exprimait Herzl une dimension prophétique qui n'épargnait pas les Juifs hongrois : «l'assimilation, disait-il, est une impasse dans laquelle le Juif abandonne sa religion, sa culture antique, son respect de soi, sans recevoir en échange une adoption authentique, une réelle égalité des chances, une véritable liberté. Herzl ne voyait à cette règle que deux exceptions : l'Angleterre et la Hongrie. Mais ce n'est là qu'une question de temps. Croyez-moi, déclarait-il au Congrès sioniste de Bâle en 1887, le destin rattrapera les Juifs hongrois également, il les frappera d'autant plus durement, d'autant plus féroce, que cela leur arrivera plus tard, alors qu'ils se sentiront encore plus en sécurité qu'à présent. Il n'y a pas moyen d'y échapper» (146).

L'approfondissement de la synthèse judéo-hongroise se poursuivra effectivement jusqu'en 1914. C'est «l'âge d'or de l'assimilation», même si Gyula Zeke compare ce processus «à un jeu de cartes où l'on trouve deux inscriptions : sur l'endroit on lit, *il est bon d'être Magyar*, et sur l'envers, *il est bon de ne pas être Juif*. Beaucoup de Juifs changent ainsi leurs noms : Klein devient Kis, Blum se change en Virág, Weiss en Fehér...

Symbole de cet âge d'or, la bourgeoisie juive exerce un rôle prépondérant dans tous les secteurs moteurs de la société : 40 à 60 % des commerçants, banquiers, industriels, professions libérales sont juifs. Son enrichissement permet à son tour le développement d'une culture urbaine, d'un nouvel urbanisme. Dans le domaine culturel, les Juifs ont également pris une place importante - presse, revues, cinéma naissant mais aussi poésie et lettres hongroises. Par son «avidité culturelle» l'intelligentsia juive contribue à la reconnaissance de ces symboles de la culture hongroise que sont Endre Ady, Zoltan Kodály, Bela Bartok (2).

Pendant le «contrat social» a atteint ses limites. Vers 1900 il devient un marché de dupes. Les aristocrates libéraux se trouvent pris au piège du succès de leur projet moderniste. Ils ne peuvent se résoudre à tirer les conséquences politiques du développement économique et social du pays. La démocratisation les effraie. Elle supposerait l'abandon des privilèges de l'aristocratie dans l'administration, la justice, l'armée, une réforme agraire. Elle pourrait entraîner une fédéralisation du pays dans un contexte de réveil des nationalités. L'échec de la démocratie en Hongrie tient également à la faiblesse numérique de la classe moyenne dans un pays resté fondamentalement agricole, et au légitimisme viscéral de la bourgeoisie juive qui se croit ainsi protégée de l'antisémitisme.

Ce blocage va se résoudre dans la guerre, souhaitée par les éléments conservateurs, mais qui va accélérer leur déclin. En 1918, la Hongrie, sortie vaincue du conflit, s'effondre. La République est proclamée le 15 novembre 1918. Les troupes de l'Entente occupent le territoire hongrois qui est amputé des 2/3 au profit des nouvelles nations tchécoslovaque, yougoslave, roumaine. La décomposition de l'armée et de l'Etat rend impossible une stabilisation : le 21 mars 1919 est instaurée «la République des Conseils» dirigée par un révolutionnaire communiste d'origine juive, Béla Kun. Ce sursaut réformateur, sans assise sociale suffisamment large, ne survivra pas au chaos économique et à ses contradictions internes. D'une certaine façon, les Juifs, dont beaucoup se sont jetés avec

(2) Cette vie juive riche et brillante dans les villes ne doit pas faire oublier l'existence d'un prolétariat juif et surtout des communautés orthodoxes du nord-est. Numériquement, elles représentent encore plus de la moitié des Juifs de Hongrie en 1900.

enthousiasme dans le mouvement révolutionnaire, paieront pour l'effondrement de la Hongrie. La contre-révolution, très sanglante, dégénère en pogromes que le Régent Horthy n'arrêtera que très tardivement sous la pression internationale.

C'est un régime «national-chrétien», autoritaire, qui s'installe pour toute la durée de l'entre-deux-guerres. Le contrat qui unissait les Juifs à la Hongrie est remis en cause, même s'il n'est pas tout à fait effacé. Le régime est en fait un compromis entre des tendances fascisantes et conservatrices. En dépit de la vague de persécutions de 1919, de la loi sur le *numerus clausus* de 1922, les Juifs qui demeurent en Hongrie - beaucoup ont émigré (3) ou ont été rattachés aux nouvelles nations - demeurent profondément attachés à la Hongrie et refusent la protection que leur assurerait le statut de minorité nationale protégée par le droit des Traités.

La période de «consolidation», sous l'égide du chef de gouvernement István Bethlen, se poursuivra jusqu'en 1930. François Fejtő la qualifie de «néobaroque», avec son mélange de vellétés restauratrices et de pragmatisme. Plus symptomatique des périls à venir est la nouvelle définition restrictive, ethnique, de leur nationalité qu'adoptent beaucoup de Hongrois. Toute une génération sera élevée dans l'idée de l'incompatibilité des caractères juifs et hongrois. Dans ce contexte, l'antisémitisme devient un instrument politique efficace. En fait, c'est la politique extérieure, tout entière tournée vers l'objectif de révision des Traités, qui précipite le destin des Juifs de Hongrie. Avec l'accession d'Hitler au pouvoir, la Hongrie se rapproche de l'Allemagne dont elle partage au moins un objectif essentiel. L'agitation antisémite connaît un développement ininterrompu à partir de 1938 et devient pour les gouvernements successifs un gage de bonne volonté vis-à-vis des nazis. Engagé dans la collaboration avec l'Allemagne, le régent Horthy ne sauvegardera que les apparences de plus en plus minces d'une politique indépendante. Lorsqu'il cherchera à s'en détacher, en 1944, il provoquera par sa politique brouillonne l'entrée des troupes allemandes qui scelle, avec l'arrivée en Hongrie d'Adolf Eichmann, le sort des Juifs hongrois.

Il n'est pas question ici d'exposer les éléments de cette marche vers la Shoah, ni l'en-

chaînement des responsabilités qui y conduit. Il suffit de remarquer avec François Fejtő que l'asservissement des Juifs hongrois, engagé par des Hongrois, allait de pair avec l'asservissement de la Hongrie par Hitler. L'actuel président de la République, Árpád Göncz, résistant antinazi et anticommuniste, dira cinquante ans plus tard que «l'Holocauste des Juifs de Hongrie était dirigé contre la Hongrie» (p. 329). La responsabilité des déportations qui se précipitèrent dans l'ultime phase du conflit est clairement établie : «elles furent exécutées par les Allemands avec l'aide des forces de l'ordre hongroises, placées sous la direction d'officiers antisémites notoires, et, surtout, avec la collaboration de la gendarmerie (...). Aussi nombreux que soient les cas isolés témoignant de la solidarité, voire de l'héroïsme de certains Hongrois à l'égard des Juifs, il serait insensé de penser, ne fût-ce qu'un instant, que les persécutions ont scellé l'union des Juifs et des Hongrois, comme elles ont effectivement scellé l'union des Juifs et des Danois, des Juifs et des Hollandais, des Juifs et des Italiens. C'est cela qui compte, tout le reste n'est que littérature, c'est-à-dire anecdotes» (István Bibó, p. 329-335).

Environ 700.000 Juifs magyars avaient disparu en 1945, alors que 100.000 avaient survécu dont 1/5^e émigreront en Israël. Ce sauvetage *in extremis* d'une partie des Juifs de Budapest n'est le fruit que de personnalités relativement isolées, du mouvement sioniste hongrois, et des missions étrangères.

La déportation des Juifs ne fera après 1945 l'objet d'aucune expression de deuil ou de repentir. «Avec l'entrée des Russes, la partie juive du problème est close : la libération des Juifs est accomplie. Commence la partie plus difficile, la libération des chrétiens», constate Sándor Máraï (p. 335). La particularité de la Hongrie d'après 1945 est de compter encore une forte minorité juive. Mais celle-ci vit un phénomène d'auto-répression. Beaucoup de Juifs, cherchant à échapper à une introspection douloureuse, s'engagent dans un régime dont l'inspiration peut de loin chercher ses sources dans le messianisme juif. Aux yeux de Moscou, en

(3) La diaspora des Juifs de Hongrie constitue un chapitre à part de cette histoire avec ses célébrités : le cinéaste Georges Cukor, les photographes Robert Kappa, Moholy-Nagy, Kertész, Brassai, les écrivains Elie Wiesel et Arthur Koestler, le chef d'orchestre Georg Solti...

revanche, la principale faiblesse des communistes hongrois est de compter trop de personnalités d'origine juive (Ràkosi, Gerö, Farkas, Révai, Péter). Ces dirigeants, ultra-staliniens, n'hésiteront pourtant pas à couvrir des agissements antisémites lorsqu'ils pourront leur être utiles. C'est aussi des rangs de l'intelligentsia juive que naîtra la contestation du pouvoir aboutissant à la révolution antitotalitaire de 1956. Celle-ci sera authentiquement libérale et cherchera à se démarquer de tout ce qui aurait pu rappeler l'ancien régime horthyste et notamment son antisémitisme. La sortie progressive de l'ère Kàdàr - «le communisme du Goulash» - sera là encore une transition vers une vie politique plus apaisée, où des intellectuels juifs trouveront une place éminente. Il semble désormais acquis que la question juive n'est plus un ressort politique efficace : les populistes antisémites en feront les frais aux élections de 1994.

Une vie juive en Hongrie est-elle possible après la Shoah et le communisme ? François Fejtö note tout d'abord le haut degré d'assimilation atteint par les quelque 100.000 Juifs hongrois (dont 90 % résident à Budapest). Si ceux-ci subsistent en tant que Juifs, c'est moins comme groupe communautaire que comme porte-parole de valeurs universelles qui semblent de plus en plus largement adoptées par la société qui les entoure. «Le problème juif en Hongrie est en réalité un problème hongrois. Si la société évolue résolument en direction de la démocratie de type occidental, ce que nous espérons, alors nous pourrions régler tous les problèmes sociaux, dont le problème juif, paisiblement et raisonnablement» (Imre Kertész, p. 400). En ce sens, le destin des Juifs hongrois rejoint celui des autres communautés occidentales : «des mariages mixtes, le déclin des pratiques religieuses comme la circoncision, la barmitzwah, comportent le pire danger : celui de l'extinction du peuple juif». (G. Friedman p. 398).

Aussi la résolution de la tension entre Juifs et Hongrois se teinte d'amertume. Cette fusion est-elle d'ailleurs irréversible ? Ne faut-il pas plutôt retenir l'expérience de Léon Poliakov qui juge l'antisémitisme interminable : «je suis revenu de ces illusions. Je crois que cela ne s'arrête jamais. Il y a des hauts et des bas, des rémissions et des flambées de violence, des phases de stagnation... mais il n'y a pas de dis-

parition prévisible du racisme» ? (4) (p. 399).

Il existe au cœur du livre de François Fejtö, une réflexion qui pourrait éclairer et rassembler les éléments épars de cette question. En 1917, alors que l'histoire des Juifs hongrois se trouvait à un tournant, la poétesse et romancière Anna Lesznai, qui est issue d'une famille juive anoblie de la *gentry* provinciale, a exposé très clairement la situation des Juifs assimilés : «le problème juif, écrit-elle, existe même quand une personne d'origine juive est assise toute seule entre les quatre murs de sa chambre, à huis clos. Il n'existe pas seulement dans les rapports entre tel ou tel individu et la société magyare. La gravité du problème vient de ce que le Juif se sent «juif» pour lui-même (...). Etre Juif, écrit-elle, c'est un état d'âme particulier, pathologiquement troublé, un système nerveux constamment irrité par l'instabilité de sa situation» (pp. 209-211). Sa pensée fait écho à «l'imperceptiblement autre» par lequel Vladimir Jankévitch définissait le judaïsme. Cette «névrose juive», après avoir fait des Juifs hongrois les victimes consentantes de leur assimilation, explique sans doute leur paralysie devant la montée de l'antisémitisme.

Il n'est pas indifférent d'observer que, désormais, l'intégration des Juifs dans la société ne va pas sans une certaine affirmation du judaïsme. Il est vrai que l'apparition de l'Etat d'Israël a rendu caducs certains aspects de l'antisémitisme. Il faut (provisoirement) conclure avec François Fejtö en citant l'écrivain et journaliste György Konràd qui exprime ce nouveau point de vue décomplexé : «Comme fils du peuple juif, je fais partie de la société et de la nation hongroise et j'ai passé la plus grande partie de ma vie parmi les Hongrois juifs et chrétiens. Comment ne me considérerais-je pas comme Hongrois ? Suis-je les deux ? A la fois Juif et Hongrois ? Oui, je suis l'un et l'autre. Ce serait un mensonge existentiel que de fondre les deux en une seule identité» (p. 400).

François AZAR

(4) Tout au long de cette histoire, je n'ai pu m'empêcher de penser au sort des Juifs parfaitement hellénisés de la Cité grecque d'Alexandrie dont ils représentaient environ 30 % de la population. En 38 ap. J.C., ils furent victimes d'émeutes et «ghettoisés» par les Grecs. L'un de leurs rabbins, Philon d'Alexandrie, par ailleurs philosophe grec reconnu, dut partir en Ambassade plaider leur cause auprès de l'Empereur Caligula... le sujet possible d'un livre sur Juifs et Grecs !

Ed. Balland, 1997.

«Dans le clair-obscur du monde»

de Robert Rochefort

Comme parfois les ouvrages de valeur, ce témoignage de Robert Rochefort n'a guère suscité, semble-t-il, l'attention de la critique. Et pourtant l'on doit à l'auteur une fervente biographie de Robert Schuman dont il fut, de Matignon au Quai d'Orsay, l'attentif collaborateur.

Ces éphémérides, qui couvrent la période de 1935 à 1994, révèlent une personnalité où l'humilité rejoint une profonde spiritualité. La relation de ses lectures ou de ses rencontres compose un parcours où apparaissent Paul Claudel, Jean Monnet, Julien Green, Marthe Robin, Joseph Czapski, Louis Massignon, Igor Stravinski et tant d'autres plus obscurs, comme le clochard de son quartier avec lequel Rochefort entretenait un dialogue qui n'est pas insignifiant.

Ses observations sur la jeunesse des années quarante semblent rejoindre celles que l'on peut lire sur la génération d'aujourd'hui : «Elle n'a aucune curiosité intellectuelle, elle vient suivre les cours comme l'on va au bureau et juste en vue des diplômes. Elle est vulgaire de ton, d'allure, de sentiments, veule, lâche. Le vol a pris une extension considérable dans les établissements». Et l'Algérie de 1998 paraît n'avoir rien à envier à celle de 1958 où l'on tranche le sein d'une femme avant de découper, sous ses yeux, son nouveau-né.

Mais la grande épreuve, c'est la disparition accidentelle de son jeune fils François dont «l'adorable sourire, après chacune de ses bêtises, faisait fondre le cœur». Sa petite sœur de trois ans aimait à se recueillir sur sa tombe où, du doigt, elle désignait «Fafa». La présence de cet enfant trop tôt ravi à l'affection des siens est là, éternelle ; la permanence du souvenir, où la nostalgie de ce qui ne sera jamais plus domine, est une leçon de fidélité. Le second grand malheur est la maladie lancinante qui conduit à la mort de la femme de Rochefort, Françoise, à laquelle l'attache une inépuisable tendresse, à

l'image de celle d'un Bourbon-Busset pour Laurence. Et cet ancien directeur de cabinet de Robert Schuman, consacrant dans *La Croix* un article aux lettres de Françoise à Robert, les comparait à un «véritable trésor».

Inspecteur général de l'administration, Rochefort est naturellement amené à rejoindre Schuman. Ce fut le rapprochement de deux âmes sœurs. La description de ce «saint politique» attaché non pas à réaliser des «coups», ce qui est fugitif, mais à construire une œuvre durable, malgré l'instabilité institutionnelle de la IV^e, témoigne de l'ambition d'une conviction, à l'inverse de toute espèce de préoccupation de carrière. L'apport d'un Robert Schuman paraît, sur l'Europe, d'une autre ampleur que celle d'un De Gaulle pour la simple raison que le premier s'est employé à réaliser ce que l'autre s'est ingénié à fragiliser.

D'autres pages, sur l'attachement aux racines des Deux-Sèvres, au cimetière de campagne qui entoure une église de village dont le dépouillement consacre la grandeur, révèlent une âme sensible, lucide sur l'éphémère de la vie, désireuse cependant de laisser une marque tangible par-delà la mort : «Le journal, écrit-il, est manifestation du désir de durer, de se survivre, que ce soit dans ses enfants, dans une œuvre, une maison, l'arrangement d'un jardin. Tout cela est éphémère, à peine plus d'écrire notre nom sur le sable». Ces pages, tourmentées mais chaleureuses, survivront à tant de publications qui ne paraissent qu'à la lueur du coup qu'elles frappent. Peut-on s'autoriser un léger regret ? Un index des noms pour plus de 500 pages aurait été de bonne venue.

Vincent LALOY

Nouvelles librairie de France (36, avenue des Ternes, 17^e), 512 pages.

Visages de femmes au Moyen Age

de Régine Pernoud

Au moment où Régine Pernoud disparaît, *Zodiaque* publie son dernier ouvrage, un magnifique recueil, *Visages de femmes au Moyen Age* (1). Il clôture et synthétise très bien l'œuvre de cette médiéviste, marseillaise d'origine - après sa licence à la Faculté d'Aix, elle avait consacré sa thèse à l'histoire du Port de Marseille -, qui a toujours su allier l'érudition de la chartiste à la volonté de rendre accessibles au grand public les richesses du lointain Moyen Age. Souvent critiquée par les historiens de l'Ecole des Annales, attachés d'abord aux réalités économiques et sociales, raillée pour sa fidélité religieuse ou son genre démodé, Régine Pernoud a réussi à atteindre et à fidéliser un public qui, jusqu'à elle, ne s'était guère intéressé au Moyen Age.

En dix chapitres, Régine Pernoud montre l'émergence de la femme dans la société médiévale, les reines bien sûr Clotilde et Radegonde, mais aussi les autres. Le Moyen Age a compté des femmes médecins. Elles ont disparu lorsque les universités se sont développées au XIII^e siècle : leur fréquentation était interdite aux femmes. L'auteur s'attache à une femme peintre, une moniale, Edé, qui avec son *socius*, le moine Emeterius, a illustré le plus bel exemplaire de l'*Apocalypse de Beatus de Liebana*, manuscrit achevé à Gérone en 975.

Retenons les très beaux chapitres de la fin, sur le rôle culturel des femmes médiévales. En 842, Dhuoda écrivait pour l'éducation de ses fils Bernard et Guillaume, restés à la cour de Louis

le Pieux avec leur père Bernard de Septimanie, un *Manuel* qui montre l'étendue relative de ses connaissances et son sens maternel de la pédagogie (2). Une chanoinesse de grande lignée Hrostwitha écrivit au X^e siècle huit comédies, sept drames et les exploits en vers de l'empereur Othon 1^{er}, le Grand ! L'abbesse du Mont-Sainte-Odile, Herrade de Landsberg, a rédigé pour ses sœurs une véritable encyclopédie illustrée, *Le Jardin des délices (Hortus deliciarum)*, à la fin du XII^e s. Hildegarde de Bingen, visionnaire, musicienne et scientifique, écrivit *Sci vias (Connais les voies du Seigneur)*, *Le livre des mérites*, *Le livre des œuvres divines*, des traités de médecine pratique et une innombrable correspondance avec les grands de ce monde, à commencer par le pape et l'empereur Frédéric Barberousse.

Admirablement illustré, le recueil met singulièrement en valeur le rôle de la femme, mais, chose curieuse, Régine Pernoud, qui a beaucoup écrit sur Jeanne d'Arc, n'en parle pas, pas plus que d'Aliénor d'Aquitaine ou de Blanche de Castille, car elle ne franchit pas la frontière du XII^e siècle : cette réserve faite, le livre demeure d'un très grand intérêt.

Jean CHÉLINI

(1) Régine PÉRNOUD, *Visages de femmes au Moyen Age*, *Zodiaque*, 26 p., 178 planches couleur. Cet ouvrage est le premier de la nouvelle collection *Visages du Moyen Age*.

(2) DHUODA - *Liber manualis*, édition critique de Pierre Riché, Le Cerf, 1975, collection Sources chrétiennes, n° 225.

France-Forum a été créé en 1957 par É. Borne, H. Bourbon, J. Fontanet, J. Lecanu et M.-R. Simonnet.
De 1957 à 1993 chaque numéro de France-Forum a comporté les «Propos du temps» d'Étienne Borne.

Directeur de la Publication : René Plantade - Secrétariat-Abonnements : Thérèse Desplanques

Commission Paritaire n° 60361 - Dépôt légal n° 2846

Composition et impression : VIENNE IMPRIM' - 23, quai Jean-Jaurès - 38200 VIENNE - Tél. 04 74 85 47 06 - Télécopie 04 74 31 65 64

Photos : Roger-Viollet - Ambassade de Hongrie

« Si la démocratie est la vérité de la politique et s'il faut une philosophie à la démocratie, cette philosophie ne peut être qu'un humanisme intégral. Et l'humanisme n'est intégral que s'il est personnaliste. »

Etienne Borne

« On ne décide pas de la vérité d'une pensée selon qu'elle est à droite ou à gauche, et encore moins selon ce que la droite ou la gauche décide d'en faire. »

Albert Camus

